

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 1993

[2008/202125]

**24 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 806/2003 de la Commission du 14 avril 2003;

Vu le Règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu la Décision C(2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007 approuvant le programme de développement rural de la Wallonie (Belgique), pour la période de programmation 2007-2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 août 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté ministériel portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 6 avril 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 février 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2008;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives au programme agro-environnemental pour adapter la législation wallonne dans le cadre de la nouvelle période de programmation 2007-2013;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme :

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

2° exploitation : l'ensemble des unités de production, dont le siège est situé sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

3° unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue de se livrer à une ou plusieurs spéculations agricoles, horticoles ou d'élevage;

4° demande d'aide à la surface : la demande annuelle au titre des régimes d'aides visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, point a) et point b), iii), du Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ou, à partir de l'année civile 2005, la demande annuelle pour les paiements directs visée à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

5° déclaration de superficie : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

6° déclaration de superficie et demande d'aides : le formulaire, établi par l'administration, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie leur localisation et leur utilisation (culture et destination);

7° culture sous labour : toute culture dont la superficie est mentionnée à la déclaration de superficie, à l'exclusion des cultures suivantes : prairies permanentes (codes culture 61 et 613), cultures non alimentaires de l'annexe 5bis (code culture 882), cultures forestières à rotation courte (code culture 883), miscanthus (code culture 884), boisement de terre agricole (code culture 891), terres non agricoles en couvert forestier (code culture 893), fruits à coque (codes culture 9201, 9202), cultures maraîchères sous verre (code culture 952), pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales (code culture 9520), sapins de Noël (code culture 962), pépinières de plants forestiers (code 9560), cultures fruitières pluriannuelles (code culture 971);

8° cours d'eau : eau en mouvement, de façon habituellement continue et coulant dans un lit permanent naturel ou artificiel. Si le lit permanent est artificiel, il faut toutefois qu'il soit en liaison directe avec le réseau hydrologique naturel;

9° régions défavorisées : régions défavorisées telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

10° "Sanitel" : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux;

11° Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

12° administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

13° service extérieur compétent : la Direction du Service extérieur de l'administration qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné. Toutefois, pour des terres situées dans la Région wallonne alors que le producteur a son adresse de correspondance en dehors de celle-ci, le Service extérieur gestionnaire du dossier concerné est celui de l'adresse de l'unité de production considérée en Région wallonne ou, éventuellement, le Service extérieur retenu par l'administration. En absence d'unité de production en Région wallonne ou de bâtiment agricole rattaché aux terres exploitées en Région wallonne par ce producteur, le Service extérieur compétent est celui du ressort duquel se trouve la commune où se situe la plus grande partie des terres visées;

14° conditionnalité : exigences impératives telles que précisées à l'article 19 du Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La mise en œuvre d'une ou plusieurs des méthodes ou sous-méthodes de production suivantes peut faire l'objet de subventions agro-environnementales :

1° Méthode 1 : éléments du réseau écologique et du paysage.

Sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées;

Sous-méthode 1.b : arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers haute tige;

Sous-méthode 1.c : mares;

2° Méthode 2 : prairie naturelle;

- 3° Méthode 3 : bordures herbeuses extensives;
- Sous-méthode 3.a : tournières enherbées en bordure de culture;
- Sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive;
- 4° Méthode 4 : couverture du sol pendant l'inter-culture;
- 5° Méthode 5 : cultures extensives de céréales;
- 6° Méthode 6 : détention d'animaux de races locales menacées;
- Sous-méthode 6.1 : détention de chevaux de trait;
- Sous-méthode 6.2 : détention de bovins;
- Sous-méthode 6.3 : détention d'ovins;
- 7° Méthode 7 : maintien de faibles charges en bétail;
- 8° Méthode 8 : prairie de haute valeur biologique;
- 9° Méthode 9 : bande de parcelle aménagée;
- 10° Méthode 10 : plan d'action agro-environnemental;
- Les méthodes reprises ci-dessus concernent deux types d'actions :
- 1° les actions générales, soit les méthodes 1 à 7;
- 2° les actions ciblées, soit les méthodes 8 à 10.

§ 2. Les conditions à respecter pour chacune des méthodes ainsi que les subventions correspondantes sont reprises à l'annexe 1<sup>re</sup>. Ces méthodes ne peuvent concerner que des éléments (parcelles, éléments de paysages, animaux, etc.) faisant partie de l'exploitation du producteur concerné.

§ 3. Pour chacune des sous-méthodes de la méthode 1 visée au § 1<sup>er</sup>, si au cours de la période d'engagement le producteur demande à engager des éléments agro-environnementaux supplémentaires, ces éléments supplémentaires n'entraînent une augmentation de la subvention à octroyer que si la modification envisagée entraîne une augmentation de plus de 10 % du total des éléments relatifs à l'engagement en cours. En ce cas, l'engagement initial du producteur est complété par les longueurs ou éléments supplémentaires pour la période d'engagement restant à courir. Lorsque les éléments agro-environnementaux supplémentaires représentent une augmentation de plus de 50 % de l'engagement initial, ce dernier est remplacé par un nouvel engagement de cinq ans pour l'ensemble des éléments relatifs à la sous-méthode considérée.

Pour la méthode 7 visée au § 1<sup>er</sup>, si au cours de la période d'engagement le producteur augmente la superficie engagée dans la méthode, cette superficie supplémentaire n'entraîne une augmentation de la subvention à octroyer que si elle entraîne une augmentation de plus de 10 % de la superficie totale considérée comme engagée initialement dans la méthode. En ce cas, l'engagement initial du producteur est complété par les superficies supplémentaires pour la période d'engagement restant à courir. Lorsque les superficies supplémentaires représentent une augmentation de plus de 50 % de l'engagement initial, ce dernier est remplacé par un nouvel engagement pour l'ensemble de la superficie relative à cette méthode.

Sauf pour les méthodes 1, 7 et 10 visées au § 1<sup>er</sup>, une même méthode ou sous-méthode peut faire l'objet de demandes initiales différenciées dans le temps pour autant que chacune de celles-ci concerne des parcelles autres que celles qui font l'objet d'un engagement précédent encore en cours et que toutes les conditions correspondantes décrites à l'annexe 1<sup>re</sup> soient respectées pour chaque demande initiale.

§ 4. Sur une même parcelle, certaines méthodes peuvent être cumulées selon le tableau présenté en annexe 2.

§ 5. Selon les ressources budgétaires disponibles, le Ministre peut décider de suspendre la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des méthodes ou sous-méthodes précitées.

§ 6. Le Ministre peut modifier la liste des antécédents culturels autorisés avant l'implantation de la couverture du sol pendant l'inter-culture, dont question à la méthode 4 de l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le producteur peut solliciter un avis conforme qui porte sur la pertinence de l'application d'une ou de plusieurs méthodes ou sous-méthodes par rapport à la situation environnementale de la parcelle concernée et/ou de l'exploitation.

Cet avis est rendu sur la base de critères objectifs définis par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4); ces critères correspondent à une justification environnementale reconnue.

Le cas échéant, lorsque l'avis conforme sollicité pour les méthodes 1 à 3 visées à l'article 2 n'est pas obtenu, la demande initiale de subventions introduite par le producteur pour la méthode concernée est considérée d'office comme une demande initiale introduite pour ladite méthode sans avis conforme.

Cet avis doit accompagner la demande initiale d'engagement et, lorsqu'il est décerné, vaut pour toute la durée de l'engagement. Dans le cadre des actions ciblées (méthodes 8 à 10), il peut être adapté sur la base d'un diagnostic de terrain, conformément à l'article 27, point 12 du règlement 1974/2006.

§ 2. Pour les méthodes 1 à 3 visées à l'article 2, l'octroi de l'avis conforme visé au § 1<sup>er</sup> majore les subventions correspondantes de 20 %.

§ 3. Les méthodes 8 à 10 visées à l'article 2 ne peuvent être appliquées que moyennant l'avis conforme visé au § 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE II. — *Conditions générales et introduction des demandes*

**Art. 4.** Pour pouvoir bénéficier de subventions agro-environnementales, le producteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° le producteur doit être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1782/2003;

2° il doit avoir son siège d'exploitation situé sur le territoire belge;

3° il doit disposer en Région wallonne de terres pour lesquelles il sollicite lesdites subventions. Toutefois, pour le calcul de la charge en bétail, certaines parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte, conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003, qui prévoit que lorsqu'une superficie fourragère est située dans un Etat membre autre que celui où se trouve le siège d'exploitation de l'agriculteur qui l'utilise, cette superficie est considérée sur demande de l'agriculteur comme faisant partie de l'exploitation dudit agriculteur à condition qu'elle se trouve à proximité immédiate de l'exploitation et qu'une partie majeure de l'ensemble des superficies agricoles utilisées par ledit agriculteur soit située dans l'Etat membre où se trouve l'endroit principal de son activité;

4° à l'exception de la demande initiale relative à la méthode 10 visée à l'article 2, il doit introduire par le biais de son formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides une demande initiale de subventions agro-environnementales dûment complétée selon les instructions que l'administration définit annuellement dans la notice explicative dudit formulaire. Le cas échéant, la demande initiale doit être accompagnée de tous les documents justificatifs définis par l'administration dans la notice explicative du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides;

5° pour ce qui concerne la demande initiale de subventions agro-environnementales relative à la méthode 10 visée à l'article 2, il doit introduire auprès de la Division de la Gestion de l'espace rural (IG4) une demande initiale d'engagement selon les modalités définies par l'IG4. Cette demande initiale doit être introduite dans le délai imparti pour l'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides;

6° à l'exception de la demande annuelle relative à la méthode 10 visée à l'article 2, à partir de la deuxième année de l'engagement, le producteur doit introduire chaque année par le biais de son formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides une demande annuelle de subventions agro-environnementales dûment complétée selon les instructions que l'administration définit annuellement dans la notice explicative dudit formulaire;

7° pour ce qui concerne la demande annuelle de subventions agro-environnementales relative à la méthode 10 visée à l'article 2, le producteur doit introduire la demande annuelle concernée par le biais du formulaire établi à cet effet par la Division de la gestion de l'espace rural et selon les modalités définies par celle-ci;

8° le producteur doit s'engager, pour les parcelles ou éléments agro-environnementaux pour lesquels il demande les subventions agro-environnementales et pour une période ininterrompue de cinq ans, à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes 1 à 3 et 6 à 10 ou, le cas échéant, des sous-méthodes correspondantes, visées à l'article 2, et aux conditions fixées à l'annexe 1. Pour les méthodes 4 et 5 visées à l'article 2, le producteur doit s'engager à pratiquer, chaque année durant les cinq années de son engagement, la méthode concernée sur une superficie au moins égale à celle prévue dans son engagement initial;

9° le producteur doit se soumettre aux contrôles sur place.

**Art. 5.** Seules les parcelles situées sur le territoire géographique de la Région wallonne peuvent bénéficier des subventions agro-environnementales prévues par le présent arrêté.

Pour les méthodes 1 à 3 et 7 à 9 visées à l'article 2, les parcelles pour lesquelles le producteur s'est engagé ne peuvent être échangées en cours d'engagement.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Toute demande initiale doit être introduite dans le délai imparti pour l'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides, en ce compris les éventuelles pièces justificatives que l'administration définit dans la notice explicative dudit formulaire. Si la demande initiale est introduite avec un retard de plus de vingt-cinq jours civils par rapport à ladite date limite, la demande initiale est irrecevable.

La preuve d'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides auprès du service extérieur compétent sert aussi de preuve d'introduction de la demande initiale que le producteur a complétée, le cas échéant, dans ledit formulaire.

Après son introduction, une demande initiale recevable peut être modifiée selon les règles définies annuellement par l'administration pour les modifications du formulaire de déclaration de superficie et demandes d'aides et telles que précisées dans la notice explicative relative au dit formulaire.

La demande initiale constitue l'engagement du producteur à respecter toutes les conditions relatives à l'application de chacune des méthodes et sous-méthodes souscrites telles que reprises à l'annexe 1<sup>re</sup>, à dater du 1<sup>er</sup> avril de l'année de la demande initiale.

Chaque méthode ou sous-méthode à laquelle le producteur souscrit dans sa demande initiale constitue un engagement distinct.

§ 2. Le service extérieur compétent vérifie que toute demande initiale introduite dans le délai précisé au § 1<sup>er</sup> est complète et conforme.

Lorsque la demande initiale n'est pas complète, le service extérieur compétent adresse au producteur un courrier pour réclamer les pièces manquantes. Ces pièces doivent être transmises au service extérieur compétent dans un délai de quinze jours civils à compter de la date d'envoi dudit courrier. Si les pièces manquantes ne sont pas transmises dans ce délai, la demande initiale correspondante est irrecevable.

§ 3. Uniquement en cas de refus partiel ou total de celle-ci, le Directeur du service extérieur compétent envoie au producteur, par recommandé, une notification explicite de refus partiel ou total de sa demande initiale.

En cas de contestation, le producteur peut introduire un recours pour autant qu'il soit accompagné de documents justificatifs. Ce recours doit être introduit par recommandé à l'adresse de l'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne, chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur, dans un délai de trente jours civils à compter de la date de notification du refus. Un recours introduit par un autre moyen, en dehors de ce délai ou encore sans pièce justificative probante entraîne la nullité du recours.

En cas d'introduction d'un recours, le producteur est tenu de poursuivre l'application des méthodes ou sous-méthodes agro-environnementales souscrites jusqu'au moment de la décision définitive de l'administration.

L'administration accuse réception de tout recours dans un délai de quinze jours civils à dater de sa réception. Cet accusé de réception mentionne, le cas échéant, la nullité dudit recours ce qui entraîne la confirmation du refus initial.

Lorsque le recours peut être pris en considération, l'administration communique, par écrit, au producteur sa décision définitive dans les trois mois qui suivent l'introduction dudit recours.

Lorsque la décision définitive de l'administration confirme, en tout ou en partie, le refus initial, ou en cas de notification de nullité du recours communiquée par l'accusé de réception visé à l'alinéa 4 de ce paragraphe :

- le producteur ne peut prétendre à aucune subvention pour la période écoulée entre le 1<sup>er</sup> avril de l'année d'introduction de la demande initiale et la date de refus définitif pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus;

- le producteur n'est plus tenu de respecter les engagements souscrits dans sa demande initiale pour l'engagement ou la partie d'engagement concernée par le refus.

### CHAPITRE III. — *Modifications, transferts et force majeure*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque, pendant la période de son engagement, le producteur transfère tout ou partie de son exploitation à un autre producteur, ce dernier peut conclure un nouvel engagement de cinq ans comprenant au moins ces parcelles, superficies ou animaux, ceci pour autant que soient appliquées sur les parcelles, pour les superficies et pour les animaux concernés les mêmes méthodes agro-environnementales et que le repreneur soit dans les conditions d'éligibilité pour lesdites subventions. Ce nouvel engagement doit être introduit par le repreneur selon les règles définies dans le présent arrêté pour tout nouvel engagement.

Le transfert d'engagement doit correspondre au transfert d'exploitation des parcelles, des superficies ou des animaux concernés et doit être notifié à l'administration par écrit endéans les trente jours calendrier au moyen du formulaire prévu à cet effet

§ 2. En cas de transfert d'engagement tel que visé au § 1<sup>er</sup>, le repreneur est obligé de poursuivre jusqu'à son terme le nouvel engagement qu'il a conclu. Le repreneur qui ne poursuit pas jusqu'à son terme le nouvel engagement conclu, doit rembourser, sauf cas de force majeure, toutes les subventions versées au titre de l'engagement en cours ainsi que les subventions concernées versées au cédant depuis le début de l'engagement qu'avait pris ce dernier.

Le producteur cédant est obligé de rembourser toutes les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées dans les cas suivants :

- le producteur cédant ne respecte plus les obligations liées à son engagement;
- en cas de transfert d'exploitation tel que visé au § 1<sup>er</sup>, le repreneur ne conclut pas un nouvel engagement conformément au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa;
- la demande de transfert tel que visée au § 1<sup>er</sup> n'a pas été notifiée à l'administration dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa.

Lorsque, pour une méthode ou sous-méthode donnée, les parcelles ou éléments restant après transfert ne permettent pas d'atteindre les seuils minimaux d'éligibilité requis tels que précisés dans l'annexe 1<sup>re</sup>, le producteur doit rembourser toutes les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées.

Pour ce qui concerne l'octroi des subventions pour la tranche annuelle au cours de laquelle le transfert a lieu, le cédant bénéficie des subventions correspondantes pour autant que toutes les conditions d'éligibilité aient été respectées au cours de celle-ci par le cédant ou par le cédant et le repreneur si le transfert a lieu à une date antérieure à celle de l'échéance annuelle considérée.

§ 3. En application de l'article 27 du Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), les transformations visées à l'alinéa trois sont autorisées pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

- la demande de transformation doit être introduite selon le délai et les modalités fixées par l'administration;
- toutes les conditions d'éligibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées à l'annexe 1<sup>re</sup> doivent être rencontrées;
- le nouvel engagement présente d'importants avantages sur le plan de l'environnement et renforce significativement l'engagement antérieur;

- l'avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) dont question à l'article 3 doit, le cas échéant, être joint à la demande de transformation;

- la demande de transformation doit être acceptée par l'administration.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée prend cours au 1<sup>er</sup> avril de l'année d'introduction de la demande de transformation.

Les transformations autorisées visées à l'alinéa premier sont les suivantes :

1° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1° à 9° en un engagement pour la méthode visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 10°, ou le remplacement d'un engagement pour la méthode visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 10° par un nouvel engagement renforcé pour la même méthode;

2° la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1° à 3° en un engagement pour les méthodes correspondantes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1° à 3° avec avis conforme tel que visé à l'article 3;

3° la transformation d'un engagement concernant la méthode 2 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 2° en un engagement pour la méthode 8 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 8°;

4° la transformation d'un engagement concernant la sous-méthode 3.a visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 3° en un engagement pour la méthode 9 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 9°;

§ 4. Selon les modalités prévues à l'article 44 du Règlement (CE) n° 1974/2006, le remboursement visé au § 2 n'est pas exigé dans les cas suivants :

- lorsque, dans un cas de cessation définitive des activités agricoles d'un producteur qui a déjà accompli trois ans de son engagement, une reprise de cet engagement par un repreneur telle que définie au § 1<sup>er</sup> ne s'avère pas réalisable. Dans ce cas, le producteur est tenu d'informer l'administration de cette cessation d'activités et d'en apporter les preuves à la satisfaction de l'administration;

- en cas de force majeure.

Sans préjudice de circonstances à prendre en considération dans les cas individuels, les cas suivants relèvent de la force majeure :

1° le décès du producteur;

2° l'incapacité professionnelle de longue durée du producteur;

3° l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la souscription de l'engagement;

4° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon permanente la surface agricole de l'exploitation;

5° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;

6° une épizootie touchant tout ou partie du cheptel du producteur.

Les cas prévus sous 5° et 6° ne sont pris en considération qu'en relation avec les méthodes 6 et 7 visées à l'article 2.

§ 5. Lorsque le producteur ou ses ayants droit invoquent la force majeure, celle-ci doit être notifiée par ceux-ci, par écrit, à l'administration, dans un délai de dix jours ouvrables à partir du moment où ils sont en mesure de le faire.

§ 6. Le producteur qui n'est plus à même de respecter ses engagements du fait que son exploitation fait l'objet d'un remembrement ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, doit le notifier à l'administration, par écrit, avant la date de prise d'occupation et doit adapter ses engagements initiaux à la nouvelle situation de l'exploitation, en concertation avec l'administration et selon ses instructions. Si une telle adaptation s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'un remboursement ne soit demandé pour la période d'engagement effective.

Lorsque des travaux d'intérêt public doivent être réalisés sur une parcelle faisant l'objet de subventions agro-environnementales pour une durée limitée, les subventions agro-environnementales pour la superficie, longueurs ou nombres d'éléments concernés reste due au producteur pour autant que celui-ci en ait averti l'administration au moyen du formulaire prévu à cet effet.

§ 7. Dans le cadre de l'application des méthodes ou sous-méthodes 1 à 3 et 6 à 10 visées à l'article 2, sans préjudice des conditions fixées aux paragraphes 1 à 6 du présent article, le producteur qui réduit volontairement la superficie, la longueur ou le nombre d'éléments relatifs à un engagement donné avant le terme de celui-ci, doit rembourser les subventions indûment perçues depuis le début dudit engagement pour les parcelles, superficies ou autres éléments concernés par la réduction d'engagement. Ceci vaut également lorsque, à l'issue des contrôles administratifs ou des contrôles sur place réalisés, l'administration constate une réduction d'engagement sans que le producteur l'ait signalée.

#### CHAPITRE IV. — Paiements

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions agro-environnementales sont payées en cinq tranches annuelles.

Les demandes introduites donnant droit à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

Chaque tranche annuelle est accordée au producteur qui a introduit la demande annuelle de subventions correspondante pour autant que toutes les conditions d'éligibilité aient été respectées. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1<sup>er</sup> avril de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 mars de l'année suivante. A l'exception des parcelles concernées par les dérogations prévues à l'annexe 1<sup>re</sup> pour la sous-méthode 3.a et les méthodes 4 et 9 visées à l'article 2, sont considérées comme éligibles aux subventions les parcelles concernées par l'engagement que le producteur a déclarées dans sa déclaration de superficie et demande d'aides et pour lesquelles tous les engagements généraux relatifs à la déclaration de superficie mentionnés dans la notice explicative qui l'accompagne ont été respectés..

Pour les méthodes 1 à 9 visées à l'article 2 :

1° sauf cas dûment justifié, chaque tranche annuelle est payée dans les cinq mois suivant la fin de la période d'engagement à laquelle elle se rapporte;

2° la première tranche annuelle est établie par l'administration sur la base des données figurant dans la demande initiale et des contrôles administratifs ou des contrôles sur place réalisés au cours de la première année d'engagement. Lorsqu'une demande initiale recevable a été introduite tardivement, les subventions auxquelles le producteur a droit pour les engagements qu'il a souscrits par le biais de cette demande sont, pour la première tranche annuelle de paiement, diminuées d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée pour l'introduction du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides;

3° les quatre tranches annuelles suivantes sont établies sur la base d'une demande annuelle de subventions. Le formulaire de demande annuelle est envoyé par l'administration au producteur. Le producteur est tenu de renvoyer ce formulaire conformément aux instructions de l'administration. Le calcul des subventions se base sur les données mentionnées par le producteur dans cette demande annuelle et sur les contrôles administratifs ou effectués sur place;

4° l'introduction tardive de la demande annuelle entraîne une diminution du montant des subventions d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée par l'administration. Toute demande annuelle de paiement des subventions introduite avec plus de vingt-cinq jours civils de retard est irrecevable. Dans ce cas, le droit à la subvention pour l'année concernée est perdu sans pour cela libérer le producteur de ses engagements pour la période de l'engagement restant à courir;

5° pour chaque année d'engagement, une notification du calcul des subventions octroyées est envoyée au producteur;

6° le producteur peut introduire un recours contre le calcul des subventions auprès de M. l'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture du Ministère de la Région wallonne à l'adresse précisée à l'article 6, § 3. Pour être recevable, ce recours écrit devra être envoyé par recommandé dans un délai de trente jours civils à dater de la notification dudit calcul par l'administration et devra être accompagné des documents justifiant le recours. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne la nullité du recours.

Pour la méthode 10 visée à l'article 2 :

1° chaque tranche annuelle est payée après la mise à jour annuelle du plan d'action, sous réserve de la poursuite de toutes les méthodes ou sous-méthodes qui lui sont associées;

2° pour chaque année d'engagement, une notification du calcul des subventions octroyées est envoyée au producteur;

§ 2. Le producteur peut introduire un recours contre le calcul des subventions auprès de l'inspecteur général de la Division de la gestion de l'espace rural du Ministère de la Région wallonne, chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur. Pour être recevable, ce recours écrit devra être envoyé par recommandé dans un délai de trente jours civils à dater de la notification dudit calcul et devra être accompagné des documents justifiant le recours. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne la nullité du recours.

#### CHAPITRE V. — Contrôles, pénalité, arrêts d'activité

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année un contrôle organisé est effectué, conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1974/2006 et du Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural.

A l'issue des contrôles administratifs ou sur place réalisés par l'administration, par la Division de la Gestion de l'Espace rural (IG4) le cas échéant et par les organismes délégués pour ce qui concerne le contrôle de la conditionnalité, le régime de réductions et exclusions défini dans le Règlement (CE) n° 1975/2006, est d'application dans le calcul de l'octroi des subventions.

La Division de la Gestion de l'espace rural (IG4) contrôle la pertinence des avis dont question à l'article 3 et effectue les contrôles administratifs ou sur place relatifs à la méthode 10 visée à l'article 2.

§ 2. Sans préjudice des modalités d'application du Règlement (CE) n° 1975/2006, pour les méthodes 2, 4, 5, 7 et 8 visées à l'article 2, lorsque, après application des réductions et exclusions, la superficie retenue pour le calcul de la subvention est inférieure à la superficie minimum requise telle que définie dans l'annexe 1, la subvention est calculée au prorata de la superficie retenue.

§ 3. Pour chaque sous-méthode relative aux méthodes 1, 3 et 9 visées à l'article 2, lorsque après application des réductions et exclusions la longueur totale retenue ou le nombre d'éléments retenus pour le calcul de la subvention est inférieur à la longueur totale éligible ou au nombre d'éléments minimums éligibles, la subvention est calculée au prorata de la longueur retenue ou du nombre d'éléments retenus.

§ 4. Les réductions et exclusions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 ne sont pas appliquées si, pour la déclaration de la superficie, de la longueur totale ou du nombre d'éléments demandés, le producteur prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations qui sont acceptées comme preuves par l'administration.

§ 5. Lorsque, pour une méthode ou une sous-méthode donnée à l'exception de la méthode 6 visée à l'article 2, la superficie, la longueur totale ou le nombre d'éléments déterminés à la suite des contrôles administratifs ou des contrôles sur place sont inférieurs aux minimums éligibles tels que définis à l'annexe 1<sup>re</sup>, la subvention correspondante pour l'année concernée n'est pas octroyée et les subventions perçues depuis le début de l'engagement pour ladite méthode ou sous-méthode doivent être remboursées.

L'engagement du producteur pour cette méthode ou sous-méthode prend fin dès la notification de l'irrégularité.

§ 6. Pour la méthode 7 visée à l'article 2, lorsqu'il est constaté que la charge en bétail établie par l'administration est supérieure à 1,4 unité gros bétail (U.G.B.), la subvention n'est pas due pour l'année considérée.

Lorsque la charge en bétail est supérieure de plus de 20 % à la charge maximale autorisée, aucune aide n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 7. Lorsque l'annexe 1<sup>re</sup> pour une méthode ou sous-méthode donnée, prévoit le respect de certaines dates ou de conditions autres que celles relatives aux superficies, longueur ou nombre minimums requis, le non-respect de ces dates ou autres conditions entraîne l'exclusion suivante : les superficies, longueur ou nombre concernés par l'irrégularité ne sont pas pris en compte dans la superficie, longueur ou nombre déterminés avant le calcul de la subvention.

Les réductions et exclusions qui découlent de cette exclusion sont appliquées conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5 ci-avant. Le même principe est appliqué lorsque, au cours d'une tranche annuelle donnée, pour une méthode ou une sous-méthode donnée, il a été constaté le non-respect d'une exigence relative à la conditionnalité telle que décrite dans l'article 19, point 1 du Règlement (CE) n° 1975/2006 et que ladite exigence est considérée comme une condition d'éligibilité pour la méthode ou sous-méthode considérée.

§ 8. Lorsque le producteur n'est plus actif, sans l'avoir notifié à l'administration préalablement à tout contrôle, l'engagement souscrit prend fin d'office et les subventions perçues depuis le début de l'engagement doivent être remboursées.

Cette mesure n'est pas applicable dans les cas suivants et pour autant qu'il en ait averti l'administration préalablement à tout contrôle :

- en cas de transfert des engagements correspondants vers un ou plusieurs producteurs qui reprennent intégralement l'engagement du cédant et concluent de nouveaux engagements conformément à l'article 7;

- au cas où le producteur qui a déjà accompli trois ans au moins de son engagement, cesserait définitivement toutes ses activités agricoles alors qu'une reprise de son engagement par un autre producteur ne s'avèrerait pas réalisable. Dans ce cas, le producteur est tenu d'informer l'administration de cette cessation d'activités et d'en apporter les preuves à la satisfaction de l'administration.

§ 9. Pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes où un avis conforme dont question à l'article 3 a été donné, lorsque cet avis conforme est retiré suite à un contrôle en cours d'engagement sur les conditions particulières ayant justifié ledit avis, le producteur perd le droit, pour la méthode ou sous-méthode concernée, tant pour l'année en cours que pour le solde des années à courir :

- soit à la majoration de 20 % prévue à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, s'il s'agit de l'application d'une des méthodes ou sous-méthodes 1 à 3 visées à l'article 2;

- soit à la subvention, s'il s'agit de l'application d'une des méthodes 8 à 10 visées à l'article 2.

En outre, sauf en cas de force majeure dûment justifié, ces majorations ou subventions visées au 1<sup>er</sup> alinéa, perçues depuis le début de l'engagement, doivent être remboursées pour toutes les parcelles, méthodes ou sous-méthodes considérées. En cas de force majeure, les circonstances invoquées par le producteur ne peuvent être prises en considération qu'en relation avec les conditions particulières ayant justifié l'avis conforme.

§ 11. Les subventions liquidées doivent être remboursées si, durant la période de son engagement, un procès-verbal pour non-respect de la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature est dressé à l'encontre du producteur par l'autorité compétente en ces matières.

**Art. 10.** Sans préjudice des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de paiement indu, l'article 73 du Règlement (CE) n° 796/2004, est d'application.

**Art. 11.** Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant ces amendes administratives, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

#### CHAPITRE VI. — *Délégations et dérogations*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Lors de circonstances exceptionnelles, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, prend les dispositions dérogatoires qui s'imposent.

§ 2. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

- a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions agro-environnementales afférentes aux méthodes 1 à 9 visées à l'article 2;

- arrête tout autre document relatif aux dispositions administratives et particulièrement au contrôle des engagements.

§ 3. L'inspecteur général de la Division de la gestion de l'Espace rural (IG4) ou en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace :

- arrête sa procédure interne et tous les documents nécessaires relatifs à l'octroi de l'avis conforme visé à l'article 3;

- a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions agro-environnementales afférentes à la méthode 10 visée à l'article 2;

- fixe la liste des critères objectifs sur lesquels s'appuie ledit avis conforme et communique cette liste au Directeur général de la direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — *Abrogations, mises en œuvre et dispositions transitoires*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales est abrogé.

Toutefois, pour les demandes initiales de subventions agro-environnementales introduites à l'administration avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les dispositions réglementaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 ou, le cas échéant, les dispositions réglementaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 continuent de s'appliquer.

§ 2. Les producteurs peuvent demander la transformation de leur engagement en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 en un nouvel engagement de cinq ans au titre du présent arrêté, pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

- la transformation ne peut concerner que les méthodes dont la correspondance est fixée à l'annexe 3;
- toutes les conditions d'éligibilité de la nouvelle méthode ou sous-méthode telles que précisées à l'annexe 1<sup>re</sup> doivent être rencontrées;
- le nouvel engagement présente d'importants avantages sur le plan de l'environnement et renforce significativement l'engagement antérieur;
- la demande de transformation écrite doit être introduite auprès de l'administration en même temps que la demande initiale pour la nouvelle méthode ou sous-méthode considérée et selon les modalités fixées par l'administration.

En cas d'acceptation, par l'administration, de la demande de transformation :

- l'engagement en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 se termine d'office au 31 mars de l'année de transformation;
- la tranche annuelle de subvention relative à l'année au cours de laquelle l'engagement considéré a été interrompu est calculée sur la base du nombre de mois échus entre le début de ladite tranche annuelle et la date de la prise de cours du nouvel engagement;

En cas de refus, l'engagement pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 se poursuit jusqu'à son terme.

§ 3. Les engagements en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 peuvent uniquement subir les transformations suivantes :

1<sup>o</sup> la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 en un engagement pour la méthode visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 10<sup>o</sup> du présent arrêté;

2<sup>o</sup> la transformation d'un engagement concernant les méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 en un engagement pour les méthodes correspondantes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous les points 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du présent arrêté avec avis conforme tel que visé à l'article 3;

3<sup>o</sup> la transformation d'un engagement concernant la méthode 2 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 2<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 en un engagement pour la méthode 8 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 8<sup>o</sup> du présent arrêté;

4<sup>o</sup> la transformation d'un engagement concernant la sous-méthode 3.a visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 3<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 en un engagement pour la méthode 9 visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sous le point 9<sup>o</sup> du présent arrêté;

§ 4. Les engagements en cours pris au titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 pour une des sous méthodes de la méthode 1 ou pour la méthode 7 sont remplacés par un nouvel engagement de cinq ans au titre du présent arrêté pour les méthodes ou sous méthodes correspondantes lorsque le producteur demande à engager des éléments agro-environnementaux ou des superficies qui entraînent une augmentation de plus de 10 % du total des éléments ou superficies relatifs à l'engagement en cours.

§ 5. Compte tenu que le régime de subventions agri-environnementales instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, celui instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 et celui instauré par le présent arrêté, prévoient l'octroi de subventions pour l'application de méthodes ou de sous-méthodes qui peuvent concerner des actions similaires, il n'est pas autorisé de cumuler, sur une même parcelle ou pour un même animal, des engagements distincts au titre de ces différents régimes lorsque lesdits engagements concernent des méthodes ou des sous-méthodes qui couvrent des actions similaires.

**Art. 14.** Les demandes initiales d'engagement aux méthodes ou sous-méthodes visées à l'article 2 du présent arrêté, ne peuvent être introduites qu'à partir de l'année 2007, dans les conditions définies par le présent arrêté.

**Art. 15.** L'administration est compétente pour fixer d'autres dates et délais que ceux prescrits aux articles 6 et 7.

**Art.16.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions agro-environnementales sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

§ 2. Toutefois, pour les programmes entamés sous le programme wallon de développement rural 2007-2013, et pour autant qu'au sein de ce programme, d'autres moyens financiers n'aient pu être dégagés, lorsque le volume des engagements nécessaires pour honorer les demandes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article pendant une période de douze mois dépasse l'autorisation d'engagement précitée, les montants des subventions agro-environnementales prévues par le présent arrêté seront réduits en fonction du volume des engagements indispensables pour honorer ces demandes. Dans cette hypothèse, le Ministre arrête pour l'année concernée, avec l'accord du Ministre du Budget, les modalités de calcul de la réduction précitée.

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 18.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

---

#### Annexe 1<sup>re</sup>

### Méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement, dites agro-environnementales, et conditions spécifiques qui y sont liées pour l'obtention de subventions.

#### Méthode 1. — Eléments du réseau écologique et du paysage

Les éléments du réseau écologique et du paysage concernés sont les haies, les bandes boisées, les arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, les arbres fruitiers à haute tige, et les mares. Les producteurs qui s'engagent à ne pas détruire, à déclarer de tels éléments, à entretenir et, si possible, à améliorer le réseau écologique de leur exploitation, peuvent obtenir des subventions pour ces éléments, dans les conditions décrites ci-après.

Sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées

Le producteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 50 euros par tranche de 200 mètres.

Les conditions à respecter en cas de haies ou de bandes boisées sont les suivantes :

1° les haies et bandes boisées doivent être situées dans des parcelles agricoles;

2° les haies sont des bandes continues composées d'arbres ou d'arbustes feuillus indigènes. En aucun cas, les lisières de bois, de forêt ou leur envahissement sur les parcelles agricoles ne peuvent être considérés comme des haies ou des bandes boisées. Sont cependant reconnus comme haies des alignements d'arbres feuillus indigènes situés dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers. La distance maximale entre les arbres d'un alignement est de 10 mètres;

3° les haies et bandes boisées peuvent être constituées de plusieurs tronçons d'une longueur minimale de 20 mètres chacun. Leur largeur maximale est de 10 mètres. En cas de haie, des vides de 10 mètres au maximum entre deux tronçons sont comptabilisables s'ils sont inaccessibles au bétail;

4° le producteur doit s'engager à ne pas détruire ces haies et bandes boisées. Toute destruction volontaire n'est autorisée qu'après avis préalable de l'administration. Toute destruction ou dégradation accidentelle doit être signalée à l'administration dans un délai de trente jours à dater de ladite destruction ou dégradation. Dans tous les cas, le producteur est obligé de replanter une longueur équivalente à la longueur détruite ou dégradée en respectant l'avis délivré à cet effet par la Division de la Gestion de l'Espace rural (IG4);

5° il doit s'abstenir de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytosanitaire, tant à proximité qu'au pied et sur la haie ou la bande boisée. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

6° en cas d'entretien des haies et bandes boisées, les travaux (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 1<sup>er</sup> juillet;

7° on considère que 200 mètres de haie ou de bande boisée ont une influence sur un hectare.

Sous-méthode 1.b : arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige

Le producteur qui s'engage à déclarer de tels éléments et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 25 euros par tranche de 10 éléments.

Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° les éléments éligibles sont situés dans des parcelles agricoles;

2° les éléments éligibles sont constitués de :

- a) arbres fruitiers à haute tige, situés en prairie permanente;
- b) arbres isolés, morts ou vivants, d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, et présentant une circonférence supérieure ou égale à 40 centimètres à 1,30 mètre de hauteur;
- c) buissons et arbustes d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, présentant une hauteur de plus d'1,5 mètre;
- d) bosquets de moins de 4 ares situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, arbuste isolé, bande boisée ou haie;

3° le producteur s'engage à ne pas détruire ces éléments et, en cas de nécessité, à replanter, dans les douze mois, au moins l'équivalent des éléments dégradés;

4° il doit s'abstenir de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytosanitaire, au pied et sur ces éléments. Seuls sont autorisés les traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

5° les éventuels travaux d'entretien (taille) ne peuvent pas être effectués entre le 15 avril et le 1<sup>er</sup> juillet;

6° on considère qu'une tranche de 10 éléments remplissant les conditions requises a une influence sur 0,5 hectare.

Sous-méthode 1.c : mares

Le producteur qui s'engage à déclarer des mares situées dans ses parcelles agricoles et à les entretenir peut obtenir une subvention annuelle de 50 euros par mare.

Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° les mares sont des étendues d'eau dormante situées dans des parcelles agricoles et d'une superficie minimale de 10 mètres carrés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mai;

2° une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 25 % de la superficie et du périmètre de la mare;

3° tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits;

4° tout remblai et toute introduction de déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à la mare, de tout animal ou plante exotique et de tout palmipède ou poisson sont interdits;

5° en cas d'envasement ou d'atterrissement, le producteur pratiquera le curage de la mare, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 % du périmètre en pente douce;

6° chaque mare correspondant à ces conditions est considérée comme ayant une influence sur un hectare.

#### **Méthode 2. — Prairie naturelle**

Le producteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente (déclarées sous les codes 61 ou 613) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 200 euros par hectare.

Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° aucune intervention (pâturage, fauche, fertilisation,...) sur la parcelle entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 juin. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril;

2° le bétail présent sur la parcelle après le 15 juin ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage;

3° apport de fertilisants et amendements limité à un épandage annuel d'engrais de ferme (effluents d'élevage) entre le 15 juin et le 31 juillet ;

4° pas d'utilisation de produits phytosanitaires, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

5° pas de semis ou de sur-semis;

6° entre le 15 juin et le 30 septembre, la gestion de la parcelle peut être réalisée soit par pâturage, soit par fauche avec récolte, soit en combinant les deux. En cas de fauche, maintien d'au moins 5 % de zones refuges non fauchées jusqu'à la fauche ou jusqu'au pâturage suivant, soit au moins un mois; la localisation de la zone refuge peut varier à chaque fauche. Après le 30 septembre, seul le pâturage est autorisé;

7° la méthode doit être appliquée sur la totalité de la superficie de la parcelle et la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares.

#### **Méthode 3. — Bordures herbeuses extensives**

La méthode de bordures herbeuses extensives comprend deux sous-méthodes.

Sous-méthode 3.a : tournière enherbée en bordure de culture

Les producteurs qui adoptent la sous-méthode "tournière enherbée en bordure de culture" en respectant le cahier des charges repris ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de 21,6 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la tournière enherbée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre, soit maintenue sur une superficie ayant fait l'objet des subventions agri-environnementales ou agro-environnementales correspondantes dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, du 28 octobre 2004 ou de cet arrêté;

2° la tournière enherbée doit être maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux tournières enherbées ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la tournière enherbée a été installée présentait une largeur comprise entre 24 et 36 mètres;

3° la tournière enherbée ne peut être implantée le long d'une prairie permanente sauf si une haie sépare la prairie de la tournière enherbée;

4° elle doit avoir une longueur minimale de 200 mètres. La longueur minimale de 200 mètres peut-être obtenue en cumulant des tronçons de tournière enherbée de 20 mètres de long minimum;

5° la largeur de ces tournières est, en tout point, de 12 mètres.

6° en aucun cas, la superficie des tournières ne peut excéder 9 % de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'administration sur la base des superficies déterminées de culture sous labour mentionnées dans la déclaration de superficie et demandes d'aides du producteur pour l'année d'introduction de la demande initiale de subventions agroenvironnementales concernée; si une partie de l'exploitation est conduite selon le mode de production biologique, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées biologiques ne peut excéder 9 % de la superficie de culture sous labour déterminée dans le cadre des aides à l'agriculture biologique.

7° en cas d'installation, la tournière doit être ensemencée avec un mélange diversifié dont la composition est transmise à l'administration. La liste des espèces proposées est reprise ci-après (liste "Espèces végétales pour tournières"). Le choix de la composition du mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

a) graminées de base :

- le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 85 % du mélange;  
- les espèces non pérennes ou très intensives, tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold, ainsi que les bromes cultivés sont exclus;

- le ray-grass anglais, la fléole, le dactyle et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 % du mélange;

b) légumineuses de base (voir liste) :

- le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 % du mélange;

- trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange;

c) autres dicotylées (voir liste) : d'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 5 % du mélange;

8° la tournière enherbée ne peut recevoir aucun fertilisant;

9° elle ne peut être traitée avec aucun produit phytosanitaire, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toutefois toléré contre les orties, chardons et rumex;

10° elle ne peut pas être pâturée;

11° le seul mode de gestion autorisé est la fauche entre le 15 juillet et le 15 septembre, avec exportation du produit de la fauche. Une bande refuge non fauchée sera maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de 2 mètres. Cette bande refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. La localisation de la bande refuge peut varier à chaque fauche. Par dérogation, une coupe d'été sans récolte peut néanmoins être réalisée dans les douze semaines qui suivent le semis;

12° la tournière enherbée ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut pas servir de chemin ou au passage de charroi, en ce compris celui nécessaire à l'exploitation de la parcelle de culture sous labour contiguë. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette tournière;

13° en cas de coulée boueuse ou de dépôt de sédiment sur une épaisseur de plus de 10 centimètres, un nettoyage et/ou une réimplantation du couvert herbacé seront réalisés;

14° On considère qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de tournière enherbée a une influence sur 0,3 hectare.

#### Espèces végétales pour tournières

LEGUMINEUSES DE BASE	
Lotus corniculatus	Lotier corniculé
Medicago lupulina	Luzerne lupuline ou Minette
Medicago sativa	Luzerne cultivée
Onobrychis viciifolia	Sainfoin ou Esparcette
Trifolium pratense	Trèfle violet
Trifolium repens	Trèfle blanc
AUTRES DICOTYLEES	
Anthriscus sylvestris	Cerfeuil sauvage
Centaurea cyanus	Bleuet
Cichorium intybus	Chicorée sauvage
Daucus carota	Carotte sauvage
Echium vulgare	Viperine
Eupatorium cannabinum	Eupatoire chanvrine
Hypericum perforatum	Herbe aux mille trous ou millepertuis
Knautia arvensis	Knautie
Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
Lychnis flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
Lythrum salicaria	Salicaire
Malva moschata	Mauve musquée
Malva sylvestris	Mauve sauvage
Melilotus alba	Mélilot blanc
Melilotus officinalis	Mélilot officinal
Mentha aquatica	Menthe aquatique
Origanum vulgare	Origan
Papaver dubium	Pavot douteux ou petit coquelicot
Papaver rhoeas	Grand coquelicot
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé
Prunella vulgaris	Brunelle commune
Reseda lutea	Réséda jaune

Rumex acetosa	Oseille des prés
Scrophularia nodosa	Scrofulaire noueuse
Symphytum asperum	Consoude rude
Symphytum officinale	Consoude officinale
Symphytum x uplandicum	Consoude hybride
Trifolium hybridum	Trèfle hybride
Trifolium incarnatum	Trèfle incarnat

#### Sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive

Les producteurs qui adoptent la méthode de bande de prairie extensive en respectant le cahier des charges ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de 21,6 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions à respecter en cas de gestion de bande de prairie extensive sont les suivantes :

1° seules sont éligibles les bandes de prairies extensives installées dans des prairies permanentes déclarées sous les codes 61 ou 613;

2° cette bande de prairie extensive doit être implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau ou le long des réserves naturelles agréées ou domaniales et des zones humides d'intérêt biologique;

3° elle doit avoir une longueur minimale de 100 mètres. La longueur minimale de 100 mètres peut être obtenue en cumulant des tronçons de bande de prairie extensive de 20 mètres de long minimum;

4° la largeur de ces bandes est, en tout point, de 12 mètres. En aucun cas, la superficie des bandes ne peut excéder 9 % de la superficie de prairies telle qu'établie par l'administration sur la base des superficies déterminées de prairies mentionnées dans la déclaration de superficie et demandes d'aides du producteur pour l'année d'introduction de la demande initiale de subventions agro-environnementales concernée;

5° la bande de prairie extensive ne peut recevoir aucun fertilisant et aucun produit phytosanitaire, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex;

6° en cas de gestion autre que par pâturage, le seul mode de gestion autorisé est la fauche entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 15 septembre, avec exportation du produit de la fauche. Une bande refuge non fauchée sera maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de 2 mètres et la parcelle ne pourra pas être pâturée avant le 1<sup>er</sup> août. Cette bande refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. La localisation de la bande refuge peut varier à chaque fauche;

7° la bande de prairie extensive ne peut être pâturée qu'entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 15 septembre;

8° en dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lits du cours d'eau est interdit;

9° le bétail présent sur la parcelle sur laquelle est installée la bande de prairie extensive, bande comprise, ne peut recevoir ni concentré ni fourrage;

10° la bande de prairie extensive ne peut pas être accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elle ne peut servir de chemin. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte ne peut être toléré sur cette bande;

11° une bande de prairie extensive ne peut bénéficier des aides en application des méthodes 2 ou 8;

12° on considère qu'un tronçon de 20 mètres de longueur de bande de prairie extensive a une influence sur 0,3 hectare.

#### Méthode 4. — Couverture hivernale du sol

Le producteur qui s'engage à semer un couvert végétal dans la culture précédente (graminées dans une céréale ou entre les rangs de maïs) ou dès que possible après la récolte précédente, et en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare, pour autant qu'il maintienne ce couvert jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° le producteur s'engage à planter, chaque année de l'engagement, une superficie de couverture hivernale du sol au moins égale à la superficie mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à la subvention correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune subvention au titre de l'engagement considéré;

2° la couverture hivernale du sol peut être installée :

- soit dans une culture de céréale (ou de maïs) avant la récolte de celle-ci;

- soit avant le 15 septembre sur une superficie qui a fait l'objet d'une culture sous labour déclarée dans la déclaration de superficie de l'année où la couverture est implantée sous un code autre que 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 ou 852 si ces codes cultures correspondent à des superficies qui sont déclarées dans le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides sous la destination principale X en vue de l'utilisation de droits de mise en jachère;";

3° les superficies subventionnées doivent figurer à la déclaration de superficie du bénéficiaire pour l'année qui suit celle de l'implantation du couvert végétal. Toutefois, ces superficies peuvent être déclarées par autre producteur que le bénéficiaire concerné par la subvention agro-environnementale à la déclaration de superficie de l'année qui suit l'implantation de ladite couverture à condition que les superficies visées fassent l'objet d'une convention d'occupation d'une durée inférieure à un an signée par les deux parties et relative à la mise en place d'une culture de printemps ou d'une jachère. Le bénéficiaire doit disposer d'une copie de cette convention en vue de la présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place.

4° cette couverture hivernale du sol doit être détruite après le 1<sup>er</sup> janvier et doit être suivie de l'implantation, au plus tard le 31 mai suivant, d'une culture ou d'une jachère;

5° elle ne peut contenir de légumineuses;

6° par dérogation aux dates mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et si la récolte précédente a été effectuée après le 1<sup>er</sup> septembre, un couvert végétal de seigle ou de triticale peut être implanté avant le 1<sup>er</sup> novembre pour être détruit obligatoirement entre le 1<sup>er</sup> mars et le 15 mai;

7° aucune fertilisation minérale azotée n'est autorisée;

8° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares et la méthode est considérée comme appliquée sur la totalité de la superficie de la parcelle que le producteur déclare dans sa demande de subventions correspondante;

9° aucun pâturage n'est autorisé.

#### Méthode 5. - Cultures extensives de céréales

Le producteur qui s'engage à pratiquer la culture extensive de céréales peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° le producteur s'engage à pratiquer la méthode sur une superficie au moins égale à la celle mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial, et ce chaque année de l'engagement. Cette superficie minimale est celle qui ouvre le droit à la subvention correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune subvention au titre de l'engagement considéré;

2° cultiver de l'orge brassicole à deux rangs ou du seigle ou encore, en région défavorisée, cultiver de l'épeautre, du méteil ou un mélange de céréales et de légumineuses (dans les mélanges céréales-légumineuses et le méteil, la deuxième espèce doit représenter au moins 20 % du mélange);

3° la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares et la méthode est considérée comme appliquée sur la totalité de la superficie de la parcelle que le producteur déclare dans sa demande de subventions correspondante;

4° la demande ne peut porter que sur la culture qui sera récoltée durant l'année civile concernée;

5° cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

#### **Méthode 6. — Races locales menacées**

Le producteur qui s'engage à détenir des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 120 euros par bovin, 200 euros par cheval et 30 euros par mouton.

Les animaux concernés doivent répondre aux conditions suivantes :

1° répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition;

2° être enregistré dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

3° être âgé d'au moins 2 ans pour les chevaux et les bovins et d'au moins 6 mois pour les ovins;

4° être enregistré dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux "Sanitel", s'il s'agit de bovins ou d'ovins.

La liste des races locales menacées éligibles à la subvention est arrêtée à ce qui suit :

Races bovines :

- Blanc-bleu mixte.

Races ovines :

- mouton laitier belge;

- mouton Entre-Sambre et Meuse;

- mouton ardennais tacheté;

- mouton ardennais roux;

- mouton Mergelland.

Races chevalines :

- cheval de trait ardennais;

- cheval de trait belge.

Cette liste peut être revue par le Ministre en conformité, notamment, avec les dispositions européennes relatives en la matière.

Pour obtenir la subvention, le producteur doit fournir, pour chaque animal, en annexe à sa demande initiale :

- pour les bovins, une copie de la carte d'identité définitive délivrée par l'organisme gestionnaire du livre généalogique de la race bovine considérée;

- pour les équins, une copie des documents d'identification prouvant l'inscription au livre généalogique ainsi que l'appartenance à la race considérée;

- pour les ovins, une copie de l'attestation de naissance délivrée par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques ou une copie du certificat zootechnique de l'animal prouvant l'appartenance à la race locale considérée, ou tout autre document délivré par l'organisme gestionnaire des livres généalogiques et prouvant l'appartenance à la race locale considérée; les formulaires annuels de déclaration de lutte ou de naissance doivent être disponibles en vue de les présenter aux contrôleurs en cas de contrôle sur place et doivent compter au minimum, pour la race considérée, le nombre d'animaux primés;

#### **Méthode 7. — Faibles charges en bétail**

Le producteur qui s'engage à maintenir de faibles charges en bétail peut obtenir une subvention annuelle de 100 euros par hectare de prairie permanente (code 61 ou 613).

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° la charge en bétail de l'exploitation doit être inférieure à 1,4 UGB (unité gros bétail) par hectare de prairie (codes 61, 613 ou 62). Lorsque la charge en bétail est inférieure à 0,6 UGB par hectare de prairie, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide sont limitées aux superficies nécessaires pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare;

2° la production des prairies, obtenue par fauche ou pâturage, peut exclusivement être destinée au cheptel de l'exploitation;

3° les seuls épandages de matières organiques autorisés sur les prairies sont ceux des effluents produits par les animaux ayant servi à établir la faible charge. Par dérogation, pour les producteurs qui n'épandent aucun engrais minéral sur les prairies, l'apport d'autres effluents est autorisé pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini dans le livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau soit inférieur ou égal à 0,6;

4° la méthode doit être appliquée sur la totalité de la superficie de la parcelle et la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares;

5° l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite dans les prairies, à l'exception du traitement localisé sous les clôtures électriques et contre les orties, chardons et rumex.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. Cette charge est établie en prenant en compte les éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitel, en ce qui concerne les bovins;

2° le nombre d'équidés déclarés par le producteur dans son formulaire de déclaration de superficie de l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins.

Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.

2° bovins de 0 à six mois : 0,4 U.G.B.

3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.

4° ovins ou caprins de plus de 6 mois : 0,15 U.G.B.

5° cervidés de plus de six mois : 0,25 U.G.B.

#### **Méthode 8. — Prairie de haute valeur biologique**

Le producteur qui s'engage à gérer certaines parcelles de prairie permanente (déclarées sous les codes 61 ou 613) selon le cahier des charges repris ci-dessous peut obtenir une subvention annuelle de 450 euros par hectare.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

1° un diagnostic préalable relatif à la valeur biologique de la parcelle doit donner lieu à un avis conforme préalable dûment notifié par la Division de la gestion de l'espace rural (IG4) comprenant les dispositions spécifiques à la situation locale;

2° aucune intervention (pâturage, fauche,...) sur la parcelle pendant une période précisée dans l'avis conforme et s'étendant, sauf cas particuliers, du 1<sup>er</sup> janvier à une date en juillet précisée dans cet avis. Toutefois, une intervention unique de nivellement superficiel (étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers) est tolérée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril;

3° le bétail présent sur la parcelle après cette date ne peut recevoir ni concentré, ni fourrage;

4° aucun apport de fertilisants et amendements ne peut avoir lieu, à l'exception des restitutions par les animaux lors du pâturage;

5° l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

6° pas de semis ou de sur-semis;

7° en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit de la fauche est autorisée. Dans ce cas, au moins 10 % de la superficie de la parcelle seront maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées. A chaque fauche, une telle zone refuge doit être maintenue jusqu'à la fauche suivante. Toutefois, la localisation de la zone refuge peut varier à chaque fauche. En cas de pâturage après la fauche dans le délai prévu dans l'avis conforme, la zone refuge pourra être pâturée. L'avis conforme précise les autres modalités éventuelles de pâturage;

8° sauf justification dans l'avis conforme, les travaux de drainage ou de curage des fossés sont interdits;

9° la méthode doit être appliquée sur la totalité de la superficie de la parcelle et la superficie minimale de chaque parcelle sur laquelle est appliquée la méthode doit être supérieure ou égale à 10 ares;

10° cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2 (prairie naturelle) ou la sous-méthode 3.b (bande de prairie extensive).

#### **Méthode 9. — Bande de parcelle aménagée**

Les producteurs qui adoptent la méthode "bande de parcelle aménagée" peuvent obtenir une subvention annuelle de 30 euros par tronçon de 20 mètres de longueur.

Les conditions générales suivantes doivent être respectées dans tous les cas :

1° la bande de parcelle aménagée est soit implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et sur tout ou partie de son périmètre, soit maintenue sur une superficie ayant fait l'objet des subventions agro-environnementales correspondantes aux tournières enherbées ou bandes de parcelles aménagées dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999, du 28 octobre 2004 ou du présent arrêté;

2° la bande de parcelle aménagée doit être maintenue durant cinq ans minimum sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour. Relativement à la superficie de culture sous labour considérée, deux bandes de parcelle aménagée ne peuvent pas être contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la bande de parcelle aménagée a été installée présentait une largeur entre 3 et 42 mètres;

3° la largeur standard de ces bandes est de 12 mètres. Toutefois, la largeur éligible aux aides peut être ramenée à 3 mètres ou étendue jusqu'à 21 mètres. Dans tous les cas, le calcul de l'aide se fera sur une même base, soit à raison de 30 euros pour l'équivalent d'un tronçon de 20 mètres de longueur sur la largeur standard de 12 mètres, la longueur étant adaptée proportionnellement à la largeur effective (20 mètres sur 12 équivalent donc à 60 mètres sur 4);

4° la longueur minimale par exploitation est de 200 mètres, par tronçons de 20 mètres au moins;

5° les objectifs particuliers de la bande ainsi que notamment le choix de la localisation, de la largeur, de la composition du couvert, des dates et modalités de gestion (fauche, re-semis, création de buttes, bandes gazonnantes ou de sol nu entretenues mécaniquement,...) sont précisés dans l'avis conforme visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale;

6° en aucun cas, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes de parcelles relevant des méthodes 3a et 9 ne peut excéder 9 % de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'administration sur la base des superficies de culture sous labour mentionnées dans la déclaration de superficie et demandes d'aides du producteur pour l'année d'introduction de la demande initiale de subventions agro-environnementales concernée; si une partie de l'exploitation est conduite selon le mode de production biologique, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes de parcelles biologiques ne peut excéder 9 % de la superficie de culture sous labour déterminée dans le cadre des aides à l'agriculture biologique;

7° aucune fertilisation et aucun amendement n'est autorisé;

8° pas d'utilisation de produits phytosanitaires, à l'exception du traitement localisé contre les orties, chardons et rumex;

9° les parcelles concernées ne peuvent pas être accessibles à des véhicules motorisés à des fins de loisirs. Elles ne peuvent servir de chemin ou de passage pour le charroi. En outre, aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récoltes ne peut être toléré sur ces bandes;

10° on considère qu'un tronçon de 20 mètres de bande de parcelle aménagée a une influence sur 0,3 hectare.

#### **Méthode 10. — Plan d'action agro-environnemental**

Par dérogation aux définitions 1° et 2° de l'article 1<sup>er</sup>, tout producteur exploitant une ou des parcelles agricoles en région wallonne qui applique la méthode "plan d'action agro-environnemental" peut bénéficier d'une aide calculée selon la formule suivante :

$$\text{Aide (Eur)} = 20 X - 5 Y + 0.05 Z$$

dans laquelle :

X = nombre d'hectares  $\leq$  40

Y = nombre d'hectares  $>$  40 et  $\leq$  200

Z = montant des subventions relatives aux méthodes 1 à 9 tel qu'établi sur la base de la déclaration de superficies et demande d'aides du producteur pour l'année d'introduction de la demande initiale

Le montant annuel de cette aide est plafonné à 3.000 Eur par exploitation et par an.

Les conditions générales suivantes doivent être respectées dans tous les cas :

1° établir avant l'introduction de la demande initiale un plan d'action agro-environnemental, avec un agent d'encadrement;

2° exécuter ce plan d'action au cours des cinq années de l'engagement en intégrant les mises à jour prévues au point 3°;

3° chaque année, à partir de la deuxième année de l'engagement, mettre à jour le plan d'action avec l'aide d'un agent d'encadrement en évaluant l'exécution du plan d'action et en identifiant explicitement les freins éventuels à la mise en œuvre. En cas de modifications importantes de l'exploitation ou en fonction d'éventuels nouveaux éléments facilitant ou retardant la mise en œuvre du plan, le producteur doit en informer l'agent d'encadrement afin que ce plan soit amendé;

4° au terme des cinq années de l'engagement, un rapport réalisé avec l'aide d'un agent d'encadrement présentera les résultats, conclusions et perspectives du plan d'action eu égard aux objectifs initialement fixés. Une évaluation positive du plan fondée sur une exécution satisfaisante des objectifs est une condition de reconduction du plan à cette échéance;

5° les points forts et les points faibles de l'exploitation en matière agro-environnementale sont passés en revue en considérant la liste indicative des éléments suivants et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'exploitation :

- gestion de la fertilisation et du sol (cahier d'épandage, plans de fumure, compostage, biométhanisation, participation à des banques d'effluents, couverture hivernale du sol, adoption de conseils pour une fertilisation raisonnée (froment et autres cultures), analyse de fourrages et calcul de rations, analyse d'effluents organiques, présence de cultures à fortes réduction d'intrants, applications localisées,...), analyses de terres;

- gestion des traitements phytosanitaires : équipement du pulvérisateur (cuve de rinçage, rince-bidon, dispositif de limitation du remplissage,...), techniques de désherbage alternatif, disponibilité d'un phytobac, lutte biologique, lutte intégrée, exploitation biologique, etc.;

- gestion du paysage et aménité des abords de ferme : intégration architecturale des différents bâtiments, entretien des abords de ferme, visibilité d'éléments négatifs éventuels vis-à-vis des riverains et du public en général, utilisation de plantations pour l'aménagement des abords de ferme, caractère indigène des plantations,...

- gestion des éléments de la biodiversité et du paysage dans la zone agricole : proportion occupée par le réseau écologique dans l'exploitation, exploitation appropriée des prairies marginales, adoption d'actions agro-environnementales de développement du réseau écologique et du paysage ainsi que de préservation de l'environnement en bordure des parcelles agricoles, proportion de cours d'eau protégée, proportion d'éléments ligneux entretenus chaque année, exploitation extensive de milieux naturels pour le compte d'associations ou de la Région, création de milieux naturels (mares, plantations,...), accueil de la petite faune inféodée aux bâtiments agricoles (hirondelles, chouette effraie, chauve-souris,...), actions de conservation du patrimoine agricole...

- effort d'épuration (lutte contre les odeurs, traitement des eaux usées,...) et autres aspects environnementaux (question de l'utilisation de produits/déchets pour la fertilisation ou l'amendement des terres, cultures énergétiques, partenariat dans des projets environnementaux ou de loisirs, apiculture, productions certifiées,...).

Le plan d'action visé au premier alinéa, point 1°, comprend les éléments suivants :

1° un diagnostic environnemental (état des lieux) de l'exploitation. Ce diagnostic mettra en évidence :

- les enjeux environnementaux prioritaires du territoire;

- les points forts et les points faibles en matière d'application des bonnes pratiques agricoles;

- les points forts et les points faibles spécifiques à l'exploitation en matière d'effort agro-environnemental et identifiés selon le canevas de l'alinéa premier, point 5°) avec un accent particulier sur ceux en relation avec les enjeux environnementaux prioritaires identifiées à l'échelle du territoire;

2° des objectifs à court terme (un an), à moyen terme (cinq ans) et à long terme (perspectives) qui concernent en tout cas les points faibles et valorisent les atouts en relation avec des enjeux environnementaux prioritaires du territoire (objectifs prioritaires). Les facteurs qui s'opposeraient à l'adoption d'objectifs répondant à l'un ou l'autre de ces enjeux prioritaires doivent être identifiés et repris explicitement;

3° une liste d'actions agro-environnementales précises (adoption de bonnes pratiques, adoption de méthodes agro-environnementales ou autres types d'actions susceptibles de contribuer à la solution des problèmes et de valoriser les points forts identifiés) sera dressée en regard des objectifs retenus aux trois échéances. Les actions relatives aux objectifs à court et moyen termes seront localisées et programmées de manière réaliste dans le temps dans un calendrier prévisionnel d'exécution.

Le plan d'action ainsi que chacune de ses mises à jour font l'objet d'un rapport cosigné par l'agent d'encadrement et le producteur concerné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## Annexe 2

Tableau des cumuls et compatibilités des différentes méthodes et sous-méthodes

A. Cultures	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	3.a tournières enherbées	4. couverture du sol	5. culture extensive céréales	9. bandes de parcelles aménagées	11. agriculture biologique
1.a haies	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b arbres ou bosquets		S	S	C	C	C	C	C
1.c mares			S	C	C	C	C	C
3.a tournières enherbées				S	S	S	X	C
4. couverture du sol					S	S	S	C
5 culture extensive céréales						S	S	X
9 bandes de parcelles aménagées							S	C
agriculture biologique								S
C = cumul des primes possible (objet et/ou contraintes différents)								
S = Sans objet (Plante cultivée ou/et période différentes, ou mesure identique selon les deux entrées)								
X = Cumul interdit								

B. Prairies	1.a haies	1.b arbres ou bosquets	1.c mares	2 prairie naturelle	3.b bande de prairie	7 faible charge en bétail	8 prairie à haute valeur biologique	11 agriculture biologique
1.a haies	S	S	S	C	C	C	C	C
1.b arbres ou bosquets		S	S	C	C	C	C	C
1.c mares			S	C	C	C	C	C
2 prairie naturelle				S	X	C	X	C
3.b bande de prairie					S	C	X	C
7 faible charge en bétail						S	C	C
8 prairie à haute valeur biologique							S	C
agriculture biologique								S
C = Cumul des primes possible (objet et/ou contraintes différents)								
S = Sans objet (mesure identique selon les deux entrées)								
X = cumul interdit								

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## Annexe 3

Intitulé de la méthode ou sous-méthode prévue à l'annexe 1 <sup>re</sup> du présent arrêté	Intitulé de la méthode ou sous-méthode telle que prévue à l'annexe 1 <sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999
Méthode 1 : éléments du réseau écologique et du paysage. - sous-méthode 1.a : haies et bandes boisées - sous-méthode 1.b : arbres ou arbustes isolés, arbres fruitiers haute tige et bosquets - sous-méthode 1.c : mares	Méthode 3 : maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige ou mares dans les superficies agricoles
Méthode 2 : prairie naturelle	Méthode 1 : fauches ou pâturages tardifs Méthode 10 : mesures conservatoires en zones humides
Méthode 3 : bordures herbeuses extensives - sous-méthode 3.a : tournières enherbées en bordure de culture	Méthode 2 : sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans
- sous-méthode 3.b : bande de prairie extensive	- sous-méthode 2.c : bande de prairie extensive
Méthode 4 : couverture du sol pendant l'interculture	Méthode 8 : couverture de sol pendant l'interculture
Méthode 5 : culture extensive de céréales	Méthode 6 : réduction des intrants en céréales
Méthode 6 : Détention d'animaux de races locales menacées - sous-méthode 6.a : détention de chevaux de trait - sous-méthode 6.b : détention de bovins - sous-méthode 6.c : détention d'ovins	Méthode 5 : détention d'animaux de races locales menacées
Méthode 7 : Maintien de faibles charges en bétail	Méthode 4 : maintien de faibles charges en bétail
Méthode 8 : prairies de haute valeur biologique	Méthode 1 : fauches ou pâturages tardifs Méthode 2 - sous -méthode 2.c : bande de prairie extensive Méthode 9 : fauches très tardives avec limitation des intrants Méthode 10 : mesures conservatoires en zones humides
Méthode 9 : bandes de parcelles aménagées -	Méthode 2 : - sous-méthode 2.a : remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour cinq ans - sous-méthode 2.b : tournière extensive
Méthode 10 : plan d'action agri-environnemental	Toute méthode moyennant avis conforme de la Division de la gestion de l'espace rural (IG4)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1993

[2008/202125]

## 24. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 806/2003 der Kommission vom 14. April 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2007-2013;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. August 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

Aufgrund des Ministerialerlasses über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 6. April 2008;

Aufgrund des am 29. Februar 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. April 2008 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen betreffend das agrarökologische Programm zu treffen, um die wallonische Gesetzgebung im Rahmen des neuen Programmplanungszeitraums 2007-2013 anzupassen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Definitionen

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erzeuger: der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche bzw. juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb führt, ungeachtet um welche Produktionen es sich handelt;

2° Betrieb: alle Produktionseinheiten, deren Sitz auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen ist und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

3° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Düngemittel, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Tierzucht durchzuführen;

4° Antrag auf Flächenbeihilfe: der jährliche Antrag im Rahmen der Beihilferegelungen, die in Artikel 1, § 1, Punkt a) und Punkt b) iii) der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen erwähnt werden, oder ab dem Kalenderjahr 2005 der jährliche Antrag auf direkte Zahlungen, der in Artikel 22, § 1, der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

5° Flächenerklärung: Erklärung des Erzeugers, in der alle von ihm bewirtschafteten landwirtschaftlichen Parzellen und deren Flächen angegeben werden, was auch immer die Produktionen sind, gemäß Artikel 6, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

6° Flächenerklärung und Beihilfeantrag: das von der Verwaltung erstellte Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung) ermöglicht;

7° Gepflügte Kultur: jede Kultur, deren Fläche in der Flächenerklärung angegeben wird, mit Ausnahme der folgenden Kulturen: Dauerwiesen (Kulturcode 61 und 613), Non-Food-Kulturen der Anlage 5bis (Kulturcode 882)), Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit (Kulturcode 883), Miscanthus (Kulturcode 884), Aufforstung von landwirtschaftlichen Ländereien (Kulturcode 891), Nichtlandwirtschaftliche Bodenflächen mit forstlicher Bedeckung (Kulturcode 893), Hülsenfrüchte (Kulturcode 9201, 9202), Treibhaus-Gemüsebau (Kulturcode 952), Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen (Kulturcode 9520), Weihnachtsbäume (Kulturcode 962), Baumschulen für forstliche Baumarten (Kulturcode 9560), mehrjährige Obstkulturen (Kulturcode 971);

8° Wasserlauf: in einem permanenten, natürlichen oder künstlichen Bett gewöhnlich kontinuierlich fließendes Wasser. Handelt es sich um ein künstliches Bett, dann muss dieses jedoch mit dem natürlichen Wassernetz verbunden sein;

9° Benachteiligte Gebiete: die benachteiligten Gebiete nach Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

10° "Sanitel": automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

11° Minister: der Minister der Landwirtschaft.

12° Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

13° zuständige Außendienststelle: die Direktion der Außendienststelle der Verwaltung, die den Antrag auf Flächenbeihilfe des betroffenen Erzeugers behandelt. Wenn Flächen in der Wallonischen Region liegen und der Erzeuger eine Korrespondenzanschrift außerhalb dieser Region besitzt, ist jedoch die die betroffene Akte verwaltende Außendienststelle diejenige, die für die Anschrift der in der Wallonischen Region betroffenen Erzeugungseinheit zuständig ist oder eventuell diejenige, die von der Verwaltung gewählt wird. In Ermangelung einer Erzeugungseinheit in der Wallonischen Region oder eines landwirtschaftlichen Gebäudes, das mit den von diesem Erzeuger in der Wallonischen Region bewirtschafteten Flächen verbunden ist, ist die zuständige Außendienststelle diejenige, die für die Gemeinde, wo der größte Teil der betroffenen Flächen liegt, zuständig ist;

14° Cross-compliance: zwingende Anforderungen, wie sie in Artikel 19 der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums.

**Art. 2 - § 1.** Für die Umsetzung einer oder mehrerer der nachfolgend angeführten Produktionsmethoden oder -untermethoden können agrarökologische Subventionen gewährt werden:

1° Methode 1: Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft.

Untermethode 1.a: Hecken und Baumhecken;

Untermethode 1.b: Alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche;

Untermethode 1.c: Tümpel;

2° Methode 2: Natürliche Wiesen;

3° Methode 3: Extensiv genutzte Grassäume;

Untermethode 3.a: Begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen; Untermethode 3.b: Extensiv genutzter Wiesenstreifen;

4° Methode 4: Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur;

5° Methode 5: Extensiver Getreideanbau;

6° Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;

Untermethode 6.1: Haltung von Zugpferden;

Untermethode 6.2: Haltung von Rindern;

Untermethode 6.3: Haltung von Schafen;

7° Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;

8° Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden;

9° Methode 9: Neu gestaltete Parzellenstreifen;

10° Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan;

Die oben angeführten Methoden betreffen zwei Aktionsmöglichkeiten:

- 1° die allgemeinen Aktionen, d.h. die Methoden 1 bis 7;
- 2° die gezielten Aktionen, d.h. die Methoden 8 bis 10.

§ 2. Die für jede dieser Methoden einzuhaltenden Bedingungen sowie die entsprechenden Subventionen werden in der Anlage 1 angeführt. Diese Methoden dürfen nur Bestandteile (Parzellen, landschaftliche Bestandteile, Tiere, usw.) betreffen, die zu dem Betrieb des fraglichen Erzeugers gehören.

§ 3. Für jede Untermethode der unter § 1 angeführten ersten Methode gilt, dass falls im Laufe des Verpflichtungszeitraums der Erzeuger beantragt, Verpflichtungen für weitere agrarökologische Bestandteile einzugehen, für diese weiteren Bestandteile nur dann die zu gewährende Subvention erhöht wird, wenn die geplante Änderung zu einer Erhöhung um mehr als 10% der gesamten Bestandteile für die laufende Verpflichtung führt. In diesem Fall wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers durch die zusätzlichen Längen oder Bestandteile für den noch zu laufenden Verpflichtungszeitraum ergänzt. Wenn die zusätzlichen agrarökologischen Bestandteile eine Erhöhung von mehr als 50% der ursprünglichen Verpflichtung darstellen, wird diese durch eine neue fünfjährige Verpflichtung für alle Bestandteile der betreffenden Untermethode ersetzt.

Für die in § 1 erwähnte Methode 7 gilt, dass falls der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums die von dieser Verpflichtung betroffene Fläche erhöht, für diese zusätzliche Fläche nur dann die zu gewährende Subvention erhöht wird, wenn sie zu einer Erhöhung um mehr als 10% der gesamten Fläche, auf die sich die Verpflichtung ursprünglich bezieht, führt. In diesem Fall wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers durch die zusätzlichen Flächen für den noch zu laufenden Verpflichtungszeitraum ergänzt. Wenn die zusätzlichen agrarökologischen Bestandteile eine Erhöhung von mehr als 50% der ursprünglichen Verpflichtung darstellen, wird diese durch eine neue Verpflichtung für die gesamte Fläche betreffend diese Methode ersetzt.

Außer für die in § 1 erwähnten Methoden 1, 7 und 10 kann ein und dieselbe Methode oder Untermethode Gegenstand von zeitlich getrennten ursprünglichen Anträgen sein, unter der Bedingung, dass jede dieser Methoden oder Untermethoden andere Parzellen betreffen, als jene, die bereits Gegenstand einer noch nicht abgeschlossenen vorherigen Verpflichtung sind, und dass alle in der Anlage 1 beschriebenen entsprechenden Verpflichtungen für jeden ursprünglichen Antrag beachtet werden.

§ 4. Auf derselben Parzelle können bestimmte Methoden nach der in der Anlage 2 angeführten Tabelle kumuliert werden.

§ 5. Auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister beschließen, die Umsetzung einer oder mehrerer der vorerwähnten Methoden oder Untermethoden aufzuheben.

§ 6. Der Minister kann die Liste der vor der in Methode 4 der Anlage 1 erwähnten Bedeckung des Bodens erlaubten Kulturen abändern.

**Art. 3 - § 1.** Der Erzeuger kann ein gleichlautendes Gutachten, das sich auf die Erheblichkeit der Anwendung einer oder mehrerer dieser Methoden oder Untermethoden angesichts der umweltspezifischen Situation der betreffenden Parzelle und/oder des Betriebs bezieht, einholen.

Dieses Gutachten wird durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) auf der Grundlage der von ihr festgelegten objektiven Kriterien abgegeben. Diese Kriterien entsprechen einer anerkannten umweltspezifischen Begründung.

In den Fällen, in denen das für die in Artikel 2 angeführten Methoden 1 bis 3 beantragte gleichlautende Gutachten nicht abgegeben wird, wird der ursprüngliche Antrag auf Subventionen, den der Erzeuger für die betreffende Methode einreicht, von Amts wegen als ein ohne gleichlautendes Gutachten für die genannte Methode eingereichter ursprünglicher Antrag gewertet.

Dieses Gutachten muss dem ursprünglichen Antrag auf Verpflichtung beigelegt werden und, wenn es abgegeben wird, gilt es für die gesamte Dauer der Verpflichtung. Im Rahmen der gezielten Aktionen (Methoden 8 bis 10) kann es auf der Grundlage einer Diagnose des Bodens gemäß Artikel 27, Punkt 12 der Verordnung 1974/2006 angepasst werden.

§ 2. Für die in Artikel 2 erwähnten Methoden 1 bis 3 werden die entsprechenden Subventionen durch die Abgabe des in § 1 erwähnten gleichlautenden Gutachtens um 20% erhöht.

§ 3. Die in Artikel 2 erwähnten Methoden 8 bis 10 dürfen nur vorbehaltlich des in § 1 erwähnten gleichlautenden Gutachtens angewandt werden.

## *KAPITEL II — Allgemeine Bedingungen und Einreichen der Anträge*

**Art. 4 -** Um in den Genuss von agrarökologischen Subventionen zu gelangen, muss der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° der Erzeuger muss im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 bei der Verwaltung identifiziert sein;

2° Er muss seinen Betriebssitz in Belgien haben;

3° Er muss auf dem Gebiet der Wallonischen Region Ländereien besitzen, für die er die genannten Subventionen beantragt. Für die Berechnung der Besatzdichte können manche außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Parzellen jedoch berücksichtigt werden, gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003, die vorsieht, dass, wenn eine Futterfläche in einem anderen Mitgliedstaat liegt, als dem in dem sich der Betriebssitz des Betriebsinhabers befindet, der ihn nutzt, diese für die Anwendung des integrierten Systems auf Antrag des Betriebsinhabers als Teil seines Betriebs gilt, sofern sie sich in unmittelbarer Nähe dieses Betriebs befindet und ein bedeutender Teil der vom Betriebsinhaber genutzten landwirtschaftlichen Flächen in dem Mitgliedstaat liegt, in dem sich die Hofstelle des Betriebsinhabers befindet.

4° mit Ausnahme des ursprünglichen Antrags betreffend die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 muss er mit Hilfe des Formulars der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags einen ursprünglichen Antrag auf agrarökologischen Subventionen einreichen. Dieser Antrag muss ordnungsgemäß unter Beachtung der alljährlich von der Verwaltung in den Erläuterungen zu dem besagten Formular festgelegten Anweisungen ausgefüllt werden. Gegebenenfalls müssen dem ursprünglichen Antrag die gesamten Belege, die von der Verwaltung in den Erläuterungen zu dem Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags angeführt werden, beigelegt werden.

5° was den ursprünglichen Antrag auf agrarökologische Subventionen betreffend die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 betrifft, muss er bei der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) einen ursprünglichen Antrag auf Verpflichtung nach den von der IGA festgelegten Modalitäten einreichen. Dieser ursprüngliche Antrag muss innerhalb der für das Einreichen des Formulars für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vorgesehenen Frist eingereicht werden.

6° mit Ausnahme des ursprünglichen Antrags betreffend die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 muss der Erzeuger ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung mit Hilfe des Formulars der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags jedes Jahr einen Antrag auf agrarökologischen Subventionen einreichen. Dieser Antrag muss ordnungsgemäß unter Beachtung der alljährlich von der Verwaltung in den Erläuterungen zu dem besagten Formular festgelegten Anweisungen ausgefüllt werden;

7° was den jährlichen Antrag auf agrarökologische Subventionen betreffend die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 betrifft, muss der Erzeuger den betreffenden jährlichen Antrag mit Hilfe des zu diesem Zweck von der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) ausgearbeiteten Formulars und nach von dieser festgelegten Modalitäten einreichen;

8° der Erzeuger muss sich verpflichten, für die Parzellen oder die agrarökologischen Bestandteile, für die er die agrarökologischen Subventionen beantragt und für einen ununterbrochenen Zeitraum von fünf Jahren eine oder mehrere der Methoden 1 bis 3 oder 6 bis 10 oder ggf. entsprechende Untermethoden, die in Artikel 2 erwähnt sind, anzuwenden und zwar unter den in Anlage 1 bestimmten Bedingungen. Für die in Artikel 2 angeführten Methoden 4 und 5 muss der Erzeuger sich verpflichten, jedes Jahr während den fünf Jahren seiner Verpflichtung die betreffende Methode auf einer Fläche anzuwenden, die wenigstens der in seiner ursprünglichen Verpflichtung angeführten Fläche entspricht.

9° der Erzeuger muss vor Ort durchgeführte Kontrollen zulassen.

**Art. 5** - Nur für die Parzellen des Betriebs, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, können nach dem vorliegenden Erlass agrarökologische Subventionen gewährt werden.

Für die in Artikel 2 erwähnten Methoden 1 bis 3 und 7 bis 9 dürfen die Parzellen, für die der Erzeuger sich verpflichtet hat, im Laufe der Verpflichtung nicht ausgetauscht werden.

**Art. 6** - § 1<sup>er</sup>. Jeder ursprüngliche Antrag muss innerhalb der für das Einreichen des Formulars für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vorgesehenen Frist und zusammen mit den eventuellen Belegen, die die Verwaltung in den Erläuterungen zum besagten Formular festlegt, eingereicht werden. Falls der ursprüngliche Antrag mit einer Verspätung von mehr als 25 Kalendertagen nach dem äußersten Datum eingereicht wird, wird er als unzulässig gewertet.

Der Beweis des Einreichens des Formulars der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags beim zuständigen Außendienst dient ebenfalls als Beweis des Einreichens des ursprünglichen Antrags, den der Erzeuger ggf. im besagten Formular ausgefüllt hat.

Nach dem Einreichen kann der als zulässig gewertete ursprüngliche Antrag nach den Regeln, die die Verwaltung alljährlich für die Änderung des Formulars der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags festlegt und die in den Erläuterungen zu dem besagten Formular angeführt werden, abgeändert werden.

Der ursprüngliche Antrag gilt als Verpflichtung des Erzeugers, alle Bedingungen bezüglich der Anwendung jeder der Methoden und Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist und die in der Anlage 1 angeführt werden, ab dem 1. April des Jahres des ursprünglichen Antrags zu beachten.

Jede Methode oder Untermethode, für die der Erzeuger in seinem ursprünglichen Antrag eine Verpflichtung eingegangen ist, stellt eine getrennte Verpflichtung dar.

§ 2. Der zuständige Außendienst prüft, das jeder fristgerecht nach § 1 eingereichte ursprüngliche Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

Wenn der ursprüngliche Antrag nicht vollständig ist, richtet der zuständige Außendienst ein Schreiben an den Erzeuger, in dem er die fehlenden Schriftstücke verlangt. Diese müssen dem zuständigen Außendienst innerhalb einer Frist von fünfzehn Kalendertagen ab dem Datum der Aufgabe des besagten Schreibens übermittelt werden. Wenn die fehlenden Schriftstücke innerhalb dieser Frist nicht übermittelt werden, wird der entsprechende ursprüngliche Antrag als unzulässig gewertet.

§ 3. Ausschließlich bei einer Ablehnung des Antrags oder eines Teils des Antrags, übermittelt der Direktor des zuständigen Außendienstes dem Erzeuger per Einschreiben eine ausführliche Mitteilung zur Ablehnung des gesamten ursprünglichen Antrags oder eines Teils davon.

Falls er diese Entscheidung anfechten möchte, kann der Erzeuger eine Beschwerde einreichen, unter der Bedingung, dass dieser Beschwerde die notwendigen Belege beigelegt werden. Diese Beschwerde ist per Einschreiben an den Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, chaussée de Louvain 14 in 5000 Namur innerhalb von dreißig Kalendertagen ab der ablehnenden Mitteilung einzureichen. Eine auf anderem Wege, außerhalb dieser Frist oder ohne die betreffenden beweiskräftigen Belege eingereichte Beschwerde wird für nichtig erklärt.

Reicht er eine Beschwerde ein, so ist der Erzeuger verpflichtet, die agrarökologischen Methoden oder Untermethoden, für die er eine Verpflichtung eingegangen ist, weiter anzuwenden, bis die Verwaltung einen endgültigen Entschluss gefasst hat.

Die Verwaltung bestätigt innerhalb von fünfzehn Kalendertagen ab dem Eingang einer jeden Beschwerde deren Empfang. In dieser Empfangsbestätigung wird gegebenenfalls die Nichtigkeit der betreffenden Beschwerde erklärt, die wiederum zur Bestätigung der ursprünglichen Ablehnung führt.

Kann die Beschwerde berücksichtigt werden, so übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger schriftlich ihre endgültige Entscheidung innerhalb von drei Monaten nach dem Einreichen der genannten Beschwerde.

Falls durch die endgültige Entscheidung der Verwaltung die ursprüngliche Ablehnung ganz oder teilweise bestätigt wird oder wird durch die in Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen die Nichtigkeit der Beschwerde per Empfangsbestätigung mitgeteilt:

- so kann der Erzeuger für den Zeitraum zwischen dem 1. April des Jahres, in dem der ursprüngliche Antrag eingereicht worden ist, und dem Datum der endgültigen Ablehnung für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich diese bezieht, keinerlei Subventionsansprüche geltend machen;

- ist der Erzeuger nicht weiter verpflichtet, die in seinem ursprünglichen Antrag eingegangenen Verpflichtungen für die Verpflichtung oder den Teil der Verpflichtung, auf den sich die Ablehnung bezieht, zu respektieren.

KAPITEL III — *Änderungen, Übertragungen und höhere Gewalt*

**Art. 7 - § 1.** Falls der Erzeuger während des Verpflichtungszeitraums seinen Betrieb oder einen Teil seines Betriebs auf einen anderen Erzeuger überträgt, so kann dieser eine neue Verpflichtung für einen Zeitraum von fünf Jahren eingehen, die wenigstens diese Parzellen, Flächen oder Tiere umfasst, und zwar immer unter der Bedingung, dass auf den betreffenden Parzellen, für die Flächen und für die betreffenden Tiere die gleichen agrarökologischen Methoden angewandt werden, und dass der Übernehmer die Bedingungen für die Zahlung dieser Subventionen erfüllt. Diese neue Verpflichtung muss durch den Übernehmer nach den im vorliegenden Erlass für jede neue Verpflichtung bestimmten Regeln eingereicht werden.

Die Übertragung einer Verpflichtung muss der Übertragung der Nutzung der betroffenen Parzellen, Flächen oder Tiere entsprechen und der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen anhand des zu diesem Zweck vorgesehenen Formulars schriftlich mitgeteilt werden.

§ 2. Im Falle der in § 1 beschriebenen Übertragung einer Verpflichtung ist der Übernehmer verpflichtet, die neue von ihm eingegangene Verpflichtung bis zum Ende des betreffenden Zeitraums weiterzuführen. Der Übernehmer, der die von ihm eingegangene Verpflichtung nicht bis zum Ende des betreffenden Zeitraums weiterführt, hat - ausgenommen in Fällen höherer Gewalt - alle Subventionen, die für eine laufende Verpflichtung gezahlt worden sind, sowie alle Subventionen, die der abtretende Erzeuger seit Beginn der Verpflichtung erhalten hat, zurückzuzahlen.

Der abtretende Erzeuger ist verpflichtet, in den folgenden Fällen alle Subventionen, die er seit dem Beginn der Verpflichtung erhalten hat, für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückzuzahlen:

- der abtretende Erzeuger erfüllt die mit seiner Verpflichtung einhergehenden Auflagen nicht mehr;
- bei einer wie in § 1 beschriebenen Übertragung schließt der übernehmende Erzeuger keine neue Verpflichtung gemäß § 1, Absatz 1 ab;
- der in § 1 erwähnte Antrag auf Übertragung wurde der Verwaltung nicht innerhalb der in § 1, Absatz 1 vorgesehenen Frist mitgeteilt.

Falls die nach einer Übertragung verbleibenden Parzellen oder Bestandteile nicht ausreichen, um die Zulässigkeitschwellen, die in der Anlage 1 definiert werden, für eine bestimmte Methode oder Untermethode zu erreichen, so muss der Erzeuger alle Subventionen, die er seit dem Beginn der Verpflichtung erhalten hat, für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückzuzahlen.

Was die Gewährung der Subventionen für den Jahresteil betrifft, im Laufe dessen die Übertragung stattgefunden hat, hat der abtretende Erzeuger Anspruch auf die entsprechenden Subventionen, sofern der abtretende Erzeuger oder der abtretende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger die gesamten Zulässigkeitsbedingungen im Lauf dieses Jahresteils erfüllt haben, wenn die Übertragung an einem Datum, das vor demjenigen des betroffenen jährlichen Termins liegt, stattgefunden hat.

§ 3. In Anwendung von Artikel 27 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), sind die in Absatz 3 angeführten Änderungen zulässig, unter der Bedingung, dass die nachfolgenden Auflagen erfüllt werden:

- für das Einreichen des Antrags auf Änderung müssen die von der Verwaltung festgelegten Fristen und Durchführungsbestimmungen beachtet werden;
- alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Untermethode, die in der Anlage 1 angeführt sind, müssen erfüllt werden;
- die neue Verpflichtung weist wesentliche Vorteile im Bereich der Umwelt auf und verstärkt erheblich die vorherige Verpflichtung;
- das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG44) muss dem Änderungsantrag beigefügt werden;
- die Verwaltung muss dem Änderungsantrag stattgeben.

Im Falle einer Genehmigung beginnt am 1. April des Jahres, in dem der Änderungsantrag eingereicht worden ist, eine neue fünfjährige Verpflichtung für die neue Methode oder Untermethode.

Bei den in Absatz 1 erwähnten genehmigten Änderungen handelt es sich um folgende:

1° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 9° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 10° angeführte Methode oder die Ersetzung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter dem Punkt 10° erwähnte Methode durch eine neue verstärkte Verpflichtung für dieselbe Methode;

2° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 3° angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 3° entsprechenden Methoden mit einem gleichlautenden Gutachten nach Artikel 3;

3° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 2° angeführte Methode in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 8° angeführte Methode 8;

4° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 3° angeführte Methode 3.a in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 9° angeführte Methode 9;

§ 4. Nach den in Artikel 44 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 vorgesehenen Modalitäten wird die in § 2 angeführte Rückerstattung in den folgenden Fällen nicht gefordert:

- falls bei einer endgültigen Einstellung der landwirtschaftlichen Tätigkeit eines Erzeugers, der bereits drei Jahre seiner Verpflichtung abgeschlossen hat, eine Übernahme dieser Verpflichtung, wie sie in § beschrieben wird, durch einen Übernehmer nicht durchführbar scheint; In diesem Fall ist der Erzeuger verpflichtet, die Verwaltung über die Einstellung der Tätigkeiten zu informieren und der Verwaltung den Beweis dafür zu erbringen;
- bei höherer Gewalt.

Unbeschadet der individuell zu bewertenden Umstände gelten als höhere Gewalt:

- 1° der Tod des Erzeugers;
- 2° die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Erzeugers;
- 3° die Enteignung eines Großteils des Betriebs falls diese Enteignung, an dem Tag, an dem die Verpflichtung eingegangen wurde, nicht vorhersehbar war;
- 4° eine schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftliche Fläche des Betriebs ständig in Mitleidenschaft zieht;
- 5° die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;

6° der Seuchenbefall des ganzen oder eines Teils des Tierbestands des Erzeugers.

Die in den Punkten 5° und 6° genannten Fällen werden nur im Zusammenhang mit den in Artikel 2 angeführten Methoden 6 und 7 berücksichtigt.

§ 5. Wenn der Erzeuger oder seine Erbberechtigten sich auf höhere Gewalt berufen, so müssen sie dies innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Zeitpunkt, in dem sie in der Lage sind, dies zu tun, der Verwaltung schriftlich mitteilen.

Der Erzeuger, der nicht weiter in der Lage ist, seine Verpflichtungen zu erfüllen, weil sein Betrieb Gegenstand einer Flurbereinigung oder einer sonstigen vergleichbaren und die Ländereien betreffende Intervention war, muss dies der Verwaltung schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitteilen. Des weiteren muss er seine ursprünglichen Verpflichtungen an die neue Sachlage des Betriebs nach Absprache mit der Verwaltung und nach deren Anweisungen anpassen. Erweist sich eine derartige Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne dass eine Rückerstattung für den effektiven Verpflichtungszeitraum gefordert wird.

Wenn auf einer Parzelle, die Gegenstand von agrarökologischen Subventionen ist, für eine begrenzte Dauer Arbeiten im öffentlichen Interesse durchgeführt werden müssen, bleiben die agrarökologischen Subventionen für die betroffenen Fläche, Längen oder Anzahlen von Bestandteilen dem Erzeuger zu zahlen, sofern dieser die Verwaltung anhand des zu diesem Zweck vorgesehenen Formulars darüber benachrichtigt hat.

§ 7. Im Rahmen der Anwendung der in Artikel 2 erwähnten Methoden oder Untermethoden 1 bis 3 und 6 bis 10 und unbeschadet der in den Absätzen 1 bis 6 des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen muss der Erzeuger, der seine Fläche, seine Länge oder die Anzahl der Bestandteile einer bestimmten Verpflichtung vor dem Ablauf des betreffenden Zeitraums willentlich verringert, die ihm seit dem Beginn der betreffenden Verpflichtung für die von der Verringerung der Verpflichtung betroffenen Parzellen, Flächen oder Bestandteile ungeschuldet gezahlten Subventionen zurückzahlen. Dies gilt ebenfalls, wenn infolge der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort eine Verringerung der Verpflichtung die Verwaltung feststellt, ohne dass der Erzeuger es mitgeteilt hätte.

#### KAPITEL IV — Zahlungen

**Art. 8 - § 1.** Die agrarökologischen Subventionen werden in fünf jährlich fälligen Teilbeträgen ausgezahlt.

Die eingereichten Anträge, die zur Zahlung der Subventionen berechtigen, werden honoriert bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist.

Jeder jährliche Teilbetrag wird dem Erzeuger gewährt, der den betreffenden jährlichen Antrag auf Subventionen eingereicht hat, sofern alle Zulässigkeitsbedingungen erfüllt worden sind. Der Zeitraum, auf den sich dieser Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. April des betreffenden Jahres und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres. Mit Ausnahme der Parzellen, die von den in der Anlage 1 für die in Artikel 2 erwähnte Untermethode 3.a und die Methoden 4 und 9 vorgesehenen Abweichungen betroffen sind, werden die von der Verpflichtung betroffenen Parzellen, die der Erzeuger in seiner Flächenerklärung und seinem Beihilfeantrag erklärt hat und für die die allgemeinen Verpflichtungen über die Flächenerklärung, die in den dieser Erklärung beigefügten Erläuterungen angeführt sind, eingehalten worden sind, als zuschussfähig betrachtet.

Für die in Artikel 2 erwähnten Methoden 1 bis 9:

1° außer in gebührend gerechtfertigten Fällen wird jeder jährliche Teilbetrag innerhalb von fünf Monaten nach dem Ende des Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt;

2° wird der erste jährliche Teilbetrag von der Verwaltung auf der Grundlage der Angaben, die aus dem ursprünglichen Antrag und den während des ersten Jahres des Verpflichtungszeitraums durchgeführten Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen hervorgehen, bestimmt; Wenn der als zulässig gewertete ursprüngliche Antrag verspätet eingereicht wurde, werden die Subventionen, auf die der Erzeuger für die Verpflichtungen, die er im Rahmen dieses Antrags eingegangen hat, Anspruch hat, für den ersten zu zahlenden jährlichen Teilbetrag um 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zum für das Einreichen des Formulars für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag bestimmten Termin verringert;

3° werden die vier folgenden Teilbeträge auf der Grundlage eines jährlich einzureichenden Subventionsantrags bestimmt. Das jährliche Antragsformular übermittelt die Verwaltung dem Erzeuger. Der Erzeuger ist verpflichtet, dieses Formular unter Berücksichtigung der Anleitungen der Verwaltung zurückzusenden. Die Berechnung der Subventionen geschieht auf der Grundlage der Angaben, die der Erzeuger in diesem jährlichen Antrag macht sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder den Ortsbesichtigungen;

4° führt ein verspätetes Einreichen des jährlichen Antrags zu einer Verringerung des Betrags der Subventionen in Höhe von 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung bestimmten Termin. Jeder jährlich eingereichte Subventionsantrag, der mit mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen Verspätung eingereicht wird, ist unzulässig. In diesem Fall geht das Anrecht auf eine Subvention für das betreffende Jahr verloren, ohne dass jedoch der Erzeuger von seinen Verpflichtungen für den noch verbleibenden Verpflichtungszeitraum befreit wird;

5° wird dem Erzeuger für jedes Jahr des Verpflichtungszeitraums eine Berechnung der gewährten Subventionen schriftlich übermittelt;

6° kann der Erzeuger gegen die Berechnung der Subventionen bei dem Herrn Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region an der in Artikel 6, § 3 angegebenen Anschrift eine Beschwerde einreichen. Damit sie zulässig ist, muss diese Beschwerde innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Tag der Zustellung der von der Verwaltung erstellten Berechnung per Einschreiben eingereicht werden. Zudem müssen dieser Beschwerde alle rechtfertigenden Belege beigefügt werden. Eine in einer anderen Form, außerhalb der vorgesehenen Frist oder ohne Beleg eingereichte Beschwerde ist ungültig.

Für die in Artikel 2 erwähnte Methode 10:

1° wird jeder jährliche Teilbetrag nach der jährlichen Aktualisierung des Aktionsplans vorbehaltlich der Weiterführung der gesamten Methoden oder Untermethoden, die mit ihm verbunden sind, ausgezahlt;

2° wird für jedes Jahr des Verpflichtungszeitraums dem Erzeuger eine Berechnung der gewährten Subventionen schriftlich übermittelt;

§ 2. Der Erzeuger kann gegen die Berechnung der Subventionen bei dem Herrn Generalinspektor der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums des Ministeriums der Wallonischen Region, chaussée de Louvain 14 in 5000 Namur eine Beschwerde einreichen. Damit sie zulässig ist, muss diese Beschwerde innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Tag der Zustellung der von der Verwaltung erstellten Berechnung per Einschreiben eingereicht werden. Zudem müssen dieser Beschwerde alle rechtfertigenden Belege beigefügt werden. Eine in einer anderen Form, außerhalb der vorgesehenen Frist oder ohne Beleg eingereichte Beschwerde ist ungültig.

KAPITEL V — *Kontrollen, Strafen, Einstellung der Tätigkeit*

**Art. 9 - § 1<sup>er</sup>.** Gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 und der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums wird jedes Jahr eine Kontrolle organisiert.

Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die Kontrollen vor Ort, die von der Verwaltung, ggf. von der die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) und von den bevollmächtigten Einrichtungen, was die Kontrolle der Cross-Compliance betrifft, durchgeführt wurden, ist die in der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 vorgesehene Regelung der Verringerungen und Ausschlüsse bei der Berechnung der zu gewährenden Subventionen anwendbar.

Die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) überprüft die Erheblichkeit der in Artikel 3 angeführten Gutachten und führt die Verwaltungskontrollen und die Kontrolle vor Ort für die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 durch.

§ 2. Wenn für die in Artikel 2 angeführten Methoden 2, 4, 5, 7 und 8 nach Anwendung der Verringerungen und Ausschlüsse die für die Berechnung der Subvention berücksichtigte Fläche unter der laut Anlage 1 verlangten Mindestfläche liegt, so wird die Subvention im Verhältnis zu der berücksichtigten Fläche berechnet und dies unbeschadet der Anwendungsbestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006.

§ 3. Wenn für jede Untermethode der in Artikel 2 angeführten Methoden 1, 3 und 9 nach Anwendung der Verringerungen und Ausschlüsse die für die Berechnung der Subvention berücksichtigte Gesamtlänge oder Gesamtanzahl Bestandteile unter der subventionsfähigen Gesamtlänge oder der subventionsfähigen Anzahl Bestandteile liegt, so wird die Subvention im Verhältnis zu der berücksichtigten Fläche oder zu der Anzahl berücksichtigten Bestandteile berechnet.

§ 4. Die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Verringerungen und Ausschlüsse werden nicht angewandt, wenn der Erzeuger in der Lage ist, den Beweis zu erbringen, dass er sich bei der Angabe der Fläche, der Gesamtlänge oder der Anzahl der Bestandteile ordnungsgemäß auf Angaben bezogen hat, die von der Verwaltung als Beweise angenommen werden

§ 5. Wenn für eine bestimmte Methode oder Untermethode - mit Ausnahme der in Artikel 2 angeführten Methode 6 - die im Anschluss an Verwaltungskontrollen oder an vor Ort von der Verwaltung durchgeführte Kontrollen bestimmte Fläche, die Gesamtlänge oder die Anzahl Bestandteile unter dem laut Anlage 1 für die Zahlung der Subvention verlangten Minimum liegt, so wird die entsprechende Subvention für das betreffende Jahr nicht gewährt und müssen die seit dem Beginn der Verpflichtung für die betreffende Methode oder Untermethode erhaltenen Subventionen zurückerstattet werden.

Die Verpflichtung des Erzeugers für diese Methode oder Untermethode endet mit der Notifizierung der Regelwidrigkeit.

§ 6. Wenn für die in Artikel 2 angeführte Methode 7 festgestellt wird, dass der von der Verwaltung bestimmte Tierbesatz über 1,4 Großvieheinheiten (GVE) liegt, so ist die Subvention für das betreffende Jahr nicht zu zahlen.

Übersteigt der Tierbesatz die betreffenden zulässigen Höchstwerte um mehr als 20% , so wird keine Beihilfe gewährt und müssen alle gezahlten Subventionen zurückerstattet werden.

§ 7. Wenn in der Anlage 1 für eine gegebene Methode oder Untermethode zusätzlich zu den bereits vorhandenen Bedingungen bezüglich der Mindestwerte für die Fläche, die Länge oder die Anzahl die Beachtung bestimmter Fristen oder Bedingungen vorgesehen wird, so führt die Missachtung dieser zusätzlichen Fristen oder Bedingungen zu folgendem Ausschluss: die von der Regelwidrigkeit betroffenen Fläche, Länge oder Anzahl werden bei der vor der Berechnung der Subvention bestimmten Fläche, Länge oder Anzahl nicht berücksichtigt.

Die durch diese Nichtberücksichtigung entstehenden Verringerungen und Ausschlüsse werden gemäß den vorangeführten Paragraphen 1, 2, 3 und 5 angewandt. Derselbe Grundsatz wird angewandt, wenn im Laufe eines gegebenen Jahresabschnittes für eine gegebene Methode oder Untermethode die Nichteinhaltung einer Anforderung bezüglich der Cross-Compliance, wie sie in Artikel 19, Punkt 1 der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 beschrieben wird, festgestellt wurde, und wenn die besagte Anforderung als eine Zulässigkeitsbedingung für die betroffene Methode oder Untermethode betrachtet wird.

§ 8. Ist ein Erzeuger nicht mehr tätig und hat er der Verwaltung die Einstellung der Tätigkeit vor jeglicher Kontrolle nicht mitgeteilt, so endet die eingegangene Verpflichtung automatisch und müssen die seit dem Beginn der Verpflichtung bezogenen Subventionen zurückgezahlt werden.

In den nachfolgenden Fällen und unter der Bedingung, dass der Erzeuger die Verwaltung vor einer jeglichen Kontrolle informiert hat, ist diese Maßnahme nicht anwendbar:

- bei der Übertragung der entsprechenden Verpflichtungen auf einen oder mehrere Erzeuger, die die Verpflichtung des abtretenden Erzeugers völlig uneingeschränkt übernehmen und die neue Verpflichtungen gemäß Artikel 7 eingehen;

- falls der Erzeuger, der bereits wenigstens drei Jahre seiner Verpflichtung beendet hat, seine gesamte landwirtschaftliche Tätigkeit einstellt, obwohl eine Übernahme seiner Verpflichtung durch einen anderen Erzeuger nicht durchführbar scheint. In diesem Fall ist der Erzeuger verpflichtet, die Verwaltung über die Einstellung der Tätigkeiten zu informieren und der Verwaltung die Beweise dafür zu erbringen.

§ 9. Für alle Parzellen, Methoden oder Untermethoden, für die das in Artikel 3 erwähnte gleichlautende Gutachten erteilt worden ist und dieses Gutachten im Anschluss an eine im Laufe der Verpflichtung vorgenommene Kontrolle der Sonderbedingungen, die das genannte Gutachten rechtfertigt haben, wieder rückgängig gemacht wird, verliert der Erzeuger sein Anrecht für die betreffende Methode oder Unter Methode und zwar sowohl für das laufende Jahr als auch für die darauffolgenden Jahre:

- entweder auf die in Artikel 3, § 1 vorgesehene Anhebung um 20% , wenn es sich um die Anwendung einer der in Artikel 2 vorgesehenen Methoden oder Untermethoden 1 bis 3 handelt;
- oder auf die Subvention, wenn es sich um die Anwendung einer der in Artikel 2 vorgesehenen Methoden 8 bis 10 handelt.

Außerdem müssen diese in Absatz 1 angeführten seit dem Beginn der Verpflichtung bezogenen Anhebungen oder Subventionen außer in Fällen ordnungsgemäß gerechtfertigter höherer Gewalt für alle betreffenden Parzellen, Methoden oder Untermethoden zurückerstattet werden. Bei höherer Gewalt dürfen die von dem Erzeuger angeführten Umstände nur in Zusammenhang mit den besonderen Umständen, die das gleichlautende Gutachten erforderlich gemacht haben, berücksichtigt werden.

§ 11. Die ausgezahlten Subventionen müssen erstattet werden, wenn im Laufe der Verpflichtung ein Protokoll wegen Missachtung der Gesetzgebung in Sachen Umwelt oder Naturerhaltung zu Lasten des Erzeugers von der für diese Angelegenheiten zuständigen Behörde aufgenommen wird.

**Art. 10** - Unbeschadet der Artikel 55 bis 58 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ist Artikel 73 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 bei der Zahlung ungeschuldeter Beträge anwendbar.

**Art. 11** - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die diese Ordnungsstrafen betreffen.

#### KAPITEL VI — *Vollmachten und Abweichungen*

**Art. 12** - § 1. Unter besonderen Umständen trifft der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt, die unbedingt notwendigen abweichenden Vorkehrungen.

§ 2. Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

- ist bevollmächtigt, alle Ausgaben für agrarökologische Subventionen für die in Artikel 2 erwähnten Methoden 1 bis 9 einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen;
- jedes sonstige Schriftstück über Verwaltungsbestimmungen und insbesondere über die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen zu verabschieden.

§ 3. Der Generalinspektor der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG 4) oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

- legt das interne Verfahren für die Gewährung des in Artikel 3 angeführten Gutachtens sowie alle diesbezüglich notwendigen Dokumente fest;
- ist bevollmächtigt, alle Ausgaben für agrarökologische Subventionen für die in Artikel 2 erwähnte Methode 10 einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen;
- legt die Liste der objektiven Kriterien fest, auf die sich das genannte gleichlautende Gutachten stützt und übermittelt diese Liste dem Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

#### KAPITEL VII. — *Aufhebung, Umsetzung und Übergangsbestimmungen*

**Art. 13** - § 1. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Für die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bei der Verwaltung eingereichten Anträge auf agrarökologische Subventionen sind die Verordnungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 oder ggf. die Verordnungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 weiterhin anwendbar.

§ 2. Die Erzeuger können die Umwandlung ihrer laufenden im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingegangenen Verpflichtung in eine neue fünfjährige Verpflichtung im Sinne des vorliegenden Erlasses beantragen, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- die Umwandlung darf nur Methoden betreffen, für die in Anlage 3 eine Übereinstimmung festgelegt worden ist;
- alle Zulässigkeitsbedingungen für die neue Methode oder Unter Methode, die in der Anlage 1 angeführt sind, müssen erfüllt werden;

- die neue Verpflichtung weist wesentliche Vorteile im Bereich der Umwelt auf und verstärkt erheblich die vorherige Verpflichtung;

- der schriftliche Antrag auf Umwandlung muss bei der Verwaltung zusammen mit dem ursprünglichen Antrag für die neue betroffene Methode oder Untermethode und nach den durch die Verwaltung festgelegten Modalitäten eingereicht werden.

Wird dem Antrag auf Umwandlung durch die Verwaltung stattgegeben:

- läuft die laufende im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingegangene Verpflichtung von Amts wegen am 31. März des Jahres der Umwandlung ab;

- wird der Jahresteilbetrag der Subvention für das Jahr, in dem die betreffende Verpflichtung unterbrochen wurde, auf der Grundlage der Anzahl Monate berechnet, die zwischen dem Anfang des besagten Jahresteiles und dem Datum, an dem die neue Verpflichtung anfängt, abgelaufen sind;

Wird dem Antrag auf Umwandlung durch die Verwaltung nicht stattgegeben, wird die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingegangene Verpflichtung bis zu ihrem Ende weitergeführt.

§ 3. Die laufenden im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 eingegangenen Verpflichtungen können nur wie folgt umgewandelt werden:

1° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 10° des vorliegenden Erlasses angeführte Methode;

2° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1° unter den Punkten 1° bis 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 angeführten Methoden oder Untermethoden in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter den Punkten 1° bis 3° des vorliegenden Erlasses angeführten entsprechenden Methoden mit einem gleichlautenden Gutachten nach Artikel 3;

3° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 angeführte Methode in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 8° des vorliegenden Erlasses angeführte Methode;

4° die Änderung einer Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 angeführte Methode 3.a in eine Verpflichtung für die in Artikel 2, § 1 unter Punkt 9° des vorliegenden Erlasses angeführte Methode 9;

§ 4. Die laufenden im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 eingegangenen Verpflichtungen für eine der Untermethoden der Methode 1 oder für die Methode 7 werden durch eine neue fünfjährige Verpflichtung im Sinne des vorliegenden Erlasses für die entsprechenden Methoden oder Untermethoden ersetzt, wenn der Erzeuger beantragt, sich für agrarökologische Bestandteile oder für Flächen, die zu einer Erhöhung von mehr als 10% der Gesamtheit der Bestandteile oder Flächen über die laufende Verpflichtung führt, zu verpflichten.

§ 5. Angesichts der Tatsache, dass die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 eingeführte Regelung der agrarökologischen Subventionen, diejenige, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 eingeführt wurde und diejenige, die durch den vorliegenden Erlass eingeführt wird, die Gewährung von Subventionen für die Anwendung von Methoden oder Untermethoden, die gleichartige Aktionen betreffen können, vorsehen, ist es nicht erlaubt, auf einer gleichen Parzelle oder für ein gleiches Tier verschiedene Verpflichtungen kraft dieser verschiedenen Regelungen gleichzeitig einzugehen, wenn die besagten Verpflichtungen Methoden oder Untermethoden, die gleichartige Aktionen decken, betreffen.

**Art. 14** - Die ursprünglichen Anträge für Verpflichtungen bezüglich der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Methoden oder Untermethoden müssen ab 2007 unter den im vorliegenden Erlass bestimmten Bedingungen eingereicht werden.

**Art. 15** - Die Verwaltung ist zuständig, um andere Stichtage und Fristen festzulegen, als jene, die in den Artikeln 6 und 7 vorgeschrieben werden.

**Art. 16** - § 1. Den agrarökologischen Subventionen werden bis zur Erschöpfung der genehmigten Verpflichtungen stattgegeben. § 2. Für die unter dem wallonischen Programm für ländliche Entwicklung 2007-2013 begonnenen Programme und sofern innerhalb dieses Programms andere Finanzmittel nicht bereitgestellt werden könnten, wenn der Umfang der Verpflichtungen, die notwendig sind, um den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Anträgen über einen Zeitraum von zwölf Monaten stattzugeben, die vorgenannten genehmigten Verpflichtungen übersteigt, werden die Beträge der agrarökologischen Subventionen, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses sind, im Verhältnis zu den Verpflichtungen, die unerlässlich sind, um den Anträgen stattzugeben, vermindert. In dieser Annahme verabschiedet der Minister im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts für das betreffende Jahr die Berechnungsmethode der vorerwähnten Verminderung.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

**Art. 18** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage 1

**Produktionsverfahren, die mit den sogenannten agrarökologischen Anforderungen des Umweltschutzes vereinbar sind, und Sonderbedingungen für den Erhalt von Subventionen****Methode 1 - Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft**

Die betroffenen Bestandteile des ökologischen Netzes und der Landschaft sind die Hecken, die Baumhecken, die alleinstehenden Bäume und Sträucher, die hochstämmigen Obstbäume, die Büsche und die Tümpel. Die Erzeuger, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Bestandteile nicht zu zerstören, sie in einer Erklärung zu vermerken und sie zu erhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können unter den hierunter beschriebenen Bedingungen in den Genuss von Subventionen gelangen.

**Untermethode 1.a: Hecken und Baumhecken**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, solche Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 50 Euro pro Abschnitt von 200 M gelangen.

Die im Fall von Hecken oder Baumhecken zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die Hecken und Baumhecken müssen sich in landwirtschaftlichen Parzellen befinden

2° Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Laubbäume oder -sträucher. In keinem Fall kann der Waldrand oder die Vegetation des Waldes, die auf die landwirtschaftlichen Parzellen übergreift, als Hecke oder Baumhecke gewertet werden. Die Reihen einheimischer Laubbäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln, werden jedoch als Hecken gewertet. Zwischen den Bäumen muss ein Höchstabstand von zehn Metern bestehen;

3° Die Hecken und die Baumhecken können aus mehreren Abschnitten mit einer jeweiligen Mindestlänge von 20 Metern bestehen. Sie sind höchstens 10 Meter breit. Im Fall von Hecken werden leere Flächen von höchstens 10 Metern zwischen zwei Abschnitten verbucht, wenn sie für das Vieh unerreichbar sind.

4° Der Erzeuger muss sich verpflichten, diese Hecken und Baumhecken nicht zu zerstören. Jegliche freiwillige Zerstörung wird nur nach vorherigem Gutachten der Verwaltung erlaubt. Jegliche unfallbedingte Zerstörung oder Beschädigung muss der Verwaltung innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach der besagten Zerstörung oder Beschädigung mitgeteilt werden. In allen Fällen ist der Erzeuger verpflichtet unter Beachtung des durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) zu diesem Zweck abgegebenen Gutachtens, eine Hecke über eine Länge, die mindestens der zerstörten Länge entspricht, neu anzupflanzen.

5° Sowohl auf die Hecke selbst als auch in deren Nähe bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer ist zulässig;

6° Im Fall der Erhaltung der Hecken und Baumhecken dürfen die Arbeiten (Schnitt) nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden;

7° Es wird davon ausgegangen, dass 200 Meter Hecken oder Baumhecken einem Einflussbereich von 1 Hektar entsprechen.

**Untermethode 1.b: Alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, solche Bestandteile in einer Erklärung zu vermerken und zu erhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 25 Euro pro Abschnitt von 10 Bestandteilen gelangen.

Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Die bezuschussbaren Bestandteile stehen in landwirtschaftlichen Parzellen;

2° Die bezuschussbaren Bestandteile sind:

- a) hochstämmige Obstbäume, die in Dauerwiesen stehen;

- b) alleinstehende tote oder lebende einheimische Laubbäume, -sträucher oder Büsche, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, Busch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen, die einen Umfang von mindestens 40 cm, gemessen auf einer Höhe von 1 M 30, aufweisen;

- c) einheimische Büsche, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern befinden von jeglichem anderen Baum, Strauch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen, der bzw. die eine Höhe von mehr als 1,5 Meter aufweist;

- d) Büsche von weniger als 4 Ar, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, alleinstehenden Strauch oder jeglicher Hecke oder Baumhecke stehen;

3° Der Erzeuger verpflichtet sich, diese Bestandteile nicht zu zerstören und notfalls innerhalb von zwölf Monaten mindestens das Äquivalent der beschädigten Bestandteile neu anzupflanzen;

4° Sowohl auf diese Elemente als auch an deren Basis bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus. Lediglich eine lokale Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer ist zulässig;

5° Die eventuellen Erhaltungsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden;

6° Es wird davon ausgegangen, dass ein Abschnitt von 10 Bestandteilen, die die erforderlichen Bedingungen erfüllen, einen Einflussbereich von 0,5 Ha entspricht.

**Untermethode 1.c: Tümpel**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, in seinen landwirtschaftlichen Parzellen gelegene Tümpel in einer Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 50 Euro pro Tümpel gelangen.

Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Bei den Tümpeln handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 M<sup>2</sup> zwischen dem 1. November und dem 31. Mai, die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind.

2° Um jeden Tümpel wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkstelle eingerichtet werden, unter der Bedingung, dass die zugängliche Fläche 25% der Fläche und des Umfangs des Tümpels nicht übersteigt.

3° Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer sind untersagt.

4° Jegliche Aufschüttung und jegliche Einführung von Abfällen, Produkten oder Substanzen in das Wasser, die dem Tümpel schaden könnten, von nicht heimischen Tieren oder Pflanzen, von Schwimmvögeln oder Fischen ist untersagt;

5° Im Fall einer Verschlämzung oder einer Verlandung führt der Landwirt ein Ausschlämmen der Wasserstelle durch, indem er gewährleistet, dass wenigstens 25% des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden;

6° Von jedem Tümpel, der diese Bedingungen erfüllt, wird davon ausgegangen, dass sein Einflussgebiet 1 Ha beträgt.

**Methode 2 - Natürliche Weide**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen (erklärt unter den Codenummern 61 oder 613) nach dem hierunter stehenden Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 200 Euro je Hektar gelangen.

Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1. Kein Eingriff (Beweidung, Schnitt, Düngung,...) auf der Parzelle zwischen dem 1. Januar und dem 15. Juni. Ein einziger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April geduldet;

2° das nach dem 15. Juni auf der Parzelle stehende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

3° Die Zufuhr von Dünge- und Bodenverbesserungsmitteln ist auf eine jährliche Ausbringung von Wirtschaftsdüngern (Tierzuchtabwässern) zwischen dem 15. Juni und dem 31. Juli beschränkt;

4° keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

5° keine Aussaat oder Übersaat;

6° zwischen dem 15. Juni und dem 30. September darf die Bewirtschaftung der Parzelle entweder durch Beweidung, oder durch Mähen mit Ernte, oder durch eine Kombination beider durchgeführt werden. Beim Mähen: Erhaltung von mindestens 5% von Fluchtbrechen bis zum folgenden Mähen oder bis zur folgenden Beweidung, d.h. während mindestens eines Monats; die Lokalisierung des Fluchtbrechens kann sich von Mal zu Mal ändern. Nach dem 30. September ist nur die Beweidung erlaubt;

7° Die Methode muss auf der Gesamtheit der Fläche der Parzelle angewandt werden und die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen.

**Methode 3 - Extensiv genutzte Grassäume**

Die Methode der extensiv genutzten Grassäume umfasst zwei Untermethoden.

Untermethode 3.a: begraste Wendefläche am Rand der Kulturen

Die Erzeuger, die die Untermethode "begraste Wendefläche am Rand der Kulturen" unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 21,6 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° die begraste Wendefläche wird entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt oder auf einer Fläche aufrechterhalten, die im Rahmen der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999, vom 28. Oktober 2004 oder im Rahmen dieses Erlasses Gegenstand von entsprechenden agrarökologischen Subventionen war;

2° die begraste Wendefläche muss mindestens während fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einen Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Für die betreffende der gepflügten Kultur gewidmete Fläche besteht die Bedingung, dass zwei begraste Wendeflächen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der die begraste Wendefläche angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 24 und 36 Metern breit war;

3° die begraste Wendefläche darf nicht entlang einer Dauerwiese angelegt werden, außer wenn eine Hecke die Wiese von der begrasten Wendefläche trennt;

4° sie ist mindestens 200 Meter lang. Die Mindestlänge von 200 Metern kann erreicht werden, indem mindestens 20 Meter lange Abschnitte begraster Wendeflächen zusammengezählt werden;

5° die Breite dieser Wendefläche beträgt an jedem Punkt 12 Meter.

6° die Fläche der Wendeflächen darf auf keinen Fall 9% der Fläche der gepflügten Kultur des Betriebs überschreiten, wie sie durch die Verwaltung auf der Grundlage der bestimmten Flächen der gepflügten Kultur, die in der Flächenerklärung und den Beihilfeanträgen des Erzeugers für das betroffene Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags auf agrarökologischen Subventionen angegeben sind, festgelegt werden; wenn ein Teil des Betriebs nach dem biologischen Produktionsverfahren bewirtschaftet wird, darf die Fläche der gesamten biologischen begrasten Wendeflächen 9% der im Rahmen der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft bestimmten Fläche der gepflügten Kultur nicht überschreiten.

7° Beim Anlegen wird die Wendefläche mit einer diversifizierten Mischung eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird. Die Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt (Liste "Pflanzenarten für Wendeflächen"). Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird dem Landwirt überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) Gräser:

- Der Prozentsatz (des Gewichts) der Saatgüter liegt zwischen 50 und 85 v.H. der Mischung;

- Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind ausgeschlossen;

- Das englische Raygras, das Wiesenlieschgras, das Knäuelgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten

b) Leguminosen (s. Liste):

- der Prozentsatz (des Gewichts) der Saatgüter liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;

- mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v.H. in der Mischung vertreten;

c) sonstige Dikotylen (s. Liste): Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, unter der Bedingung, dass keine Pflanze mehr als 5 v.H. der Mischung ausmacht.

8° Auf den begrasten Wendeflächen wird keinerlei Dünger ausgebracht;

9° Sie werden mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

10° Sie werden nicht beweidet.

11° die einzige erlaubte Bewirtschaftung ist der Schnitt zwischen dem 15. Juli und dem 15. September mit Entsorgung des Schnittertrags. Ein nicht gemähter Fluchtbrechen wird bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrecht erhalten. Dieser Fluchtbrechen wird bis zum nächsten Mähen aufrecht erhalten. Die Lokalisierung des Fluchtbrechens kann sich bei jedem Mähen ändern. In Abweichung davon kann ein Mähen ohne Ertrag innerhalb von zwölf Wochen nach der Aussaat vorgenommen werden.

12° Sie ist für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie darf nicht als Weg oder Durchgang für den Verkehr dienen, einschließlich des Verkehrs, der im Rahmen der Bewirtschaftung der Parzelle der gepflügten Kultur entsteht. Zudem kann auf dieser Wendefläche die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden.

13° Bei einem Schlammstrom oder bei mehr als 10 Cm hohen Ablagerungen werden eine Reinigung und/oder eine neue Anpflanzung der begrasteten Bodenbedeckung vorgenommen.

14° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt von begraster Wendefläche einem Einflusssbereich von 0.3 Ha entspricht.

#### Pflanzenarten für Wendeflächen

LEGUMINOSEN	
Lotus corniculatus	Hornschotenklee
Medicago lupulina	Hopfenklee
Medicago sativa	Luzerne
Onobrychis viciifolia	Kulturspargeltee
Trifolium pratense	Rotklee
Trifolium repens	Weißklee
WEITERE DIKOTYLEN	
Anthriscus sylvestris	Weisenkerbel
Centaurea cyanus	Kornblume
Cichorium intybus L.	Blaue Wegwarte
Daucus carota	Wilde Möhre
Echium vulgare	Natternkopf
Eupatorium cannabinum	Wasserdost
Hypericum perforatum	Echtes Johanniskraut
Knautia arvensis	Ackerwitwenblume
Leucanthemum vulgare	Wiesenwucherblume
Lychnis flos-cuculi	Kuckucks-Lichtnelke
Lythrum salicaria	Blutweiderich
Malva moschata	Moschus-Malve
Malva sylvestris	Wilde Malve
Melilotus alba	Weißer Steinklee
Melilotus officinalis	Ackerhonigklee
Mentha aquatica	Wasserminze
Origanum vulgare	Wilder Marjoran
Papaver dubium	Kleinmohn
Papaver rhoeas	Klatschmohn
Plantago lanceolata	Spitzwegerich
Prunella vulgaris	Braunelle
Reseda lutea	Färberwau
Rumex acetosa	Großer Ampfer
Scrophularia nodosa	knotiger Braunwurz
Symphytum asperum	Rauher Beinwell
Symphytum officinale	Beinwell
Symphytum x uplandicum	Bastard- Beinwell
Trifolium hybridum	Hybridklee
Trifolium incarnatum	Inkarnatklee

#### Untermethode 3.b: extensiv genutzte Wiesenstreifen

Die Erzeuger, die die Untermethode "begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen" unter Beachtung des hierunter stehenden Lastenheftes anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 21,6 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die bei der Haltung von extensiv genutzten Wiesenstreifen zu erfüllenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° Nur die extensiv benutzten Wiesenstreifen, die auf unter den Codenummern 61 oder 613 erklärten Dauerwiesen angelegt sind, sind bezuschussbar;

2° Diese extensiv benutzten Wiesenstreifen müssen entlang einem Wasserlauf, einer Wasserfläche oder entlang anerkannten oder domanialen Naturschutzgebieten oder biologisch wertvollen Feuchtgebieten angelegt werden;

3° sie sind mindestens 100 Meter lang. Die Mindestlänge von 100 Metern kann erreicht werden, indem Abschnitte von mindestens 20 Meter langen extensiv benutzten Wiesenstreifen zusammengezählt werden;

4° diese Streifen sind in jedem Punkt 12 Meter breit. Die Fläche der Streifen darf auf keinen Fall 9% der Fläche der Weidefläche überschreiten, wie sie durch die Verwaltung auf der Grundlage der bestimmten Weideflächen, die in der Flächenerklärung und den Beihilfeanträgen des Erzeugers für das betroffene Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags auf agrarökologischen Subventionen angegeben sind, festgelegt werden.

5° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen wird mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

6° im Falle einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt zwischen dem 1. Juli und dem 15. September mit Entsorgung des Schnittertrags erlaubt. Ein nicht gemähter Fluchtstreifen wird bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrecht gehalten und die Parzelle darf nicht vor dem 1. August beweidet werden. Dieser Fluchtstreifen wird bis zum nächsten Mähen aufrecht erhalten. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann sich bei jedem Mähen ändern.

7° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen darf nur zwischen dem 1. Juli und dem 15. September beweidet werden;

8° Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;

9° Das Vieh, das sich auf der Parzelle befindet, auf der der extensiv benutzte Wiesenstreifen, einschließlich des Streifens, angelegt ist, darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

10° Der extensiv benutzte Wiesenstreifen ist für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Er darf nicht als Weg genutzt werden. Zudem kann auf dieser Streife die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet werden;

11° Ein extensiv benutzter Wiesenstreifen darf nicht Gegenstand von Beihilfen in Anwendung der Methoden 2 oder 8 sein.

12° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt eines extensiv benutzten Wiesenstreifens einem Einflussbereich von 0,3 Ha entspricht.

#### **Methode 4 - Bedeckung des Bodens im Winter vor der Frühjahrskultur**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, in der vorherigen Kultur (Gräser in einem Getreide oder zwischen den Maisreihen) oder so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar gelangen, unter der Bedingung, dass er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar entfernt.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Erzeuger verpflichtet sich, jedes Jahr der Verpflichtung eine Bodenbedeckung im Winter anzulegen, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung angegebenen Fläche entspricht. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Subvention eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Subvention kraft der betroffenen Verpflichtung;

2° die Bedeckung des Bodens im Winter kann wie folgt angelegt werden:

- entweder in einem Getreideanbau (oder Maisanbau) vor seiner Ernte;

- oder vor dem 15. September auf einer Fläche, die Gegenstand einer gepflügten Kultur gewesen ist, die in der Flächenerklärung des Jahres angegeben ist, in dem die Bedeckung unter einer anderen Codennummer als 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 oder 852 gepflanzt wird, wenn diese Kulturcodes Flächen entsprechen, die im Formular der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags unter der Hauptbestimmung X zwecks Benutzung von Rechten auf Brache erklärt werden;

3° Die bezuschussten Flächen müssen in der Flächenerklärung des Empfängers für das Jahr, das auf dasjenige der Pflanzung der Pflanzendecke folgt, angegeben werden. Diese Flächen können jedoch durch einen anderen Erzeuger als den von der agrarökologischen Subvention betroffenen Empfänger in der Flächenerklärung des Jahres, das auf die Pflanzung der besagten Pflanzendecke folgt, angegeben werden, unter der Bedingung, dass die erwähnten Flächen Gegenstand einer Vereinbarung zur Grundstücksnutzung für eine Dauer von weniger als einem Jahr, die durch beide Parteien unterzeichnet ist und die eine Frühjahrskultur oder ein Brachland betrifft. Der Bezugsberechtigte muss über eine Abschrift dieser Vereinbarung verfügen, um diese den Kontrolleuren im Fall einer Ortsbesichtigung vorlegen zu können.

4° die Bedeckung des Bodens im Winter muss nach dem 1. Januar zerstört werden und spätestens am folgenden 31. Mai muss eine Frühjahrskultur oder Brachland folgen;

5° sie darf nicht aus Leguminosen bestehen;

6° In Abweichung von den in Absatz 1 angegebenen Angaben und wenn die vorherige Ernte nach dem 1. September vorgenommen worden ist, kann eine aus Roggen oder Triticum bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, dass sie vor dem 1. November gesät und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird;

7° die Anwendung von stickstoffhaltigem Minereraldünger ist nicht erlaubt;

8° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der die Methode angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen und die Methode wird als auf die gesamte Parzelle angewandt betrachtet; diese Parzelle ist diejenige, die der Erzeuger in seinem entsprechenden Antrag auf Subventionen erklärt hat;

9° keine Beweidung ist erlaubt.

#### **Methode 5 - Extensiver Getreideanbau**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, den extensiven Getreideanbau zu praktizieren, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Erzeuger verpflichtet sich, die Methode auf einer Fläche, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung erwähnten Fläche entspricht, auszuüben, und dies jedes Jahr der Verpflichtung. Diese Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Subvention eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Subvention kraft der betroffenen Verpflichtung;

2° zweizeilige Braugerste oder Roggen anbauen oder auch in benachteiligten Gebieten Dinkel, Mengkorn oder eine Mischung von Getreiden und Leguminosen anbauen (in den Mischungen Getreiden-Leguminosen und bei Mengkorn muss die zweite Art mindestens 20% der Mischung entsprechen);

3° die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der die Methode angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen und die Methode wird als auf die Gesamtheit der Parzelle als angewandt betrachtet; diese Parzelle ist diejenige, die der Erzeuger in seinem entsprechenden Antrag auf Subventionen erklärt hat;

4° der Antrag darf sich nur auf die Kultur beziehen, die im Laufe des betreffenden Kalenderjahres geerntet wird;

5° diese Maßnahme ist nicht mit den Beihilfen für die biologische Landwirtschaft kumulierbar.

#### **Methode 6 - Haltung bedrohter lokaler Rassen**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 120 Euro pro Rind, 200 Euro pro Pferd und 30 Euro pro Schaf gelangen.

Die betroffenen Tiere müssen die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;

2° in dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;

3° für die Pferde und die Rinder wenigstens 2 Jahre und für die Schafe wenigstens 6 Monate alt sein;

4° wenn es sich um Rinder oder Schafe handelt, in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere ("Sanitel") eingetragen sein.

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die ein Zuschuss gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Rinderrassen:

- Blau-Weiss gemischt

Schafassen:

- Belgisches Milchschaaf;

- Maas und Samberschaaf;

- gefleckter Ardenner;

- Roter Ardenner;

- Mergellandschaaf.

Pferderassen:

- Ardenner Zugpferd;

- Belgisches Zugpferd.

Diese Liste kann durch den Minister abgeändert werden, u.a. in Übereinstimmung mit den auf diesem Gebiet anwendbaren europäischen Bestimmungen.

Um in den Genuss der Subvention zu gelangen, muss der Erzeuger für jedes Tier nebst seinem ursprünglichen Antrag Folgendes beibringen:

- für die Rinderrassen eine Abschrift des endgültigen Ausweises, der von der Einrichtung, die das Stammbuch der betroffenen Rinderrasse führt, ausgestellt wird;

- für die Pferde eine Abschrift des Identifizierungsdokuments, das seine Eintragung im Stammbuch sowie seine Zugehörigkeit zu der betroffenen Rasse beweist;

- für die Schafassen eine Abschrift der Geburtsbescheinigung, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, oder eine Zuchtbescheinigung des Tieres, die die Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist, oder irgendwelche Unterlage, die von der Einrichtung, die die Stammbücher führt, ausgestellt wird, und die Zugehörigkeit zu der betroffenen lokalen Rasse beweist; die jährlichen Formulare der Bekämpfungs- oder Geburtserklärung müssen verfügbar sein, um den Kontrollleuten bei einer Ortsbesichtigung vorgelegt zu werden, und müssen für die betroffene Rasse mindestens die Anzahl prämierter Tiere angeben;

#### **Methode 7 - Geringer Tierbesatz**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, einen geringen Tierbesatz aufrechtzuerhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 100 Euro je Hektar Dauerwiese (Codenummer 61 oder 613) gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° der Tierbesatz muss unter 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Weideland (Codenummer 61, 613 oder 62) liegen. Wenn der Tierbesatz unter 0,6 GVE pro Weideland liegt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen begrenzt, die notwendig sind, damit der Tierbesatz 0,6 GVE je Hektar erreicht;

2° der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt;

3° das einzige Ausbringen organischer Stoffe, das auf den Wiesenflächen erlaubt ist, ist dasjenige in Zusammenhang mit den Ausscheidungen der Tiere, die dazu gedient haben, den geringen Tierbesatz zu bestimmen; In Abweichung davon und für die Erzeuger, die keinen Mineraldünger auf diesen Wiesenflächen ausbringen, ist das Ausbringen von anderen Tierdüngern erlaubt, sofern der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, wie er im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgelegt wird, höchstens 0,6 entspricht.

4° Die Methode muss auf der Gesamtheit der Fläche der Parzelle angewandt werden und die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen.

5° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf den Wiesen verboten, mit Ausnahme der lokalen Behandlung unter den elektrischen Zäunen und gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

Der Tierbesatz entspricht dem durchschnittlichen Jahresbesatz des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Diese Besatzdichte wird unter Berücksichtigung folgender Elemente berechnet:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere ("Sanitel"), was die Rinder betrifft;

2° die Anzahl Pferde, die vom Erzeuger in seiner Flächenerklärung des betroffenen Jahres angegeben sind;

3° die Bestandsaufnahme über die Identifizierung und die Eintragung der Schafe und der Ziegen.

Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich dieser Tiere wird unter Benutzung der folgenden Koeffizienten festgelegt:

1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE.

2° Rinder von 0 bis 6 Monaten: 0,4 GVE

3° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE.

4° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE.

5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE

#### **Methode 8 - Biologisch wertvolle Weiden**

Der Erzeuger, der sich verpflichtet, gewisse Parzellen von Dauerwiesen (erklärt unter den Codenummern 61 oder 613) nach dem hierunter stehenden Lastenheft zu bewirtschaften, kann in den Genuss einer jährlichen Subvention von 450 Euro je Hektar gelangen.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

1° eine vorherige Diagnose über den biologischen Wert der Parzelle muss Anlass zu einem vorher durch die Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4) ordnungsgemäß übermittelten gleichlautenden Gutachten geben, das die für die örtliche Lage spezifischen Bestimmungen umfasst;

2° kein Eingriff (Beweidung, Schnitt,...) auf der Parzelle während eines in dem gleichlautenden Gutachten angegebenen Zeitraums, der sich außer in besonderen Fällen vom 1. Januar bis zu einem in diesem Gutachten angegebenen Tag im Juli erstreckt; Ein einziger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden) wird jedoch zwischen dem 1. Januar und dem 15. April geduldet.

3° das nach diesem Datum auf der Parzelle anwesende Vieh darf weder Futter noch Kraftfutter bekommen;

4° keine Zufuhr von Düngemitteln und Bodenverbesserungsmitteln darf stattfinden, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere;

5° die Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln ist verboten, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

6° keine Aussaat oder Übersaat;

7° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt. In diesem Fall werden mindestens 10% der Fläche der Parzelle als nicht gemähte Fluchtstreifen aufrechterhalten. Bei jedem Schnitt muss ein solcher Fluchtstreifen bis zum nächsten Mähen aufrechterhalten werden. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann jedoch bei jedem Schnitt wechseln. Im Fall einer Beweidung nach dem Schnitt innerhalb der im gleichlautenden Gutachten vorgesehenen Frist darf der Fluchtstreifen beweidet werden. Das gleichlautende Gutachten gibt die anderen eventuellen Beweidungsmodalitäten an;

8° Außer bei einer Begründung im Rahmen des gleichlautenden Gutachtens sind die Entwässerungs- und Ausschlämmarbeiten in den Gräben verboten;

9° Die Methode muss auf der Gesamtheit der Fläche der Parzelle angewandt werden und die Mindestfläche jeder Parzelle, auf der diese Maßnahme angewandt wird, muss mindestens 10 Ar entsprechen;

10° diese Maßnahme darf nicht in Verbindung mit der Methode 2 (natürliche Weide) oder der Untermethode 3.b. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

#### **Methode 9 - Bepflanzte Parzellenstreifen**

Die Erzeuger, die die Methode "bepflanzte Parzellenstreifen" anwenden, können in den Genuss einer jährlichen Subvention von 30 Euro pro Abschnitt von 20 Metern Länge gelangen.

Die folgenden allgemeinen Bedingungen müssen in allen Fällen beachtet werden:

1° die bepflanzten Parzellenstreifen werden entweder als Ersatz für eine gepflügte Kultur und auf ihrer gesamten Fläche oder auf einem Teil davon angelegt oder auf einer Fläche aufrechterhalten, die im Rahmen der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 und vom 28. Oktober 2004 oder des vorliegenden Erlasses Gegenstand von agrarökologischen Subventionen war, die für begraste Wendeflächen oder den neu gestaltete Parzellenstreifen gewährt werden, war;

2° die bepflanzten Parzellenstreifen müssen während mindestens fünf Jahren auf der Gesamtheit oder einem Teil einer im Laufe dieses Zeitraums der gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten werden. Was die betroffene, der gepflügten Kultur gewidmete Fläche betrifft, dürfen zwei bepflanzte Parzellenstreifen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch nur dann von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der der gepflanzte Parzellenstreifen angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 3 und 42 Meter breit war;

3° die Standardbreite dieser Streifen beträgt 12 Meter. Die bezuschussbare Breite kann jedoch auf 3 Meter herabgesetzt oder auf bis zu 21 Meter erweitert werden. In allen Fällen wird die Berechnung der Beihilfe nach dem gleichen Grundsatz vorgenommen, d.h. 30 Euro für den Gleichwert eines 20 Meter langen und standardmäßig 12 Meter breiten Abschnitts, wobei die Länge proportional an die tatsächliche Breite angepasst wird (20 x 12 Meter entspricht also 60 x 4 Meter);

4° die Mindestlänge pro Betrieb entspricht 200 Metern pro Abschnitte von mindestens 20 Metern;

5° die besonderen Zielsetzungen eines derartigen Streifens sowie insbesondere die Wahl des Standorts, der Breite, der Zusammensetzung der Bedeckung, der Daten, und der Bewirtschaftungsmodalitäten (Schnitt, Übersaat, Anschaffung von Anhöhen, rasenbildende oder unbedeckte Bodenstreifen, die mechanisch unterhalten werden,...) werden in dem in Artikel 3, § 1 erwähnten gleichlautenden Gutachten, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt, angegeben.

6° die Fläche der gesamten begrasten Wendeflächen und Parzellenstreifen, auf die die Methoden 3 und 9 angewandt werden, darf auf keinen Fall 9% der Fläche der gepflügten Kultur des Betriebs überschreiten, die von der Verwaltung auf der Grundlage der Flächen der gepflügten Kultur, die in der Flächenerklärung und den Beihilfeanträgen des Erzeugers für das betroffene Jahr der Einreichung des betroffenen ursprünglichen Antrags auf agrarökologischen Subventionen angegeben sind, festgelegt wird; wenn ein Teil des Betriebs nach dem biologischen Produktionsverfahren bewirtschaftet wird, darf die Fläche der Gesamtheit der biologischen begrasten Wendeflächen und Parzellenstreifen 9% der im Rahmen der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft bestimmten Fläche der gepflügten Kultur nicht überschreiten.

7° es dürfen keine Düngemittel und Bodenverbesserungsmittel benutzt werden;

8° keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;

9° die betroffenen Parzellen sind für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich. Sie dürfen nicht als Weg oder Durchgang für den Verkehr dienen. Zudem kann auf diesen Streifen die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ernteerträgen nicht gestattet werden;

10° Es wird davon ausgegangen, dass ein 20 Meter langer Abschnitt bepflanzter Parzelle einem Einflusbereich von 0,3 Ha entspricht.

#### **Methode 10 - Agrarökologischer Aktionsplan**

In Abweichung von den Definitionen 1° und 2° von Artikel 1, kann jeder Erzeuger, der eine oder mehrere landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaftet und die Methode "Agrarökologischer Aktionsplan" anwendet, in den Genuss einer nach der folgenden Formel berechneten Beihilfe gelangen:

$$\text{Beihilfe (Euro)} = 20 X - 5 Y + 0.05 Z$$

in der:

$$X = \text{Anzahl Hektare} \leq 40$$

$$Y = \text{Anzahl Hektare} > 40 \text{ und } \leq 200$$

Z = Betrag der Subventionen für die Methoden 1 bis 9, wie sie auf der Grundlage der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags des Erzeugers für das Jahr der Einreichung des ursprünglichen Antrags festgelegt ist

Der Jahresbetrag dieser Beihilfe wird pro Betrieb und pro Jahr auf 3000 Euro begrenzt.

Die folgenden allgemeinen Bedingungen müssen in allen Fällen beachtet werden:

1° vor der Einreichung des ursprünglichen Antrags zusammen mit einem leitenden Beamten einen agrarökologischen Aktionsplan erstellen;

2° diesen Aktionsplan, dem die im Punkt 3° vorgesehenen Aktualisierungen zugefügt werden, im Laufe der fünf Jahre der Verpflichtung durchführen;

3° jedes Jahr ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung den Aktionsplan mit Hilfe eines leitenden Beamten aktualisieren, wobei die Durchführung des Aktionsplans bewertet wird und die eventuellen Hindernisse bei dessen Durchführung ausdrücklich identifiziert werden. Im Falle von wesentlichen Abänderungen im Betrieb ggf. aufgrund neuer Gegebenheiten, die die Durchführung des Plans erleichtern oder verzögern, muss der Erzeuger den leitenden Beamten darüber informieren, damit dieser Plan abgeändert wird;

4° nach Ablauf der fünfjährigen Verpflichtung wird mit Hilfe eines leitenden Beamten ein Bericht erstellt, der die Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Aussichten des Aktionsplans in Anbetracht der ursprünglich festgelegten Ziele darstellt. Eine positive Bewertung des Plans, die auf einer zufriedenstellenden Durchführung der Ziele beruht, bedingt die Verlängerung des Plans an diesem Verfalltag;

5° die Stärken und Schwächen des Betriebs im agrarökologischen Bereich werden unter Berücksichtigung der folgenden, als rein informativ zu verstehenden Elemente und der spezifischen Merkmale des Betriebs überprüft:

- Düngung und Bodenbewirtschaftung (Düngungsbuch, Düngepläne, Kompostierung, Biogasgewinnung, Teilnahme an Tierdungbanken, Bedeckung des Bodens im Winter, Annahme von Ratschlägen für eine wohlüberlegte Düngung (Weizen und andere Kulturen), Analyse des Tierfutters und Berechnung von Rationen, Analyse der tierischen Ausscheidungen, Vorkommen von Kulturen mit stark beschränktem Getreideeintrag, lokalisierte Anwendungen,...), Analyse von Erdproben;

- Pflanzenschutzbehandlung: Ausrüstung des Spritzgerätes (Spülbecken, Kanisterspüler, Abfüllsicherung,...), alternative Unkrautvernichtung, Verfügbarkeit eines "Phytobac", biologische Unkrautbekämpfung, integrierte Unkrautbekämpfung, Biobetrieb, usw.;

- Landschaftspflege und Verschönerung der Umgebung des Bauernhofs: architektonische Eingliederung der verschiedenen Gebäude, Pflege der Umgebung vom Bauernhof, Sichtbarkeit von eventuellen negativen Elementen gegenüber den Anliegern und der Öffentlichkeit im Allgemeinen, Verwendung von Pflanzen für die Gestaltung der Umgebung vom Bauernhof, einheimische Eigenschaft der Pflanzungen,...

- Nutzung von Elementen der biologischen Vielfalt und der Landschaft im Agrargebiet: Bedeutung des ökologischen Netzes im Betrieb, angemessene Bewirtschaftung der Grenzertragswiesen, Anwendung von agrarökologischen Aktionen zur Entwicklung des ökologischen Netzes und der Landschaft sowie zur Erhaltung der Umwelt am Rand der landwirtschaftlichen Parzellen, verhältnismäßige Länge der geschützten Abschnitte von Wasserläufen, verhältnismäßige Menge der Baumgewächse, die Gegenstand von jährlichen Erhaltungsmaßnahmen sind, extensive Bewirtschaftung von natürlichen Lebensräumen für Rechnung von Vereinigungen oder der Region, Schaffung von natürlichen Lebensräumen (Tümpel, Anpflanzungen,...), Aufnahme der kleinen, in landwirtschaftlichen Geländen lebenden Fauna (Schwalben, Schleiereule, Fledermaus,...), Aktionen zur Erhaltung des landwirtschaftlichen Erbes...

- Klärung (Bekämpfung der Gerüche, Aufbereitung des Abwassers,...) und sonstige Umweltaspekte (Problem der Benutzung von Produkten/Abfällen für die Düngung/Bodenverbesserung, Energiepflanzenanbau, Partnerschaft in Umwelt- oder Freizeitprojekten, Bienenzucht, zertifizierte Produktion,...)

Der im ersten Absatz, Punkt 1° erwähnte Aktionsplan umfasst die folgenden Elemente:

1° eine Umweltdiagnose (Bestandsaufnahme) des Betriebs. Diese Diagnose hebt Folgendes hervor:

- die vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt;

- die Stärken und Schwächen hinsichtlich der Anwendung einer guten landwirtschaftlichen Praxis;

- die betriebsspezifischen Stärken und Schwächen in Sachen agrarökologische Bemühungen, nach dem Plan vom ersten Absatz, Punkt 5°) mit einem besonderen Nachdruck auf diejenigen, die in Verbindung mit den vorrangigen, auf Ebene des Gebiets identifizierten Herausforderungen in Sachen Umwelt stehen.

2° kurzfristige (ein Jahr), mittelfristige (fünf Jahre) und langfristige (Aussichten) Ziele, die auf jeden Fall die Schwächen betreffen und die Trümpfe in Verbindung mit den vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt (vorrangige Ziele) aufwerten. Die Umstände, die die Annahme von Zielen verhindern würden, die der einen oder anderen dieser vorrangigen Herausforderungen begegnen können, müssen ausdrücklich identifiziert und angegeben werden.

3° eine Liste von genauen agrarökologischen Aktionen (Annahme einer guten landwirtschaftlichen Praxis, Anwendung von agrarökologischen Maßnahmen oder sonstigen Aktionen, die einen Beitrag zur Lösung der Probleme leisten und die identifizierten Stärken aufwerten können) wird gegenüber den Zielen für die drei erwähnten Fristen aufgestellt. Die Aktionen bezüglich der kurz- und mittelfristigen Ziele werden realistisch und in einem Zeitplan für die Durchführung festgelegt und geplant.

Der Aktionsplan sowie jede seiner Aktualisierung sind Gegenstand eines durch den leitenden Beamten und den betroffenen Erzeuger mitunterzeichneten Berichts.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## Anlage 2

Tabelle der verschiedenen kumulierbaren und vereinbaren Maßnahmen und Untermaßnahmen

A. Kulturen	1. a. Hecken	1. b. Bäume und Büsche	1. c. Tümpel	3. a. Begraste Wendefläche	4 Bedeckung des Bodens	5. Extensiver Getreideanbau	9 Neu gestaltete Parzellenstreifen	11. Biologische Landwirtschaft
1. a. Hecken	S	S	S	C	C	C	C	C
1. b. Bäume und Büsche		S	S	C	C	C	C	C
1. c. Tümpel			S	C	C	C	C	C
3. a. Begraste Wendefläche				S	S	S	X	C
4. 4 Bedeckung des Bodens					S	S	S	C
5. Extensiver Getreideanbau						S	S	x
9 Neu gestaltete Parzellenstreifen							S	C
11. Biologische Landwirtschaft								S
C = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich (Gegenstand und/oder Einschränkungen sind verschieden)								
S = Gegenstandslos (Andere angebaute Pflanze und/oder anderer Zeitraum, oder waagrecht und senkrecht identische Maßnahme).								
X = Kumulierung verboten								

B. Wiesen	1. a. Hecken	1. b. Bäume und Büsche	1. c. Tümpel	2. Natürliche Wiesen	3. b. Wiesenstreifen	7. Geringer Tierbesatz	8 Biologisch wertvolle Weiden	11 Biologische Landwirtschaft
1. a. Hecken	S	S	S	C	C	C	C	C
1. b. Bäume und Büsche		S	S	C	C	C	C	C
1. c. Tümpel			S	C	C	C	C	C
2. Natürliche Wiesen				S	x	C	x	C
3. b. Wiesenstreifen					S	C	x	C
7 Geringer Tierbesatz						S	C	C
8 Biologisch wertvolle Weiden							S	C
Biologische Landwirtschaft								S
C = Ein Kumulieren der Prämien ist möglich (Gegenstand und/oder Einschränkungen sind verschieden)								
S = Gegenstandslos (waagrecht und senkrecht identische Maßnahme)								
X = Kumulierung verboten								

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage 3

Überschrift der Methode oder Untermethode, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses vorgesehen ist	Überschrift der Methode oder Untermethode, die in der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 vorgesehen ist
Methode 1: Erhaltung von Bestandteilen des ökologischen Netzes und der Landschaft - Untermethode 1.a: Hecken und Baumhecken - Untermethode 1.b: alleinstehende Bäume oder Sträucher, hochstämmige Obstbäume und Büsche - Untermethode 1.c: Tümpel	Methode 3: Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume oder Tümpel in den landwirtschaftlichen Flächen
Methode 2: Natürliche Weide	Methode 1: Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung Methode 10: Vorsorgemaßnahmen in Feuchtgebieten
Methode 3: Extensiv genutzte Grassäume - Untermethode 3.a: Begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen	Methode 2: Untermethode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren
Untermethode 3.b: extensiv genutzte Wiesenstreifen	Untermethode 2.c: extensiv genutzte Wiesenstreifen
Methode 4: Bedeckung des Bodens vor der Frühjahrskultur	Methode 8: Bedeckung des Bodens vor der Frühjahrskultur
Methode 5: Extensiver Getreideanbau	Methode 6: Verringerung der Einträge in Getreide
Methode 6: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen - Untermethode 6.a: Haltung von Zugpferden - Untermethode 6.b: Haltung von Rindern - Untermethode 6.c: Haltung von Schafen	Methode 5: Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen
Methode 7: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes	Methode 4: Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes
Methode 8: Biologisch wertvolle Weiden	Methode 1: Durchführung des Spätschnitts oder der späten Beweidung Methode 2 - Untermethode 2.c.: extensiv genutzte Wiesenstreifen Methode 9: Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge Methode 10: Vorsorgemaßnahmen in Feuchtgebieten
Methode 9: Bepflanzte Parzellenstreifen	Methode 2: - Untermethode 2.a: Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren - Untermethode 2.b: Extensiv genutzte Wendefläche
Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan	Jede Methode vorbehaltlich des gleichlautenden Gutachtens der Abteilung Verwaltung des ländlichen Raums (IG4)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1993

[2008/202125]

**24 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 806/2003 van de Commissie van 14 april 2003;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de voorwaardelijkheid, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de voorwaardelijkheid in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91;

Gelet op Beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandsontwikkeling van Wallonië (België) voor de programmatieperiode 2007-2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende steun aan de biologische landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 augustus 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de voorwaardelijkheid bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit houdende toepassing van de voorwaardelijkheid voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid van 6 april 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 februari 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2008;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat maatregelen betreffende het programma voor een milieuvriendelijke landbouw onverwijld moeten worden genomen om de Waalse wetgeving aan te passen in het kader van de nieuwe programmatieperiode 2007-2013;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° producent : de landbouwexploitant, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beiden, die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening een landbouwbedrijf beheert, ongeacht de speculaties;

2° bedrijf : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied, op autonome wijze beheerd door één producent;

3° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, opslaginfrastructuren, meststoffen, gekweekte dieren en gronden die voor de producent nodig zijn om één of meerdere landbouw-, tuinbouw- of veehouderijspeculaties te bedrijven voor zijn exclusief gebruik;

4° aanvraag om areaalsteun : de jaarlijkse aanvraag uit hoofde van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en punt b), iii), van Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of, vanaf het kalenderjaar 2005, de jaarlijkse aanvraag om rechtstreekse betalingen bedoeld in artikel 22, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van

29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

5° oppervlakteaangifte : aangifte van de producent waarin alle landbouwpercelen die hij beheert alsook de oppervlakte ervan vermeld staan, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 6, § 1, van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de voorwaardelijkheid, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

6° oppervlakteaangifte en steunaanvraag : het door de administratie opgemaakt formulier, waarin de volgende gegevens voorkomen : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen, alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming);

7° akkerbouwteelt : teelt waarvan het areaal aangegeven is in de oppervlakteaangifte met uitzondering van de volgende teelten : blijvende hooilanden (teeltcodes 61 en 613), niet-voedingsteelten van bijlage 5bis (teeltcode 882), bosbouwgewassen met korte rotatie (teeltcode 883), miscanthus (teeltcode 884), bebossing van landbouwgrond (teeltcode 891), niet-landbouwgrond in bosbedekking (teeltcode 893), schaalvruchten (teeltcodes 9201, 9202), groenteteelt onder glas (teeltcode 952), kwekerijen van fruit- of sierplanten (teeltcode 9520), kerstbomen (teeltcode 962), kwekerijen van bosplanten (teeltcode 9560), meerjarige fruitteelten (teeltcode 971);

8° waterloop : water in beweging dat gewoonlijk continu en in een vaste, natuurlijke of kunstmatige bedding loopt. Als de vaste bedding kunstmatig is, moet ze rechtstreeks verbonden zijn met het natuurlijke hydrografische net;

9° probleemgebieden : benadeelde gebieden zoals bepaald in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de Landbouw;

10° Sanitel : geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren;

11° Minister : de Minister van Landbouw;

12° administratie : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

13° bevoegde buitendienst : de Directie van de buitendienst van de administratie die de aanvraag om areaalsteun van de betrokken producent behandelt. Als de grond in het Waalse Gewest ligt terwijl de producent er zijn correspondentieadres niet heeft, wordt het betrokken dossier beheerd door de buitendienst met het adres van de productie-eenheid die in aanmerking komt in het Waalse Gewest of, eventueel, door de buitendienst aangewezen door de administratie. Bij gebrek aan productie-eenheid in het Waalse Gewest of aan landbouwgebouw op de grond die door die producent in het Waalse Gewest geëxploiteerd wordt, is de bevoegde buitendienst die van het ambtsgebied van de gemeente waar het grootste gedeelte van bedoelde grond gelegen is;

14° voorwaardelijkheid : dwingende eisen zoals vermeld in artikel 19 van Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de voorwaardelijkheid in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>. § 1.** De uitvoering van één of meerdere van de volgende productiemethoden of -submethoden kan in aanmerking komen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw :

1° Methode 1 : elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap.

Submethode 1.a : 76

Submethode 1.c : poelen;

2° Methode 2 : natuurlijke weide;

3° Methode 3 : extensieve groenstroken;

Submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden;

Submethode 3.b : extensieve graslandstrook;

4° Methode 4 : grondbedekking tijdens de tussenteelt;

5° Methode 5 : extensieve graanteelten;

6° Methode 6 : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras;

Submethode 6.1 : fokken van trekpaarden;

Submethode 6.2 : fokken van runderen;

Submethode 6.3 : fokken van schapen;

7° Methode 7 : handhaving van een lage veebezetting;

8° Methode 8 : weide met een hoge biologische waarde;

9° Methode 9 : ingerichte perceelstrook;

10° Methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw;

Hiernavermelde methoden betreffen twee soorten acties :

1° de algemene acties, namelijk methoden 1 tot 7;

2° gerichte acties, namelijk methoden 8 tot 10.

§ 2. De na te leven voorwaarden voor elke methode alsook de desbetreffende toelagen staan vermeld in bijlage 1. Die methoden mogen enkel betrekking hebben op elementen uit het bedrijf van de betrokken producent (percelen, landschapselementen, dieren, enz.).

§ 3. indien de producent tijdens de periode waarop de verbintenis betrekking heeft, bijkomende milieuvriendelijke elementen wenst te gebruiken, veroorzaken die elementen voor elke submethode van methode 1 bedoeld in § 1 een verhoging van de toelage enkel als de geplande wijziging een verhoging van meer dan 10 % van de toelagen betreffende de lopende verbintenis met zich meebrengt. In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de

producent aangevuld met de bijkomende lengten of elementen voor de nog te lopen verbintenisperiode. Als de bijkomende milieuvriendelijke elementen een verhoging van meer dan 50 % van de aanvankelijke verbintenis vertegenwoordigen, wordt die laatste vervangen door een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor het geheel van de elementen betreffende de betrokken submethode.

indien tijdens de verbintenisperiode de producent de gebruikte oppervlakte verhoogt, veroorzaakt die bijkomende oppervlakte, wat betreft methode 7 bedoeld in § 1, een verhoging van de toelage enkel als zij een verhoging van meer dan 10 % van de al gebruikte oppervlakte met zich meebrengt. In dit geval wordt de aanvankelijke verbintenis van de producent aangevuld met de bijkomende oppervlakten voor de nog te lopen verbintenisperiode. Als de bijkomende oppervlakten een verhoging van meer dan 50 % van de aanvankelijke verbintenis vertegenwoordigen, wordt die laatste vervangen door een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor het geheel van de oppervlakte betreffende die methode.

Behalve voor methoden 1, 7 en 10 bedoeld in § 1 kan eenzelfde methode of submethode het voorwerp uitmaken van uitgestelde aanvankelijke aanvragen voorzover elke daarvan betrekking heeft op andere percelen dan die welke het voorwerp zijn van een nog lopende vroegere verbintenis en alle overeenstemmende voorwaarden omschreven in bijlage 1 in acht worden genomen voor elke aanvankelijke aanvraag.

§ 4. Op eenzelfde perceel kunnen bepaalde methoden tegelijk worden gebruikt volgens de in bijlage 2 opgenomen tabel.

§ 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister beslissen over de schorsing van de uitvoering van één of meerdere voornoemde methoden of submethoden.

§ 6. De Minister kan de lijst wijzigen van de teeltantecedenten die toegestaan waren voor de aanleg van de grondbedekking tijdens de tussenteelt, waarvan sprake in methode 4 van bijlage 1.

**Art. 3.** § 1. De producent kan een eensluidend advies vereisen dat betrekking heeft op de relevantie van de toepassing van één of meerdere methoden of submethoden in verhouding tot de milieutoestand van het betrokken perceel en/of van het bedrijf.

Dat advies wordt uitgebracht door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) op grond van objectieve criteria die zij vaststelt en die overeenstemmen met een erkende milieuverantwoording.

In voorkomend geval wordt de aanvankelijke subsidieaanvraag die ingediend wordt door de producent voor de betrokken methode indien het eensluidend advies aangevraagd voor de methoden 1 tot 5 bedoeld in artikel 2 niet wordt verkregen, van ambtswege beschouwd als een aanvankelijke aanvraag voor die methode zonder eensluidend advies.

Dat advies moet worden gevoegd bij de aanvankelijke toelageaanvraag en geldt, eens toegekend, voor de hele duur van de verbintenis. In het kader van de gerichte acties (methoden 8 tot 10) kan het aangepast worden op basis van een velddiagnose, overeenkomstig artikel 27, punt 12 van Verordening 1974/2006.

§ 2. Voor de in artikel 2 bedoelde methoden 1 tot 3 worden de overeenstemmende toelagen verhoogd met 20 % bij de toekenning van het in § 1 bedoelde eensluidend advies.

§ 3. De in artikel 2 bedoelde methoden 8 tot 10 worden enkel toegepast mits het in § 1 bedoelde eensluidend advies.

#### HOOFDSTUK II. — Algemene voorwaarden en indiening van aanvragen

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw, moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de producent moet geïdentificeerd zijn bij de administratie in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

2° zijn bedrijfszetel moet gelegen zijn op het Belgische grondgebied;

3° hij moet in het Waalse Gewest beschikken over gronden waarvoor hij genoemde toelagen aanvraagt. Voor de berekening van de veebezetting kunnen sommige percelen gelegen buiten het Waalse Gewest evenwel in overweging worden genomen overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de voorwaardelijkheid, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003, waarbij wordt bepaald dat indien een voederoppervlakte gelegen is in een andere lidstaat dan de lidstaat waar de bedrijfszetel van de landbouwer die hem uitbaat, gelegen is, die oppervlakte op aanvraag van de landbouwer beschouwd wordt als deel uitmakend van het bedrijf van die landbouwer op voorwaarde dat het perceel gelegen is in de onmiddellijke nabijheid van het bedrijf en dat het overgrote deel van de landbouwoppervlakten die die landbouwer gebruikt gelegen is in de lidstaat waarin zijn activiteit hoofdzakelijk gelegen is;

4° met uitzondering van de aanvankelijke aanvraag betreffende de in artikel 2 bedoelde methode 10, moet hij, door middel van zijn formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag, een aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen die behoorlijk ingevuld moet worden volgens de aanwijzingen die het bestuur jaarlijks vastlegt in de toelichtingsnota van dit formulier. In voorkomend geval moet de aanvankelijke aanvraag vergezeld worden van alle bewijsstukken die door het bestuur in de toelichtingsnota van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag worden bepaald;

5° wat betreft de aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw betreffende de in artikel 2 bedoelde methode 10, moet hij bij de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) een aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen volgens de door de IG4 vastgestelde modaliteiten. Die aanvankelijke aanvraag moet ingediend worden binnen de termijn die toegewezen wordt voor de indiening van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag

6° met uitzondering van de jaarlijkse aanvraag betreffende de in artikel 2 bedoelde methode 10, moet de producent, vanaf het tweede jaar van de verbintenis en door middel van zijn formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag, elk jaar een jaarlijkse aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw indienen die behoorlijk ingevuld moet worden volgens de aanwijzingen die het bestuur jaarlijks vastlegt in de toelichtingsnota van dit formulier;

7° wat betreft de jaarlijkse aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw betreffende de in artikel 2 bedoelde methode 10, moet de producent de betrokken jaarlijkse aanvraag indienen door middel van het formulier dat daartoe is vastgesteld door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte volgens de modaliteiten die zij heeft vastgesteld;

8° de producent moet zich ertoe verbinden, voor de percelen of milieuvriendelijke elementen waarvoor hij de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw aanvraagt en voor een ononderbroken periode van vijf jaar, om één of meerdere van de in artikel 2 bedoelde methoden 1 tot 3 en 6 tot 10 of in voorkomend geval overeenstemmende

submethoden bedoeld in artikel 2 uit te voeren, en onder de voorwaarden bedoeld in bijlage 1. Wat betreft de in artikel 2 bedoelde methoden 4 en 5, moet de producent zich ertoe verbinden elk jaar tijdens de vijf jaar van zijn verbintenis de betrokken methode toe te passen op een oppervlakte die ten minste gelijk is aan die welke staat vermeld in zijn aanvankelijke verbintenis;

9° de producent moet zich onderwerpen aan de controles ter plaatse;

**Art. 5.** Enkel de percelen gelegen op het geografisch grondgebied van het Waalse Gewest komen in aanmerking voor de toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw voorzien bij dit besluit.

Voor de in artikel 2 bedoelde methoden 1 tot 3 en 7 tot 9 kunnen de percelen, waarvoor de producent zich heeft verbonden, in de loop van de verbintenis niet worden ingewisseld.

**Art. 6. § 1.** Elke aanvankelijke aanvraag moet worden ingediend binnen de gestelde termijn voor de indiening van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag, met inbegrip van de eventuele bewijsstukken bepaald door het bestuur in de toelichtingsnota van dit formulier. Als de aanvankelijke aanvraag wordt ingediend met meer dan vijftientig kalenderdagen vertraging ten opzichte van de einddatum, is de aanvankelijke aanvraag onontvankelijk.

Het bewijs van de indiening van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag bij de bevoegde buitendienst geldt ook als bewijs van de indiening van de aanvankelijke aanvraag die de producent in dit formulier, in voorkomend geval, heeft ingevuld.

Na indiening ervan kan een ontvankelijke aanvankelijke aanvraag gewijzigd worden volgens de jaarlijks door het bestuur bepaalde regels voor de wijziging van het formulier van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag en zoals nader omschreven in de korte uiteenzetting bij dit formulier.

De aanvankelijke aanvraag vormt de verbintenis van de producent om alle voorwaarden na te leven betreffende de toepassing van alle aanvaarde methoden en submethoden zoals bedoeld in bijlage 1, te rekenen van 1 april van het jaar van de aanvankelijke aanvraag.

Elke methode of submethode waarmee de producent instemt in zijn aanvankelijke aanvraag, vormt een aparte verbintenis.

§ 2. De bevoegde buitendienst onderzoekt of elke aanvankelijke aanvraag die ingediend wordt binnen de in § 1 bedoelde termijn, volledig en conform is.

Indien de aanvraag niet volledig is, richt de bevoegde buitendienst een schrijven aan de producent om de ontbrekende stukken op te vragen. Die stukken moeten binnen een termijn van vijftien kalenderdagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van dit schrijven aan de bevoegde buitendienst worden overgedragen. Indien de ontbrekende stukken binnen die termijn niet worden overgedragen, is de aanvankelijke aanvraag onontvankelijk.

§ 3. Enkel bij gedeeltelijke of gehele weigering ervan zendt de directeur van de bevoegde buitendienst per aangetekend schrijven een uitdrukkelijke kennisgeving aan de producent over de gedeeltelijke of gehele weigering van zijn aanvankelijke aanvraag.

Bij betwisting kan de producent een beroep indienen voorzover hij er de verantwoordingsstukken bij voegt. Dat beroep wordt per aangetekend schrijven ingediend bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Ministerie van het Waalse Gewest, chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen, binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de kennisgeving van de weigering. Een beroep dat ingediend wordt bij een andere middel, buiten die termijn of zonder bewijsstuk, houdt de nietigheid van het beroep in.

In geval van indiening van een beroep moet de producent de milieuvriendelijke methoden of submethoden waarmee hij ingestemd heeft, blijven toepassen tot de definitieve beslissing van het bestuur.

Het bestuur meldt ontvangst van elk beroep binnen een termijn van vijftien kalenderdagen te rekenen van de ontvangst ervan. Die ontvangstmelding maakt in voorkomend geval gewag van de nietigheid van dat beroep, wat de bevestiging inhoudt van de aanvankelijke weigering.

Wanneer het beroep in aanmerking kan worden genomen, deelt het bestuur haar definitieve beslissing schriftelijk mee aan de producent binnen drie maanden na de indiening daarvan.

Wanneer de definitieve beslissing van het bestuur de aanvankelijke weigering geheel of gedeeltelijk bevestigt of in geval van notificatie van nietigheid van het beroep via het bewijs van ontvangst bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf :

- mag de producent geen aanspraak maken op toelagen voor de periode tussen 1 april van het jaar van indiening van de aanvankelijke aanvraag en de datum van de definitieve weigering wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft;

- is de producent niet meer verplicht de verbintenissen na te leven die aangegaan zijn in zijn aanvankelijke aanvraag wat betreft de verbintenis of het gedeelte daarvan waarop de weigering betrekking heeft.

#### HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen, overdrachten en overmacht*

**Art. 7. § 1.** Wanneer de producent het geheel of een gedeelte van zijn bedrijf overdraagt aan een andere producent tijdens de verbintenisperiode, kan laatstgenoemde een nieuwe verbintenis van vijf jaar sluiten die tenminste die percelen, oppervlakten of dieren omvat, dit voor zover dezelfde milieuvriendelijke methoden worden toegepast op de betrokken percelen, oppervlakten en dieren en de overnemer in aanmerking komt voor de toelagen. Die nieuwe verbintenis moet door de overnemer worden ingediend overeenkomstig de regels bepaald in dit besluit voor elke nieuwe verbintenis.

De verbintenisoverdracht moet overeenstemmen met de bedrijfsoverdracht van de betrokken percelen, oppervlakten of dieren en moet schriftelijk aan het bestuur worden meegedeeld binnen de dertig kalenderdagen door middel van het daartoe bestemd formulier.

§ 2. In geval van verbintenisoverdracht zoals bedoeld in § 1 moet de overnemer de nieuwe overdracht die hij heeft gesloten, voortzetten tot de voltooiing ervan. Zoniet moet hij, behalve bij overmacht, alle toelagen terugbetalen die gestort zijn in hoofde van de lopende verbintenis alsook de betrokken toelagen die aan de overdrager gestort zijn sinds het begin van de door laatstgenoemde genomen verbintenis.

De overdragende producent moet alle toelagen terugbetalen die ontvangen zijn sinds het begin van de verbintenis voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden in de volgende gevallen :

- de overdragende producent vervult de verplichtingen verbonden met zijn verbintenis niet meer;
- in geval van overdracht zoals bedoeld in § 1 wordt geen nieuwe verbintenis aangegaan door de overnemer overeenkomstig § 1, eerste lid;
- de overdrachtsaanvraag zoals bedoeld in § 1 is niet meegedeeld aan het bestuur binnen de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde termijn.

Wanneer, voor een gegeven methode of submethode, de vereiste minimumdrempels voor het in aanmerking komen, zoals bedoeld in bijlage 1, niet kunnen worden bereikt met de na de overdracht overblijvende percelen of elementen, moet de producent alle toelagen terugbetalen die ontvangen zijn sinds het begin van de verbintenis voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden.

Wat betreft de toekenning van de toelagen voor de jaarlijkse schijf gedurende dewelke de overdracht plaatsvindt, ontvangt de overdrager overeenstemmende toelagen voor zover alle voorwaarden om in aanmerking te komen door de overdrager worden nageleefd of door de overdrager en de overnemer indien de overdracht op een datum voorafgaande aan die van de betrokken jaarlijkse vervaldatum plaatsvindt.

§ 3. Overeenkomstig artikel 27 van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO), worden de in het derde lid bedoelde omzettingen toegestaan voorzover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

- de omzettingsaanvraag moet worden ingediend binnen de termijn en volgens de modaliteiten die vastgesteld zijn door het bestuur;
- er moet worden voldaan aan alle voorwaarden voor het in aanmerking komen van de nieuwe methode of submethode zoals bepaald in bijlage 1;
- de nieuwe verbintenis biedt belangrijke voordelen op het vlak van leefmilieu en versterkt aanzienlijk de voorafgaande verbintenis;
- het eensluidend advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) waarvan sprake in artikel 3 moet, in voorkomend geval, worden gevoegd bij de omzettingsaanvraag;
- de omzettingsaanvraag moet worden aanvaard door het bestuur.

In geval van aanvaarding wordt een nieuwe verbintenis van vijf jaar voor de nieuwe methode of submethode aangegaan vanaf 1 april van het jaar van de omzettingsaanvraag.

De in het eerste lid bedoelde omzettingen zijn de volgende :

1° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1°, onder de punten 1° tot 9°, in een verbintenis voor de methode bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 10°, of de vervanging van een verbintenis voor de methode bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 10 door een nieuwe versterkte verbintenis voor dezelfde methode;

2° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, onder de punten 1° tot 3° in een verbintenis voor de overeenstemmende methoden bedoeld in artikel 2, § 1, onder de punten 1° tot 3° met eensluidend advies zoals bedoeld in artikel 3;

3° de omzetting van een verbintenis betreffende methode 2 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 2° in een verbintenis voor methode 8 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 8°;

4° de omzetting van een verbintenis betreffende submethode 3.a bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 3° in een verbintenis voor methode 9 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 9°.

§ 4. Volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 44 van Verordening (EG) nr. 1974/2006, wordt de in artikel 2 bedoelde terugbetaling niet vereist in de volgende gevallen :

- wanneer, in geval van definitieve stopzetting van de landbouwactiviteiten van een producent die minstens 3 jaar van zijn verbintenis al heeft uitgevoerd, de in § 1 bedoelde overname van die verbintenis niet mogelijk is. In dit geval is de producent ertoe gehouden het bestuur op de hoogte te brengen van die stopzetting van de landbouwactiviteiten en de bewijzen ervan te leveren ten genoegen van het bestuur;

- bij overmacht.

Onverminderd bepaalde individuele omstandigheden worden de volgende gevallen beschouwd als overmacht :

- 1° het overlijden van de producent;
- 2° de langdurige beroepsonekwaamheid van de producent;
- 3° de onteigening van een belangrijk deel van het bedrijf indien die onteigening niet kon worden voorzien op de dag van het aangaan van de verbintenis;
- 4° een ernstige natuurramp die de landbouwoppervlakte van het bedrijf permanent aantast;
- 5° de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;
- 6° een epizoötie die het geheel of een gedeelte van de veestapel van de producent aantast.

De in 5° en 6° bedoelde gevallen worden alleen in aanmerking genomen in verhouding tot de in artikel 2 bedoelde methoden 6 en 7.

§ 5. Wanneer de producent of zijn rechthebbenden een beroep doen op overmacht, moet deze schriftelijk genotificeerd worden aan het bestuur binnen een termijn van tien werkdagen vanaf het ogenblik waarop ze in staat zijn dat te doen.

§ 6. De producent die zijn verbintenissen niet meer kan naleven doordat zijn bedrijf het voorwerp uitmaakt van een ruilverkaveling of andere gelijkwaardige openbare grondinrichtingen, moet het schriftelijk notificeren aan het bestuur voor de datum van inbezitneming en moet zijn aanvankelijke verbintenissen aanpassen aan de nieuwe toestand, dit in overleg met het bestuur en volgens zijn instructies. Indien een dergelijke aanpassing onmogelijk is, eindigt de verbintenis en wordt geen terugbetaling vereist voor de effectieve verbintenisperiode.

Wanneer werken van algemeen belang moeten worden uitgevoerd op een perceel waarvoor toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw voor een beperkte duur worden toegekend, blijven de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw voor de oppervlakte, lengten of aantal betrokken elementen aan de producent beschuldigd, voor zover hij het bestuur in kennis daarvan heeft gesteld door middel van het daartoe bestemd formulier.

§ 7. In het kader van de toepassing van de in artikel 2 bedoelde methoden of submethoden 1 tot 3 en 6 tot 10, moet de producent die de oppervlakte, de lengte of het aantal elementen van een bepaalde verbintenis vermindert voor beëindiging ervan onverminderd de voorwaarden vastgelegd in de paragrafen 1 tot 6 van dit artikel, de onterecht geïnde subsidies terugbetalen sinds het begin van die verbintenis voor de percelen, de oppervlakten of andere elementen die bij de vermindering van de verbintenis betrokken zijn. Dit geldt eveneens indien na afloop van de administratieve controles of controles ter plaatse het bestuur een vermindering van de verbintenis vaststelt zonder dat de producent er kennis van gegeven heeft.

HOOFDSTUK IV. — *Betalingen*

**Art. 8.** § 1. De subsidies voor een milieuvriendelijke landbouw worden in vijf jaarlijkse schijven uitbetaald.

De ingediende aanvragen die recht geven op de subsidie worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

Elke jaarlijkse schijf wordt toegekend aan de producent die de overeenstemmende jaarlijkse aanvraag om toelagen heeft ingediend voor zover alle voorwaarden om in aanmerking te komen worden nageleefd. De periode die onder een jaarlijkse schijf valt vangt aan op 1 april van het jaar waarop hij betrekking heeft en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar. De bij de verbintenis betrokken percelen, vermeld in de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag van de producent en waarvoor alle in de bijgevoegde toelichtingsnota vermelde verbintenissen betreffende de oppervlakteaangifte worden nageleefd, worden beschouwd als in aanmerking komend met uitzondering van de percelen betrokken bij de afwijkingen bedoeld in bijlage 1 voor submethode 3.a en methoden 4 en 9 bedoeld in artikel 2.

Voor de in artikel 2 bedoelde methoden 1 tot 9 :

1° wordt behoudens behoorlijk verantwoord geval elke jaarlijkse schijf uitbetaald binnen vijf maanden na het einde van de verbintenisperiode waarop ze betrekking heeft;

2° wordt de eerste jaarlijkse schijf vastgesteld door het bestuur op grond van de gegevens die staan vermeld in de aanvankelijke aanvraag en van de administratieve controles of controles ter plaatse uitgevoerd tijdens het eerste verbintenisjaar. Wanneer een aanvankelijke aanvraag laattijdig is ingediend, worden de subsidies waarop de producent recht heeft voor de verbintenissen die hij via die aanvraag aanging voor de eerste jaarlijkse schijf van betaling verminderd met 1 % per werkdag vertraging ten opzichte van de voor de indiening van het formulier voor de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag vastgestelde einddatum;

3° de vier volgende jaarlijkse schijven worden bepaald op grond van een jaarlijkse subsidieaanvraag. Het formulier voor de jaarlijkse aanvraag wordt door het bestuur naar de producent gestuurd. De producent moet dat formulier terugsturen overeenkomstig de aanwijzingen van het bestuur. De berekening van de subsidies is gegrond op de gegevens vermeld door de producent in die jaarlijkse aanvraag en op de administratieve of ter plaatse uitgevoerde controles;

4° wordt de jaarlijkse aanvraag laattijdig ingediend, dan leidt dat tot een vermindering van het bedrag van de subsidie met 1 % per werkdag vertraging tegenover de einddatum die het bestuur heeft bepaald. Elke jaarlijkse aanvraag tot betaling van de subsidies ingediend met meer dan vijftientig dagen vertraging is onontvankelijk. In dat geval is het recht op de subsidie voor het betrokken jaar verloren zonder dat de producent van zijn verbintenissen ontheven wordt voor de nog lopende verbintenisperiode;

5° voor elk verbintenisjaar wordt een notificatie van de berekening van de toegekende toelagen gestuurd aan de producent;

6° de producent kan een beroep indienen tegen die berekening bij de heer Inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest op het adres vermeld in artikel 6, § 3. Om ontvankelijk te zijn moet het schriftelijke beroep gestuurd worden bij aangetekende brief binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de notificatie van genoemde berekening door het bestuur en vergezeld zijn van bewijsstukken. Elk beroep dat in een andere vorm, buiten de bepaalde termijn of zonder verantwoordingsstuk wordt ingediend, houdt de nietigheid van het beroep in.

Voor de in artikel 2, bedoelde methode 10 :

1° wordt elke jaarlijkse schijf uitbetaald na de jaarlijkse bijwerking van het actieplan, onder voorbehoud van de voortzetting van alle bijbehorende methoden of submethoden;

2° wordt voor elk verbintenisjaar een notificatie van de berekening van de toegekende toelagen gestuurd aan de producent;

§ 2. De producent kan een beroep indienen tegen de berekening van de toelagen bij de Inspecteur-generaal van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte van het Ministerie van het Waalse Gewest, chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen. Om ontvankelijk te zijn moet het schriftelijke beroep gestuurd worden bij aangetekende brief binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de notificatie van genoemde berekening en vergezeld zijn van bewijsstukken. Elk beroep dat in een andere vorm, buiten de bepaalde termijn of zonder verantwoordingsstuk wordt ingediend, houdt de nietigheid van het beroep in.

HOOFDSTUK V. — *Controles, straf, stopzettingen van werkzaamheid*

**Art. 9.** § 1. Elk jaar wordt een controle uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1974/2006 en van Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van procedures voor de controle en de voorwaardelijkheid in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling.

Na afloop van de administratieve controles of controles ter plaatse uitgevoerd door het bestuur, in voorkomend geval door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) en door de gemachtigde instellingen wat betreft de controle van de voorwaardelijkheid, is de regeling inzake verminderingen en uitsluitingen bepaald in Verordening (EG) nr. 1975/2006 van toepassing in de berekening van de toekenning van de toelagen.

De Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) controleert de relevantie van de adviezen waarvan sprake in artikel 3 en voert de administratieve controles of controles ter plaatse uit in verband met de in artikel 2 bedoelde methode 10.

§ 2. Onverminderd de toepassingsmodaliteiten van Verordening (EG) nr. 1975/2006, wat betreft methoden 2, 4, 5, 7 en 8 bedoeld in artikel 2, wordt de toelage berekend naar rata van de in aanmerking komende oppervlakte wanneer na toepassing van de verminderingen en schorsingen de oppervlakte die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de toelage, lager is dan de vereiste minimumoppervlakte zoals bepaald in bijlage 1.

§ 3. Voor elke submethode betreffende methoden 1, 3 en 9 bedoeld in artikel 2 wordt de toelage berekend naar rata van de in aanmerking komende lengte of van het aantal elementen die in aanmerking worden genomen, wanneer na toepassing van de verminderingen en schorsingen de totale lengte of het aantal elementen dat in acht wordt genomen voor de berekening van de toelagen, lager is dan de totale lengte of het minimumaantal elementen die in aanmerking komen.

§ 4. De in §§ 1 tot 3 bedoelde verminderingen en schorsingen worden niet toegepast indien wat betreft de oppervlakteaangifte, van de totale lengte of van het aantal aangevraagde elementen, de producent aantoont dat hij zich heeft gebaseerd op gegevens die door het bestuur beschouwd worden als bewijs.

§ 5. Wanneer voor een gegeven methode of submethode, met uitzondering van methode 6 bedoeld in artikel 2, de oppervlakte, de totale lengte of het aantal elementen vastgesteld na administratieve controles of controles ter plaatse lager zijn dan de in aanmerking komende minima zoals bepaald in bijlage 1, wordt de overeenstemmende toelage voor het betrokken jaar niet toegekend en moeten de toelagen ontvangen sinds het begin van de verbintenis voor genoemde methode of submethode worden terugbetaald.

De verbintenis van de producent voor die methode of submethode eindigt vanaf de notificatie van de onregelmatigheid.

§ 6. Wat betreft methode 7 bedoeld in artikel 2, is de toelage niet verschuldigd voor het betrokken jaar wanneer vastgesteld wordt dat de door het bestuur vastgelegde veebezetting hoger is dan 1,4 grofvee-eenheden (GVE).

Wanneer de veebezetting de toegestane maximale bezetting met meer dan 20 % overschrijdt, wordt geen steun toegestaan en moeten de uitbetaalde toelagen worden terugbetaald.

§ 7. Wanneer voor een gegeven methode of submethode bijlage 1 voorziet in de naleving van bepaalde datums of andere voorwaarden dan die betreffende de vereiste minimum oppervlakten, lengte of aantal, brengt de niet-naleving van die datums of andere voorwaarden de volgende uitsluiting met zich mee : de oppervlakten, lengte of aantal waarop de onregelmatigheid slaat, worden niet in aanmerking genomen in de oppervlakte, lengte of aantal vastgesteld vóór de berekening van de toelage.

De daaruit voortvloeiende verminderingen en schorsingen worden toegepast overeenkomstig §§ 1, 2, 3 en 5 hierboven. Hetzelfde beginsel geldt wanneer, tijdens een gegeven jaarlijkse schijf, voor een gegeven methode of submethode, de niet-naleving van een vereiste betreffende de voorwaardelijkheid zoals omschreven in artikel 19, punt 1 van Verordening (EG) nr. 1975/2006 wordt vastgesteld en die vereiste wordt beschouwd als een voorwaarde om in aanmerking te komen voor de betrokken methode of submethode.

§ 8. Wanneer de producent niet meer actief is zonder kennisgeving aan het bestuur vóór elke controle, eindigt de aangegane verbintenis van ambtswege en moeten de sinds het begin van de verbintenis ontvangen toelagen worden terugbetaald.

Deze maatregel is niet toepasselijk in de volgende gevallen en mits hij het bestuur in kennis daarvan heeft gesteld vóór elke controle :

- in geval van overdracht van de overeenstemmende verbintenissen naar één of meerdere producenten die de verbintenis van de overdrager volledig overnemen en die overeenkomstig artikel 7 nieuwe verbintenissen sluiten;
- als de producent die minstens drie jaar van zijn verbintenis al heeft voltooid, al zijn landbouwactiviteiten definitief stopzet terwijl de overname van zijn verbintenis door een andere producent onuitvoerbaar is. In dit geval is de producent ertoe gehouden het bestuur op de hoogte te brengen van die stopzetting van de landbouwactiviteiten en de bewijzen ervan te leveren ten genoegen van het bestuur.

§ 9. wanneer een eensluidend advies zoals bedoeld in artikel 8 ingetrokken wordt als gevolg van een controle tijdens de verbintenis over de bijzondere voorwaarden die de basis vormen van genoemd advies, verliest de producent wat betreft alle percelen, methoden of submethoden waarvoor een eensluidend advies bedoeld in artikel 3 gegeven werd, het recht voor de betrokken methode of submethode, zowel voor het lopende jaar als voor het saldo van de resterende jaren :

§ 10. 20 % bedoeld in artikel 3, § 1, indien het gaat om de toepassing van één van de methoden of submethoden 1 tot 3 bedoeld in artikel 2;

- hetzij op de toelage indien het gaat om de toepassing van één van de methoden 8 tot 10 bedoeld in artikel 2.

Daarnaast worden bij behoorlijk verantwoorde overmacht die in het eerste lid bedoelde verhogingen of verminderingen die sinds het begin van de verbintenis ontvangen zijn, terugbetaald voor alle betrokken percelen, methoden of submethoden. Bij overmacht mogen de door de producent ingeroepen omstandigheden enkel in aanmerking worden genomen in verhouding tot de bijzondere voorwaarden die de basis vormen van het eensluidend advies.

§ 11. De uitbetaalde toelagen moeten worden terugbetaald indien, tijdens de periode van zijn verbintenis, een proces-verbaal wordt opgemaakt door de bevoegde overheid tegen de producent wegens niet-naleving van de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud.

**Art. 10.** Onverminderd de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, is artikel 73 van Verordening (EG) nr. 796/2004 van toepassing in geval van ten onrechte uitgevoerde betaling.

**Art. 11.** De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te vervullen en de beslissingen te nemen betreffende de administratieve boeten.

#### HOOFDSTUK VI. — *Machtigingen en afwijkingen*

**Art. 12.** § 1. In geval van buitengewone omstandigheden neemt de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of bij afwezigheid of verhindering diens plaatsvervanger, de noodzakelijke afwijkende bepalingen.

§ 2. De Inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger :

- wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven voor de in artikel 2 bedoeld methoden 1 tot 9 betreffende de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

§ 3. De Inspecteur-generaal van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) of in geval van afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger :

- bepaalt zijn interne procedure en alle noodzakelijke documenten betreffende de toekenning van het in artikel 3 bedoeld eensluidend advies;

- wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven voor de in artikel 2 bedoelde methode 10 betreffende de toelagen voor milieuvriendelijke landbouw vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

- bepaalt de lijst van de objectieve criteria waarop genoemd eensluidend advies gegrond is en deelt die lijst mee aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingen, uitvoeringen en overgangsbepalingen*

**Art. 13.** § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt opgeheven.

wat betreft de aanvankelijke aanvragen om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw ingediend bij het bestuur vóór de inwerkingtredingdatum van dit besluit, blijven de reglementaire bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, of in voorkomend geval, de reglementaire bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 evenwel van toepassing.

§ 2. De producenten kunnen de omzetting aanvragen van hun lopende verbintenis aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 in een nieuwe verbintenis van vijf jaar in hoofde van dit besluit voorzover de volgende voorwaarden worden vervuld :

- de omzetting heeft enkel betrekking op de methoden waarvan de correspondentie vastgesteld is in bijlage 3;
- er moet worden voldaan aan alle voorwaarden voor het in aanmerking komen voor de nieuwe methode of submethode zoals bepaald in bijlage 1;
- de nieuwe verbintenis biedt belangrijke voordelen op het vlak van leefmilieu en versterkt aanzienlijk de voorafgaande verbintenis;
- de schriftelijke omzettingsaanvraag moet worden ingediend bij het bestuur tevens als de aanvankelijke aanvraag voor de betrokken nieuwe methode of submethode en volgens de door het bestuur vastgestelde modaliteiten.

In geval van goedkeuring van de omzettingsaanvraag door het bestuur :

- eindigt de lopende verbintenis aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 van ambtswege op 31 maart van het omzettingjaar;
- wordt de jaarlijkse toelageschijf betreffende het jaar waarin de betrokken verbintenis onderbroken werd, berekend op grond van het aantal afgelopen maanden tussen het begin van genoemde jaarlijkse schijf en de datum waarop de nieuwe verbintenis ingaat;

In geval van weigering wordt de verbintenis aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 voortgezet tot het einde daarvan.

§ 3. De lopende verbintenissen aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 kunnen enkel de volgende omzettingen ondergaan :

1° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, onder de punten 1° tot 9° van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 in een verbintenis voor de methode bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 10 van dit besluit;

2° de omzetting van een verbintenis betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2, § 1, onder de punten 1° tot 3° van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 in een verbintenis voor de overeenstemmende methoden bedoeld in artikel 2, § 1, onder de punten 1° tot 3° van dit besluit met eensluitend advies zoals bedoeld in artikel 3;

3° de omzetting van een verbintenis betreffende de methode 2 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 2° van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 in een verbintenis voor methode 8 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 8° van dit besluit;

4° de omzetting van een verbintenis betreffende de submethode 3.a bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 3° van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 in een verbintenis voor methode 9 bedoeld in artikel 2, § 1, onder punt 9° van dit besluit;

4) de lopende verbintenissen aangegaan in hoofde van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 voor één van de submethoden van methode 1 of voor methode 7 worden vervangen door een nieuwe verbintenis van vijf jaar in hoofde van dit besluit voor de overeenstemmende methoden of submethoden wanneer de producent vraagt om milieuvriendelijke elementen of oppervlakten te gebruiken die een verhoging van meer dan 10 % van de toelagen of oppervlakten betreffende de lopende verbintenis met zich meebrengen.

§ 5. Rekening houdende dat het stelsel van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, het stelsel ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 en het stelsel ingediend bij dit besluit, voorzien in de toekenning van toelagen voor de toepassing van de methoden of submethoden die betrekking kunnen hebben op soortgelijke acties, is het niet toegelaten op eenzelfde perceel of voor eenzelfde dier, verschillende verbintenissen in hoofde van die verschillende stelsels te cumuleren wanneer die verbintenissen betrekking hebben op methoden of submethoden die soortgelijke acties bestrijken.

**Art. 14.** De aanvankelijke verbintenis aanvragen betreffende de methoden of submethoden bedoeld in artikel 2 van dit besluit kunnen enkel worden ingediend vanaf 2007 onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

**Art. 15.** Het bestuur is bevoegd om andere datums en termijnen vast te stellen dan die bedoeld in de artikelen 6 en 7.

**Art. 16. § 1.** De toelagen voor milieuvriendelijke landbouw worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

§ 2. Voor de programma's die begonnen zijn onder het Waalse programma voor plattelandontwikkeling 2007-2013, en voor zover er binnen dit programma geen andere financiële middelen konden worden vrijgemaakt, wanneer het aantal vastleggingen die nodig zijn om de in het eerste lid van dit artikel bedoelde aanvragen in te willigen gedurende een periode van twaalf maanden, de voormelde machtiging tot vastlegging evenwel overschrijdt, zullen de in dit besluit bedoelde bedragen van de toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw beperkt worden naar verhouding van het aantal vastleggingen die noodzakelijk zijn om deze aanvragen in te willigen. In die veronderstelling bepaalt de Minister voor het betrokken jaar, met de instemming van de Minister van Begroting, de berekeningswijze van voormelde vermindering.

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

**Art. 18.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

**Bijlage 1****Productiemethoden verenigbaar met de vereisten inzake milieubescherming,  
de zgn. milieuvriendelijke landbouwmethoden, en daarmee verbonden specifieke voorwaarden  
voor het bekomen van toelagen.****Methode 1. — Elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap**

De betrokken elementen van het ecologisch netwerk en het landschap zijn heggen, bosstroken, alleenstaande bomen, struiken of bosjes, hoogstammige vruchtbomen, en poelen. De producenten die zich ertoe verbinden dergelijke elementen niet te vernietigen en aan te geven, alsook het ecologisch netwerk van hun bedrijf te onderhouden en indien mogelijk te verbeteren, komen in aanmerking voor toelagen onder de volgende voorwaarden.

**Submethode 1.a : heggen en bosstroken**

De producent die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van euro 50 per schijf van 200 meter.

De na te leven voorwaarden voor heggen en bosstroken zijn de volgende :

1° heggen en bosstroken moeten gelegen zijn in landbouwpercelen;

2° de heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken. In geen geval mogen bos- of woudranden of hun voortschrijden op landbouwpercelen als heggen of bosstroken worden beschouwd. Rijen inheemse loofbomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren, worden echter beschouwd als heggen. De maximale afstand tussen de bomen van een rij bedraagt 10 meter;

3° heggen en bosstroken kunnen bestaan uit verschillende gedeelten met een minimale lengte van 20 meter elk. Hun maximale breedte bedraagt 10 meter. In geval van heggen worden leegten van maximum 10 meter meegerekend indien ze niet toegankelijk zijn voor het vee;

4° de producent moet zich ertoe verbinden die heggen en bosstroken niet te vernietigen. Elke opzettelijke vernietiging wordt pas toegestaan na voorafgaand advies van het bestuur. Elke toevallige vernietiging of beschadiging moet worden meegedeeld aan het bestuur binnen een termijn van dertig dagen vanaf genoemde vernietiging of beschadiging. In alle gevallen is de producent verplicht een lengte gelijkwaardig aan de vernietigde of beschadigde lengte te herplanten met inachtneming van het daartoe uitgebrachte advies van de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4);

5° hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg of van de bosstrook, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

6° bij het onderhoud van de heggen en bosstroken kunnen de onderhoudswerken (snoeien) niet worden uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli;

7° er wordt beschouwd dat 200 meter heg of bosstrook een invloed hebben op een hectare.

**Submethode 1.b : alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen**

De producent die zich ertoe verbindt dergelijke elementen aan te geven en te onderhouden, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 25 euro per schijf van 10 elementen.

De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de in aanmerking komende elementen zijn gelegen in landbouwpercelen;

2° de in aanmerking komende elementen bestaan uit :

- a) hoogstammige vruchtbomen gelegen in blijvend hooiland;

- b) alleenstaande bomen, dood of levend, van een inheemse loofsoort, gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje, met een omtrek hoger of gelijk aan 40 centimeter op 1,30 meter hoogte;

- c) bosjes en struiken van een inheemse loofsoort gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje groter dan 1,5 meter;

- c) bosjes kleiner dan 4 are gelegen op meer dan 10 meter van elke andere alleenstaande boom, struik, bosstrook of heg;

3° de producent verbindt zich ertoe die elementen niet te vernietigen en indien noodzakelijk het equivalent van de beschadigde elementen te herplanten binnen minstens twaalf maanden;

4° hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van die elementen. Met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

5° de eventuele onderhoudswerken (snoeien) worden niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli;

6° er wordt beschouwd dat een schijf van 10 elementen die de vereiste voorwaarden vervult, een invloed heeft op 0,5 hectare.

**Submethode 1.c : poelen**

De producent die zich ertoe verbindt poelen aangegeven op zijn landbouwpercelen aan te geven en te onderhouden, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 50 euro per poel.

De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de poelen zijn stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte minimum 10 m<sup>2</sup> bedraagt tussen 1 november en 31 mei;

2° een strook van ten minste twee meter breed rond de poel mag niet beploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 25 % van de oppervlakte en de omtrek van de poel;

3° het is verboden te strooien en te verstrooien op minder dan tien meter van de boorden;

4° ophoging is verboden alsook elke introductie van afvalstof, product of stof die schadelijk zou zijn voor de poel, elk dier, exotische plant, zwemvogel of vis;

5° bij dicht- of aanslibbing moet de producent de poel ruimen en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden of aanleggen;

6° elke poel die voldoet aan deze voorwaarden wordt geacht een invloed te hebben op een hectare.

**Methode 2. — Natuurlijke weide**

De producent die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend hooiland te beheren (aangegeven onder codes 61 of 613) volgens het onderstaande bestek, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 200 euro per hectare.

De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° geen activiteit op het perceel (begrazing, maaien, bemesting, ...) tussen 1 januari en 15 juni. Evenwel wordt een enige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van schade door wilde zwijnen) toegestaan tussen 1 januari en 15 april;

2° het vee aanwezig op het perceel mag na 15 juni geen krachtvoer noch voeder krijgen;

3° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen wordt beperkt tot een jaarlijkse strooiing van boerderijmest (dierlijke mest) tussen 15 juni en 31 juli;

4° geen gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

5° geen zaaiingen of overzaaiingen;

6° tussen 15 juni en 30 september kan het beheer van het perceel worden uitgevoerd ofwel per wei, ofwel per maaien met oogst, ofwel door combinatie van de twee. In geval van maaien wordt een minimum oppervlakte van ten minste 5 % van de beschermde gebieden niet gemaaid tot het volgende maaien of de volgende begrazing, namelijk minstens één maand; de ligging van het beschermde gebied kan bij elk maaien veranderen. Na 30 september wordt enkel de begrazing toegelaten;

7° de methode moet worden toegepast op het geheel van de oppervlakte van het perceel en de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren.

### **Methode 3. — Extensieve groenstroken**

De methode van de extensieve groenstroken bevat twee submethoden.

Submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsrand

De producenten die de submethode "met gras bezaaide perceelsranden" gebruiken en het onderstaande bestek naleven, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 21,6 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de met gras bezaaide perceelsrand wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte en op het geheel of een gedeelte van zijn omtrek, hetzij gehouden op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van toelagen voor milieuvriendelijke landbouw of overeenstemmende toelagen voor milieuvriendelijke landbouw in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, van 28 oktober 2004 of van dit besluit;

2° de met gras bezaaide perceelsrand moet worden gehouden tijdens minstens vijf jaar op het geheel of een gedeelte van de perimeteer van een oppervlakte die tijdens die periode gebruikt wordt voor akkerbouwteelt. Wat betreft de betrokken akkerbouwoppervlakte, mogen twee met gras bezaaide perceelsranden niet in de lengte naast elkaar liggen. Er kan echter worden afgeweken van die principes voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwoppervlakte waarop de met gras bezaaide perceelsrand is aangelegd, tussen 24 en 36 meter breed zou zijn;

3° de met gras bezaaide perceelsrand mag niet worden aangeplant langs blijvend hooiland behalve als een heg een afscheiding maakt tussen de weide en de met gras bezaaide perceelsrand;

4° hij moet minstens 200 meter lang zijn. Die minimale lengte kan verkregen worden door gedeelten van met gras bezaaide perceelsrand van minstens 20 meter lang bij elkaar op te tellen;

5° de breedte van die perceelsranden bedraagt overal 12 meter;

6° in geen geval mag de oppervlakte van de perceelsranden hoger zijn dan 9 % van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het bestuur op basis van de vastgelegde akkerbouwoppervlakten vermeld in de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag van de producent voor het jaar van indiening van de betrokken aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw; indien een deel van het bedrijf volgens de biologische productiemethode wordt verbouwd, mag de oppervlakte van alle biologische met gras bezaaide perceelsranden niet hoger zijn dan 9 % van de in het kader van de steun aan de biologische landbouw vastgelegde akkerbouwoppervlakte;

7° bij aanleg moet de perceelsrand ingezaaid worden met een gevarieerd mengsel waarvan de samenstelling wordt meegegeeld aan het bestuur. De lijst van de voorgestelde soorten wordt hierna vermeld (lijst "Plantensoorten voor perceelsranden"). De keuze van de samenstelling wordt overgelaten aan het oordeel van de landbouwer voor zover wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

a) *basisgramineëen* :

- het (gewichts)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 85 % van de mengeling;

- de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten, zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;

- het Engelse raagrass, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van het mengsel

b) *basispeulvruchten* (zie lijst) :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van het mengsel;

- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rata van minimum 5 % van het mengsel;

c) *andere dicotylen* (zie lijst) : in het mengsel kunnen andere dicotylen toegevoegd worden voor zover geen enkele soort 5 % van het mengsel overstijgt;

8° er worden geen bemestingsmiddelen gebruikt;

9° er worden geen fytosanitaire producten gebruikt; het plaatselijk bestrijden van netel, distel en rumex met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

10° er wordt geen beweiding toegestaan op de perceelsrand;

11° de enige toegestane beheerswijze is het maaien tussen 15 juli en 15 september, met afvoer van het afgemaaide gras. Bij elk maaien wordt een strook van minstens 2 meter breed niet gemaaid. Die strook wordt gehouden tot het volgende maaien. De ligging van de strook kan bij elk maaien veranderen. In afwijking daarvan is toppen zonder oogst echter toegelaten binnen twaalf weken na het zaaien;

12° de met gras bezaaide perceelsrand is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Hij mag niet worden gebruikt als weg of voor de doorgang van voertuigen, met inbegrip van de voertuigen die noodzakelijk zijn voor de exploitatie van het aangrenzende akkerbouwteeltperceel. Hij mag bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar of oogst krijgen;

13° in geval van modderstroom of afzetting op een dichtheid van meer dan 10 centimeter worden een reiniging en/of heraanplanting van de bedekking verricht;

14° een perceelsrandgedeelte van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,3 hectare.

Plantensoorten voor perceelsranden

BASISPEULVRUCHTEN	
Lotus corniculatus	Rolklaver
Medicago lupulina	Hopperupklaver
Medicago sativa	Luzerne
Onobrychis viciifolia	Steenklaver
Trifolium pratense	Rode klaver
Trifolium repens	Witte klaver
ANDERE DICOTYLEN	
Anthriscus sylvestris	Wilde kervel
Centaurea cyranus	Korenbloem
Cichorium intybus	Wilde cichorei
Daucus carota	Wilde peen
Echium vulgare	Gewoon slangekruid
Eupatorium cannabinum	Leverkruid
Hypericum perforatum	Sint-Janskruid
Knautia arvensis	Beemdkroon
Leucanthemum vulgare	Margriet
Lychnis flos-cuculi	Koekoeksbloem
Lythrum salicaria	Kattestaart
Malva moschata	Muskuskaasjeskruid
Malva sylvestris	Groot kaasjeskruid
Melilotus alba	Witte honingklaver
Melilotus officinalis	Akkerhoningklaver
Mentha aquatica	Watermunt
Origanum vulgare	Wilde marjolein
Papaver dubium	Kleine klaproos
Papaver rhoeas	Gewone klaproos
Plantago lanceolata	Smalle weegbree
Prunella vulgaris	Gewone brunel
Reseda lutea	Wouw
Rumex acetosa	Veldzuring
Scrophularia nodosa	Knopig helmkruid
Symphytum asperum	Ruwe smeewortel
Symphytum officinale	Smeewortel
Symphytum x uplandicum	Uplandse smeewortel
Trifolium hybridum	Basterdklaver
Trifolium incarnatum	Inkarnaatklaver

Submethode 3.b : extensieve graslandstrook

De producenten die de submethode "extensieve graslandstrook" gebruiken en het onderstaande bestek naleven, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 21,6 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De na te leven voorwaarden in geval van beheer van extensieve graslandstroken zijn de volgende :

1° enkel de graslandstroken aangeplant langs vaste weiden aangegeven onder codes 61 of 613 komen in aanmerking;

2° die graslandstrook moet aangeplant zijn langs een waterloop of -vlak of langs erkende of domaniale natuurreservaten en vochtige gebieden met een biologisch belang;

3° ze moet minstens 100 meter lang zijn. Die minimale lengte kan verkregen worden door gedeelten van graslandstroken van minstens 20 meter lang bij elkaar op te tellen;

4° de breedte van die stroken bedraagt overal 12 meter. In geen geval mag de oppervlakte van de stroken hoger zijn dan 9 % van de weideoppervlakte zoals bepaald door het bestuur op basis van de vastgelegde weideoppervlakten vermeld in de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag van de producent voor het jaar van indiening van de betrokken aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw;

5° er mogen geen bemestingsmiddelen noch fytofarmaceutische producten worden gebruikt; met uitzondering van een plaatselijk bestrijding van netel, distel en rumex;

6° in geval van een ander beheer dan weiden is de enige toegestane beheerswijze het maaien tussen 1 juli en 15 september, met afvoer van het afgemaaid gras. Bij elk maaien wordt een strook van minstens 2 meter breed niet gemaaid en het perceel mag niet worden begraasd vóór 1 augustus. Die strook wordt gehouden tot het volgende maaien. De ligging van de strook kan bij elk maaien veranderen;

7° de extensieve graslandstrook mag enkel worden beweid tussen 1 juli en 15 september;

8° buiten de speciaal ingerichte drinkplaats is de rechtstreekse toegang van het vee tot de oevers en bedden van de waterloop verboden;

9° het vee aanwezig op het perceel waarop de extensieve graslandstrook is aangelegd, mag geen voeder noch krachtvoeder krijgen;

10° de extensieve graslandstrook is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mag niet worden gebruikt als weg. Ze mag bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar krijgen of geogst worden;

11° een extensieve graslandstrook komt niet in aanmerking voor steun ter toepassing van methoden 2 of 8;

12° een gedeelte van extensieve graslandstrook van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,3 hectare.

#### **Methode 4. — Wintergrondbedekking**

De producent die zich ertoe verbindt tijdens de vorige oogst (grasachtige planten in een graangewas of tussen de maïsrijen) of zo spoedig mogelijk na de vorige oogst, hoe dan ook vóór 15 september, een plantendek te zaaien, komt in aanmerking voor een toelage van 100 euro per hectare voor zover hij het behoudt tot 1 januari.

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° de producent verbindt zich ertoe elk jaar van de verbintenis een oppervlakte van grondwinterbedekking aan te planten die ten minste gelijk is aan de oppervlakte die voor die methode staat vermeld in zijn aanvankelijke verbintenis. Die minimale oppervlakte is die welke het recht op de overeenstemmende toelage opent. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangepast wordt, komt niet in aanmerking voor een toelage in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° de wintergrondbedekking kan worden aangelegd :

- hetzij in een graan (of maïs-)teelt vóór de oogst ervan;

- hetzij vóór 15 september op een oppervlakte die het voorwerp heeft uitgemaakt van een akkerbouwteelt aangegeven in de oppervlakteaangifte van het jaar waarin de bedekking wordt aangeplant onder een andere code dan 81, 82, 83, 84, 85, 751, 851 of 852 indien die teeltcodes overeenstemmen met oppervlakten die aangegeven worden in het formulier voor de oppervlakteaangifte en steunaanvraag onder hoofdbestemming X met het oog op het gebruik van de braakleggingsrechten;

3° de in aanmerking komende oppervlakten moeten vermeld zijn in de oppervlakteaangifte van de begunstigde voor het jaar dat volgt op dat van de aanplanting van het plantendek. Die oppervlakten kunnen echter worden aangegeven door een andere producent dan de begunstigde in de oppervlakteaangifte van het jaar na de aanplanting van genoemd dek op voorwaarde dat bedoelde oppervlakten het voorwerp uitmaken van een gebruiksovereenkomst met een duur lager dan één jaar, ondertekend door beide partijen en betreffende de aanleg van een lenteteelt of braakland; De begunstigde moet beschikken over een afschrift van die overeenkomst om ze aan de controleurs te tonen bij een controle ter plaatse.

4° die winterbedekking moet worden vernietigd na 1 januari en, uiterlijk op 31 mei die volgt, gevolgd door de aanplanting van een lenteteelt of een braakland;

5° ze mag geen peulgewassen bevatten;

6° in afwijking van de datums vermeld in het eerste lid en indien de vorige oogst na 1 september wordt uitgevoerd, mag een plantendek van rogge of triticale worden aangeplant vóór 1 november en moet verplicht worden vernietigd tussen 1 maart en 15 mei;

7° er wordt geen minerale stikstofbemesting toegestaan;

8° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 10 aren en de methode wordt beschouwd als toegepast op het geheel van de oppervlakte van het door de producent in zijn overeenstemmende toelageaanvraag aangegeven perceel;

9° er worden geen weiden toegestaan.

#### **Methode 5. — Extensieve graanteelten**

De producent die zich ertoe verbindt de extensieve graanteelt toe te passen komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 100 euro per hectare.

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° de producent verbindt zich ertoe de methode toe te passen op een oppervlakte die ten minste gelijk is aan die welke voor deze methode staat vermeld in zijn aanvankelijke verbintenis, en dit elk jaar van de verbintenis. Die minimale oppervlakte is die welke het recht op de overeenstemmende toelage opent. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangepast wordt, komt niet in aanmerking voor een toelage in hoofde van de betrokken verbintenis;

2° tweerijige brouwerijgerst telen of rogge of nog, in benadeelde streken, spelt telen, masteluin telen of een mengsel van granen en peulgewassen (in de mengsels granen-peulgewassen en masteluin, moet de tweede soort minstens 20 % van het mengsel bedragen);

3° de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 10 aren en de methode wordt beschouwd als toegepast op het geheel van de oppervlakte van het perceel aangegeven door de producent in zijn overeenstemmende toelageaanvraag;

4° de aanvraag mag enkel betrekking hebben op de teelt die geogst wordt tijdens het betrokken kalenderjaar;

5° deze maatregel is niet cumuleerbaar met de steun aan de biologische landbouw.

#### **Methode 6. - Bedreigde plaatselijke rassen**

De producent die zich ertoe verbindt dieren van een bedreigd plaatselijk ras die in onderstaande lijst staan vermeld, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 120 euro per runder, 200 euro per paard en 30 euro per schaap.

De betrokken dieren moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

1° beantwoorden aan de oorspronkelijke standaard van het als bedreigd erkende ras;

2° opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;

3° minstens 2 jaar oud zijn voor paarden en runderen en minstens 6 jaar oud voor schapen;

4° opgenomen zijn in het identificatie- en registratiesysteem voor dieren, "Sanitel" genoemd, indien het gaat om runderen of schapen.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen die in aanmerking komen voor de toelage wordt vastgesteld als volgt :

Runderrassen :

- Gemengd Wit-Blauw.

Schaperassen :

- Belgisch melkschaap;

- "Entre-Sambre et Meuse"-schaap;

- Houtlandschaap;

- Voskop;

- Mergellandschaap.

Paardenrassen :

- Ardenner trekpaard;

- Belgisch trekpaard.

Deze lijst kan worden herzien door de Minister in conformiteit met o.a. de desbetreffende Europese bepalingen.

Om de toelage te bekomen moet de producent voor elk dier het volgende voegen bij zijn aanvankelijke aanvraag :

- voor de runderen, een afschrift van de definitieve identiteitskaart afgegeven door de instelling die het stamboek van het betrokken runderras beheert;

- voor de paarden, een afschrift van de identificatiedocumenten waarbij zijn registratie in het stamboek alsook het behoren tot het betrokken ras worden bewezen;

- voor de schapen, een afschrift van het geboortetest afgegeven door de instelling die de stamboeken beheert of een afschrift van het zoötechnische certificaat van het dier waarbij zijn behoren tot het betrokken plaatselijke ras wordt bewezen of elk ander bewijsstuk afgegeven door genoemde instelling; de jaarlijkse formulieren van bestrijding- of geboorteaangifte moeten beschikbaar zijn om ze aan de controleurs te tonen bij een controle ter plaatse en ze moeten minstens, voor het betrokken ras, het aantal geprimeerde dieren bevatten.

#### **Methode 7. - Lage veebezetting**

De producent die zich ertoe verbindt lage veebezettingen te handhaven komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 100 euro per hectare blijvende weide (codes 61 of 613).

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° de veebezetting van het bedrijf moet lager zijn dan 1,4 GVE (grootvee-eenheid) per hectare weide (codes 61, 613 of 62). Wanneer de veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare weide, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot die welke noodzakelijk zijn om een veebezetting gelijk aan 0,6 GVE per hectare te bereiken;

2° het afgemaaid of geweide gras is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;

3° de enige toegestane verspreidingen van organische stoffen op die weiden zijn die van de meststoffen voortgebracht door de dieren die gebruikt zijn om de lage veebezetting te berekenen. In afwijking daarvan, voor de producenten die geen minerale meststoffen spreiden op die weiden, wordt de inbreng van andere mest toegestaan voor zover het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, zoals bepaald in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, lager of gelijk is aan 0,6;

4° de methode moet worden toegepast op het geheel van de oppervlakte van het perceel en de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, bedraagt minstens 10 aren;

5° het gebruik van fytosanitaire producten is verboden in de weiden, met uitzondering van de plaatselijke behandeling onder de elektrische afsluitingen en de bestrijding van netel, distel en rumex.

De veebezetting is de gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. Die bezetting wordt vastgesteld op grond van de volgende elementen :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem "Sanitel", wat betreft runderen;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de producent in zijn formulier van oppervlakteaangifte voor het betrokken jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen en geiten.

De berekening van het aantal GVE's betreffende die dieren wordt vastgesteld d.m.v. volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan 6 maanden : 1 G.V.E.

2° runderen van 0 tot 6 maanden : 0,4 G.V.E.

3° runderen tussen 6 maanden en 2 jaar : 0,6 G.V.E.

4° oaien of geiten ouder dan 6 maanden : 0,15 G.V.E.

5° hertachtigen ouder dan 6 maanden : 0,25 G.V.E.

#### **Methode 8. - Weide met een hoge biologische waarde**

De producent die zich ertoe verbindt sommige percelen blijvend hooiland te beheren (aangegeven onder codes 61 of 613) volgens het onderstaande bestek, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 450 euro per hectare.

De volgende voorwaarden moeten vervuld zijn :

1° een voorafgaande diagnose betreffende de biologische waarde van het perceel moet aanleiding geven tot een voorafgaand eensluidend advies dat behoorlijk genotificeerd wordt door de Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte (IG4) en dat de specifieke bepalingen voor de plaatselijke toestand bevat;

2° geen activiteit (weiden, maaien,...) op het perceel tijdens een in het eensluidend advies bepaalde periode die behoudens bijzondere gevallen loopt van 1 januari tot een in genoemd advies bepaalde datum in juli. Evenwel wordt een enige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van schade door wilde zwijnen) toegestaan tussen 1 januari en 15 april;

3° het vee aanwezig op het perceel na die datum mag geen voeder noch krachtvoeder krijgen;

4° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten met uitzondering van de teruggave aan de bodem door de dieren tijdens het weiden;

5° geen gebruik van fytosanitaire producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

6° geen zaaiingen of overzaaiingen;

7° in geval van een ander beheer dan weiden wordt enkel maaien met afvoer van het product toegestaan. In dit geval wordt ten minste 10 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Bij elk maaien moet een dergelijk gebied worden gehouden tot het volgende maaien. De ligging van de strook kan echter bij elk maaien veranderen. In geval van weiden na het maaien binnen de in het eensluitend advies bedoelde termijn, kan het beschermde gebied worden beweid. In het eensluitend advies worden de eventuele andere modaliteiten in verband met het weide bepaald;

8° behoudens verantwoording in het eensluitend advies, zijn de bagger- of ruimingswerken in sloten verboden;

9° de methode moet worden toegepast op het geheel van de oppervlakte van het perceel en de minimale oppervlakte van elk perceel waarop de methode wordt toegepast, moet hoger of gelijk zijn aan 10 aren;

10° deze maatregel is niet cumuleerbaar met methode 2 (natuurlijke weide) of submethode 3.b (extensieve graslandstrook).

#### **Methode 9. - Ingerichte perceelstrook**

De producenten die de methode "ingerichte perceelstroken" aannemen, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 30 euro per gedeelte van 20 meter lang.

De volgende voorwaarden moeten in alle gevallen worden nageleefd :

1° de ingerichte perceelstrook wordt hetzij aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte en op het geheel of een gedeelte van zijn perimeter, hetzij gehouden op een oppervlakte die in aanmerking is gekomen voor toelagen voor milieuvriendelijke landbouw die overeenstemmen met de met gras bezaaide perceelsranden of met de ingerichte perceelstroken in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999, van 28 oktober 2004 of van dit besluit;

2° de met gras bezaaide perceelsrand moet worden gehouden tijdens minstens vijf jaar op het geheel of een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode voor akkerbouwteelt wordt gebruikt. Wat betreft de betrokken akkerbouwoppervlakte, mogen twee ingerichte perceelstroken niet longitudinaal naast elkaar liggen. Er kan echter worden afgeweken van die principes voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwoppervlakte waarop de ingerichte perceelstrook is aangelegd, tussen 3 en 42 meter breed was;

3° de standaardbreedte van die stroken bedraagt 12 meter. De in aanmerking komende lengte kan echter worden teruggebracht op 3 meter of verlengd tot 21 meter. In alle gevallen wordt de steun berekend op dezelfde grond, d.w.z. 30 euro voor het equivalent van een gedeelte van 20 meter lang op de standaardbreedte van 12 meter; de lengte wordt verhoudingsgewijs aangepast op de werkelijke breedte (20 meter op 12 zijn dus gelijkwaardig aan 60 meter op 4);

4° de minimale lengte per bedrijf bedraagt 200 meter, per gedeelten van minstens 20 meter;

5° de bijzondere doelstellingen van de strook alsook onder meer de keuze van de plaats, breedte, bodembedekking gewassen, datums en beheerswijze (maaien, het opnieuw inzaaien, oprichting van heuvels, grasstroken of stroken naakte grond die mechanisch onderhouden worden,...) worden nader bepaald in het in artikel 3, § 1, bedoelde eensluitend advies dat rekening houdt met de plaatselijke inzet en eisen inzake landbouw en leefmilieu;

6° in geen geval mag de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden die vallen onder methoden 3a en 9 hoger zijn dan 9 % van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het bestuur op basis van de akkerbouwoppervlakten vermeld in de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag van de producent voor het jaar van indiening van de betrokken aanvankelijke aanvraag om toelagen voor milieuvriendelijke landbouw; indien een deel van het bedrijf volgens de biologische productiemethode wordt geëxploiteerd, mag de oppervlakte van alle biologische met gras bezaaide perceelsranden en perceelstroken niet hoger zijn dan 9 % van de in het kader van de steun aan de biologische landbouw vastgelegde akkerbouwoppervlakte;

7° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten;

8° geen gebruik van fytosanitaire producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex;

9° de betrokken percelen zijn niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mogen niet worden gebruikt als weg of voor de doorgang van voertuigen. Ze mag bovendien geen enkele mest, bodemverbeteraar of oogst krijgen;

10° een gedeelte van ingerichte perceelstrook van 20 meter lang wordt geacht een invloed te hebben op 0,3 hectare.

#### **Methode 10. — Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw**

In afwijking van de begripsomschrijvingen 1° en 2° van artikel 1 komt elke producent, die een of meer percelen in het Waalse Gewest exploiteert en die de methode "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" toepast, in aanmerking voor een steun die wordt berekend volgens volgende formule :

$$\text{Steun (Eur)} = 20 X - 5 Y + 0.05 Z$$

waarbij :

$$X = \text{aantal hectaren} \leq 40$$

$$Y = \text{aantal hectaren} > 40 \text{ en } \leq 200$$

Z = bedrag van de toelagen in verband met de methoden 1 tot 9 zoals vastgesteld op basis van de oppervlakteaangifte en de steunaanvraag van de producent voor het jaar van indiening van het aanvankelijke aanvraag.

Het jaarlijkse bedrag van die steun bedraagt maximaal 3.000 EUR per bedrijf en per jaar.

De volgende voorwaarden moeten in alle gevallen worden nageleefd :

1° vóór de indiening van de aanvankelijke aanvraag een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw opmaken met een begeleidingsambtenaar;

2° dat actieplan uitvoeren in de loop van de vijf jaar van de verbintenis door de integratie van de updates bedoeld in punt 3°;

3° elk jaar vanaf het tweede jaar van de verbintenis het actieplan updaten met behulp van een begeleidingsambtenaar door de uitvoering van het actieplan te evalueren en de eventuele problemen uitdrukkelijk te identificeren. In geval van belangrijke wijzigingen aan het bedrijf of volgens eventuele nieuwe elementen die de uitvoering van het plan vergemakkelijken of vertragen, moet de producent de begeleidingsambtenaar op de hoogte hiervan brengen om het plan te amenderen;

4° na afloop van de vijf jaar van de verbintenis, zal een verslag opgesteld met behulp van een begeleidingsambtenaar de resultaten, conclusies en perspectieven van het actieplan voorleggen t.a.v. de nagestreefde doelstellingen. Een positieve evaluatie van het plan gegrond op een voldoende uitvoering van de doelstellingen is een voorwaarde voor de voortzetting van het plan na die vervaldatum;

5° de sterke en zwakke punten van het bedrijf inzake milieuvriendelijke landbouw worden onderzocht met inachtneming van de indicatieve lijst van volgende elementen en rekening houdend met de specifieke kenmerken van het bedrijf :

- beheer van de grond en van de grondbemesting (bemestingsboekje en -plan, compostering, biomethanisatie, bijdrage tot mestbanken, wintergrondbedekking, maatregelen voor een redelijke bemesting (tarwe en andere teelten), voederanalyse en berekening van porties, analyse van organische dierlijke mest, aanwezigheid van teelten met een sterk verminderd gebruik van biociden en meststoffen, gerichte toepassingen,...), grondonalysen;

- beheer van de fytosanitaire behandelingen : uitrusting van het spuittoestel (spoelkuip, blikken spoelmachine, vulbegrenzingsapparaat,...), technieken voor alternatieve onkruidbestrijding, aanwezigheid van een fytobak, biologische bestrijding, geïntegreerde bestrijding, biologische uitbating, enz.;

- landschappelijk beheer en inrichting van de omtrek van de boerderij : architecturale integratie van de verschillende gebouwen, onderhoud van de omtrek van de boerderij, zichtbaarheid van eventuele negatieve elementen t.a.v. omwoners en het publiek in het algemeen, gebruik van beplantingen voor voornoemde inrichting, inheemse aard van de beplantingen,...

- beheer van biodiversiteits- en landschapselementen in het landbouwgebied : gedeelte gebruikt door het ecologisch netwerk in het bedrijf, gepaste uitbating van marginale weiden, goedkeuring van acties voor een milieuvriendelijke landbouw ter ontwikkeling van het ecologisch netwerk en het landschap alsook ter instandhouding van het leefmilieu aan de rand van landbouwpercelen, beschermde proportie van waterlopen, proportie van houtelementen die elk jaar onderhouden worden, extensieve exploitatie van natuurlijke milieus voor rekening van verenigingen of van het Gewest, oprichting van natuurlijke milieus (poelen, beplantingen,...), opvang van de aan landbouwgebouwen gebonden kleine fauna (zwaluwen, kerkuilen, vleermuizen,...), acties ter instandhouding van het landbouwpatrimonium...

- zuiveringsacties (geurbestrijding, afvalwaterverwerking,...) en andere milieuaspecten (probleem van het gebruik van producten/afvalstoffen voor grondbemesting of -verbetering, energieteelten, partnerschap in milieu- of vrijetijdsprojecten, bijenteelt, gecertificeerde producties,...).

Het actieplan bedoeld in het eerste lid, punt 1°, bevat de volgende elementen :

1° een milieudiagnose (plaatsbeschrijving) van het bedrijf. Die diagnose legt de nadruk op :

- de prioritaire milieu-inzet van het grondgebied;

- de sterke en zwakke punten wat betreft de toepassing van de goede landbouwpraktijken;

- de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf wat betreft de acties ter bevordering van een milieuvriendelijke landbouw die geïdentificeerd zijn volgens het patroon bedoeld in het eerste lid, 5°, met een bijzondere nadruk op die welke betrekking hebben op de prioritaire milieu-inzet over het hele grondgebied;

2° doelstellingen op korte (1 jaar), gemiddelde (5 jaar) en lange termijn (perspectieven) die in elk geval betrekking hebben op de zwakke punten en die de troeven verbonden met de prioritaire milieu-inzet van het grondgebied (prioritaire doelstellingen) valoriseren. De factoren die onverenigbaar zouden zijn met de goedkeuring van doelstellingen die inspelen op de ene of andere prioritaire inzet, moeten uitdrukkelijk worden geïdentificeerd en vermeld;

3° een lijst van precieze acties voor een milieuvriendelijke landbouw (aanneming van goede praktijken, van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw of andere soorten acties die ertoe kunnen bijdragen problemen op te lossen en de geïdentificeerde sterke punten te valoriseren) zal worden opgesteld t.o.v. de aangenomen doelstellingen met drie verschillende termijnen. De acties betreffende de doelstellingen op korte en gemiddelde termijn zullen realistisch worden bepaald en gepland in een vooruitlopend uitvoeringskalender.

Het actieplan alsook elke update hiervan maken het voorwerp uit van een verslag dat medeondertekend is door de begeleidingsambtenaar en de betrokken producent.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 24 april 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## Bijlage 2

Tabel van cumulaties en verenigbaarheden van de verschillende methoden en submethoden

A. Gewassen	1.a. heggen	1.b. bomen of bosjes	1.c. poelen	3.a. met gras bezaaide perceelsranden	4. grondbedekking	5. extensieve graanteelten	9. ingerichte perceelstroken	11 biologische landbouw
1.a. heggen	O	O	O	C	C	C	C	C
1.b. bomen of bosjes		O	O	C	C	C	C	C
1.c. poelen			O	C	C	C	C	C
3.a. met gras bezaaide perceelsranden				O	S	S	X	C
4. grondbedekking					O	O	O	C
5. Extensieve graanteelten						O	O	X
9. Ingerichte perceelstroken							O	C
biologische landbouw								O
C = cumulatie van premies mogelijk (doel en/of eisen verschillen)								
O = onbestaande (want gewas en/of periode verschillen, of gelijke maatregel in kolom en rang)								
X = cumulatie niet toegelaten								

B. Weiden	1.a. heggen	1.b. bomen of bosjes	1.c. poelen	2. natuurlijke weide	3.b. graslandstrook	7. lage veebezetting	8. weide met een hoge biologische waarde	11. biologische landbouw
1.a. heggen	O	O	O	C	C	C	C	C
1.b. bomen of bosjes		O	O	C	C	C	C	C
1.c. poelen			O	C	C	C	C	C
2. natuurlijke weide				O	X	C	X	C
3.b. graslandstrook					O	C	X	C
7. lage veebezetting						O	C	C
8 weide met een hoge biologische waarde							O	C
biologische landbouw								O
C = cumulatie van premies mogelijk (doel en/of eisen verschillen)								
O = onbestaande (gelijke maatregel in kolom en rang)								
X = cumulatie niet toegelaten								

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 24 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## Bijlage 3

Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit	Titel van de methode of submethode bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999
Methode 1 : elementen uit het ecologisch netwerk en het landschap. - submethode 1.a : heggen en bosstroken - submethode 1.b : alleenstaande bomen of struiken, hoogstammige vruchtbomen en bosjes - submethode 1.c : Poelen	Methode 3 : instandhouding en onderhoud van biodiversiteits- en landschapselementen zoals heggen, bosstroken, oude hoogstammige vruchtbomen of poelen in landbouwoppervlakten
Methode 2 : natuurlijke weide	Methode 1 : laat maaien of weiden Methode 10 : instandhoudingsmaatregelen in vochtige gebieden
Methode 3 : extensieve groenstroken - submethode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden	Methode 2 : submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar
- submethode 3.b : extensieve graslandstrook	- submethode 2.c : extensieve graslandstrook
Methode 4 : grondbedekking tijdens tussenteelt	Methode 8 : grondbedekking tijdens de tussenteelt
Methode 5 : extensieve graanteelten	Methode 6 : verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen
Methode 6 : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras - submethode 6.a : fokken van trekpaarden - submethode 6.b : fokken van runderen - submethode 6.c : fokken van schapen	Methode 5 : fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras
Methode 7 : handhaving van een lage veebezetting	Methode 4 : handhaving van een lage veebezetting
Methode 8 : weide met een hoge biologische waarde	Methode 1 : laat maaien of weiden Methode 2 <sup>o</sup> - submethode 2.c : extensieve graslandstrook Methode 9 : zeer laat maaien met verminderd gebruik van biociden en meststoffen Methode 10 : instandhoudingsmaatregelen in vochtige gebieden
Methode 9 : ingerichte perceelstroken -	Methode 2 : - Submethode 2.a : vervanging van een akkerbouwteelt door een extensieve graslandstrook of een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor vijf jaar - Submethode 2.b : extensieve perceelsrand
Methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw	Elke methode behoeft het eensluidend advies van de "Division de la gestion de l'espace rural" (IG4) Afdeling Beheer van de Landelijke Ruimte

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Namen, 24 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN